



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

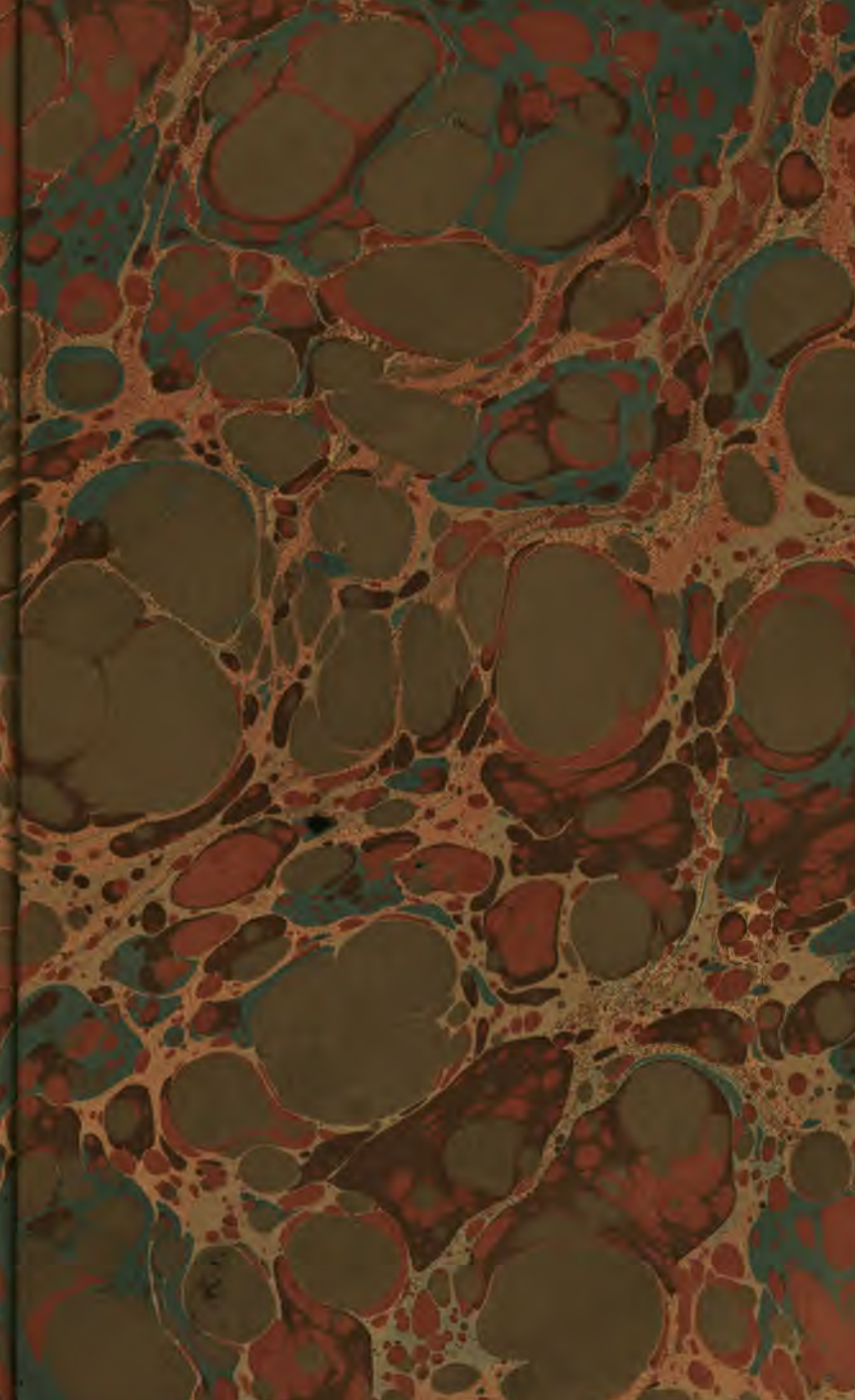
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

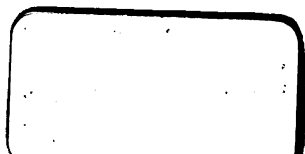
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>









*p. 101-102*

**LETTRES**  
**DE**  
**SAINT-JAMES.**

**IV.<sup>e</sup> PARTIE.**

*On trouve à la même adresse les ouvrages  
suivans du même auteur.*

- 1.<sup>re</sup> 2.<sup>de</sup> et 3.<sup>e</sup> partie des lettres de St.-James.  
Lettres écrites d'Italie en 1812 et 1813, 2.<sup>e</sup> édit.  
augmentée, in-8.  
Du commerce des Suisses avec la France, in-8.

---

*Livres nouveaux qui viennent de paraître.*

- De la neutralité de la Suisse et des moyens de la maintenir, tr. all. revue et augmentée par l'auteur, suivi de *la Politique de la Suisse*, traduction de l'anglois et d'une lettre adressée de Paris à la Bibliot. universelle concernant cet écrit, in-8, 3 fr.  
Histoire de la lutte et de la destruction des républiques démocratiques de Schwytz, Uri et Unterwalden, tr. de l'all. de ZSCHOKKE, par A. P. in-8, 4 fr.  
Fortification (de la) permanente, par DUFOUR, Lieut. Col. du Génie, in-4. avec 35 pl. reliées en forme d'Atlas. 20 fr.  
Exposé du droit public de l'Allemagne, in-8, 6 fr.  
Calvin et l'Eglise de Genève, par M. BRETSCHNEIDER de Gotha, tr. de l'All. par M. de FELICE, in-8, 1 fr. 80c.  
Lettres diverses recueillies en Suisse par le C.<sup>te</sup> Fedor GOLOWKIN, in-8, 5 fr.  
Idylles helvétiques et lettres sur la Suisse, précédées d'un précis sur l'origine et les mœurs de la Confédération helvétique, in-12, 1 fr. 25 c.  
Principes d'Hygiène, extraits du Code de Santé et de longue vie de Sir John Sinclair, tr. de l'angl. par le Prof. Odier, 2.<sup>e</sup> édit. corrigée et cons. augm. in-8, 7 fr. 50 c.  
Comparaison des trois charrues, par Ch. Pictet, in-8, fig. 1 fr. 50 c.  
Sermons de Picot, Pasteur et Prof. de l'Acad. de Genève, in-8, 4 fr. 50 c.  
Mélanges de philosophie, de morale et de littérature, par J. H. Meister, 2 vol. in-8, 7 fr. 50 c.  
Essai sur la raison, considérée principalement sous le rapport de son indépendance de toute autorité étrangère, par H. F. DeLarsche, in-8. 4 fr.  
Voyage en Ecosse et aux Iles Hébrides, par le Prof. L. Necker DeSausure, 3 vol. in-8, fig. 20 fr.

# LETTRES

DE

## SAINT-JAMES.

[par Jacob Frédéric LULLIN de CHATEAUVIEUX]

### QUATRIÈME PARTIE.

---

Canto l'armi pietose, e 'l Capitano  
Che 'l gran Sepolcro liberò di Cristo.

*Torquato Tasso. Canto primo.*

---

AZ 2124/4

GENÈVE,

J. J. PASCHOUD, IMPRIMEUR-LIBRAIRE.

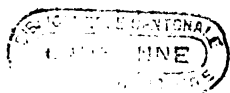
PARIS,

MÊME MAISON DE COMMERCE,

RUE DE SEINE, N.º 48.

1825.

46169.



# LETTRES DE S.-JAMES.

---

## QUARANTE-NEUVIÈME LETTRE.

*Situation de l'Europe après le Congrès de  
Laybach.*

**J**E n'ai point, Monsieur, comme le Tasse, de héros à chanter. Je n'ai à vous offrir que la sérieuse analyse de l'histoire du temps, travail que les événemens m'ont forcé à recommencer chaque année. Cette histoire absorbe, à la vérité, votre unique intérêt, parce que nous vivons dans un temps où toutes les existences individuelles sont engagées dans la destinée publique, et où personne n'est maître de lui soustraire la sienne.

C'est le caractère des révolutions ; elles attachent par les dangers mêmes auxquels elles exposent tous les genres d'intérêts.

Le Congrès de Vérone vient de se disperser , sans avoir rempli le but qu'il s'était proposé ; car il avait annoncé comme tel l'intention de raffermir l'union qui existait entre les Cabinets , et par conséquent le *statu quo* de l'Europe , qui devait en être la suite : il n'a fait ni l'un ni l'autre. Les Cabinets sont moins unis qu'ils ne l'étaient auparavant , et le *statu quo* de l'Europe s'est brisé dans ses mains , contre le gré des Cabinets , peut-être , mais par la force de circonstances qu'ils semblent n'avoir ni calculées , ni prévues , quoiqu'elles n'aient été que la suite naturelle du système politique qu'ils ont suivi.

Une telle assertion a besoin de preuves , et ces Lettres sont destinées à vous les donner.

Quelle était en effet , Monsieur , la situation politique de l'Europe à la suite du Congrès de Laybach ?

Quelle est cette même situation à la suite de l'entrevue de Vérone ?

Rien dans cet intervalle ne paraît l'avoir ostensiblement changée. Aucune révolutions nouvelles n'ont éclaté ; aucune Puissance n'a cherché à empiéter sur une autre , et nulle plainte ni rupture n'ont troublé leur concert. Cependant cette situation est toute autre , et , loin d'assurer le repos public , ainsi que l'avait promis la Sainte-Alliance , une inquiétude funeste agite toute l'Europe , et fait prévoir des événemens que personne ne peut définir.

Avant d'en examiner la cause , je suis obligé , Monsieur , de retracer , mais en peu de mots , le tableau que je vous ai fait l'année dernière de la situation où l'Europe était alors.

La Sainte-Alliance avait rempli sa

tâche et atteint son apogée à Laybach. Car après avoir vaincu la révolution en Italie, il ne lui restait plus rien à faire pour s'en préserver. Elle avait complété le cercle du système défensif qu'elle avait adopté.

Elle était arrivée à ce terme, parce que les Puissances semblaient avoir, par un accord secret, remplacé les colonnes d'Hercule sur les Pyrénées, et laissé ainsi l'Espagne en dehors de l'Europe. Elles avaient par cette prudente mesure affermi leur système repressif, sans l'y comprendre, et sa révolution était devenue par cette conduite aussi étrangère à la Sainte-Alliance, que le sont de fait à l'Europe la péninsule elle-même et les peuples qui l'habitent.

L'Angleterre, rassurée sur son état intérieur par la mâle attitude que son aristocratie avait gardé dans ses derniers troubles, l'Angleterre réparait lentement le déficit de ses finances,

et reposait dans les mains d'un Ministre courtisan , qui, satisfait d'avoir brillamment terminé la guerre que lui avait légué M. Pitt, laissait faire à ses Alliés ce qui leur semblait bon. Elle se trouvait être ainsi presque étrangère aux affaires du Continent.

La France, uniquement occupée du soin de tenir la balance entre les factions qui s'y disputaient la possession de l'influence politique, laissait la direction des choses de ce monde à la disposition de la triple coalition, et de cet accord parfait semblait devoir résulter une entière sécurité.

La Sainte-Alliance n'avait plus de souhaits à former, et paraissait n'avoir plus de danger à craindre. Car après avoir vaincu la révolution, elle se flattait d'empêcher son retour en gouvernant les peuples dans un système plus propre à les assoupir qu'à les offenser. Système par lequel elle sévissait

contre les individus , en ménageant l'intérêt et la tranquillité des masses.

Ce concert merveilleux a manqué d'être troublé par un événement inattendu. Les Grecs, auxquels personne ne songeait, les Grecs se soulevèrent contre la Porte, et toute l'Europe en fut agitée, parce que cette entreprise menaçait en effet de rompre le *statu quo* qu'on s'efforçait d'y maintenir, et avec lui tout le repos dont les Souverains s'étaient flatté de jouir.

Le soulèvement des Grecs ouvrait aux Russes les portes de la Turquie. Il était naturel de croire qu'ils profiteraient d'un tel avantage , et qu'ils deviendraient les Protecteurs de la Grèce, s'ils n'en devenaient pas les Maîtres.

Mais une telle conquête, en rompant les proportions qui existaient entre les Puissances , aurait offensé à la fois les intérêts positifs de l'Autriche et de l'Angleterre, et les intérêts politiques de la Sainte-Alliance.

Elle aurait offensé les intérêts de l'Autriche, en détruisant le contre-poids que la Turquie met en Orient entr'elle et la Russie.

Elle aurait offensé les intérêts de l'Angleterre, en livrant à la Russie des côtes maritimes, et en la privant des avantages commerciaux dont elle s'était assurée par le traité qu'elle avait conclu avec la Turquie.

Elle aurait offensé les intérêts de la Sainte-Alliance, en ébranlant le système d'union par lequel seul cette Alliance existe; système qui ne peut subsister qu'autant que les Saints-Alliés sacrifient leurs intérêts personnels à l'intérêt commun de l'Alliance.

Or, cette entreprise, en portant dans l'Orient les forces de la Russie; aurait laissé l'Occident dégarni de celles qu'il était nécessaire d'y conserver pour contenir la révolution, car cette charge n'eût été confiée qu'aux armées autrichiennes seules; fonctions

pour lesquelles l'expérience a démontré qu'elles étaient insuffisantes.

Le danger était donc grand, et le monde allait être remis au hasard de cet événement, lorsque par l'effet d'une générosité, jusqu'ici sans exemple, le Cabinet russe a renoncé de lui-même à déployer ses forces pour son propre avantage, afin de les laisser au service d'autrui.

Aucun obstacle, aucune crainte personnelle n'ont influé sur cette détermination : car personne ni au dedans, ni au dehors de l'Empire n'était en mesure d'arrêter ses mouvemens. C'est de plein gré que ce Cabinet a renoncé, par ménagement pour ses Alliés et par respect pour leur union, aux avantages que lui promettait la conquête de l'Orient. Il a renoncé à plus encore, il a renoncé à ce qui séduit le plus le cœur humain, à jouer le beau rôle de Protecteur des opprimés.

**Il a fait ce noble sacrifice aux intérêts commerciaux de la Grande-Bretagne, à la peur de l'Autriche et à la sécurité de la Sainte-Alliance. Ce Cabinet a renoncé à faire la guerre dans un moment où elle lui offrait l'occasion de faire une facile conquête et d'immenses profits, et cette paix a été la plus grande victoire qu'ait remporté la Sainte-Alliance, puisqu'elle lui a valu 500,000 hommes.**

**Il est permis de croire aujourd'hui, Monsieur, qu'un autre motif avait secrètement porté le Cabinet russe à prendre cette détermination. Ce motif était dans l'importance même du rôle qu'il s'attendait à jouer dans la Sainte - Alliance , pour prix du sacrifice qu'il venait de lui faire. Nous avons vu, en effet, que la tendance de ce Cabinet a été depuis long-temps celle de figurer d'une manière saillante, et même inattendue, sur la scène politique,**

et dans le choix des lieux où il aurait pu exercer sa prépondérance : il a préféré l'Occident à l'Orient. Tel est, je crois, tout le mystère de ce qui s'est passé vis-à-vis de la Grèce, et de ce qui se passe aujourd'hui en Occident.

## CINQUANTIÈME LETTRE.

*De la Sainte-Alliance avant le Congrès de  
Vérone.*

**C**ET fut une grande joie parmi les Royalistes, lorsqu'ils apprirent que la Russie n'attaquerait pas les Turcs. Ce sentiment était naturel, car les Grecs leurs étaient indifférens, tandis qu'il leur importait de conserver entières les forces d'une Alliance, qui fait leur seul point d'appui. Cette joie fut partagée par cette classe nombreuse d'un public, qui, sans appartenir à aucun parti, redoutait les chances de cette guerre, par cela seul qu'elles auraient pu troubler son repos ou ses

affaires, sans songer que dans le choix, il aurait mieux valu pour elle voir la Russie s'occuper dans l'Orient plutôt que dans l'Occident.

Les Libéraux, au contraire, en parurent affligés ; car ils avaient bien senti que l'affaiblissement de la Sainte-Alliance leur était favorable ; et l'impatience mal déguisée avec laquelle ils attendaient la déclaration de guerre de la Russie , n'a pas été un des moindres motifs entre ceux qui l'ont empêchée.

Mais la conduite du Cabinet russe a produit un effet plus positif dans la situation de l'Europe , que celui d'y exciter la douleur ou la joie des factions. Elle a modifié la position de la Sainte-Alliance, en changeant la place qu'y occupaient les différentes Puissances, et par conséquent l'ordre dans lequel elles y étaient rangées. Les rapports dans lesquels ces Puissances figuraient dans l'Alliance ont

donc été autres qu'ils n'étaient, et il en est résulté une nouvelle combinaison politique entr'elles.

L'Angleterre, qui paraissait n'avoir plus rien à démêler avec les affaires du Continent, s'est vue forcée d'y reprendre une part pour s'opposer à l'envahissement dont la Russie avait menacé la Grèce. Je vous en ai dit les motifs, et par ce mouvement elle a repris parmi les Alliés une place qu'elle avait abandonnée. Cette place l'a portée à la tête d'une opposition contre la Russie.

L'Angleterre a mis ainsi un nouveau poids dans la balance politique, et le succès qui a couronné ses desseins lui a rendu une influence que les circonstances lui avaient ôtée.

La Sainte-Alliance a trouvé ainsi dans le Cabinet anglais un contre-poids à sa Toute-Puissance; contre-poids dont l'effet devait se montrer plus tard, et d'une manière bien au-

trement sérieuse ; mais n'anticipons pas.

L'Autriche s'était hâtée de se joindre à l'Angleterre, pour s'opposer à une guerre qui blessait aussi évidemment ses intérêts positifs. Ces deux Puissances ont donc agi ensemble, dans cette circonstance, pour leur intérêt commun, et partagé l'honneur d'un succès, qui sans être uniquement leur ouvrage, ne leur en a pas moins été attribué.

Ce rapprochement entre l'Autriche et l'Angleterre a formé de la sorte une Sous-Alliance dans la Sainte-Alliance, au moyen de laquelle l'Autriche, qui n'y tenait que le second rang, parce que la Russie occupait le premier, a changé de place avec elle. Changement que l'Autriche n'a dû qu'à ce qu'elle a trouvé dans l'Alliance de l'Angleterre un point d'appui étranger à la Coalition, point d'appui qui a doublé ses forces en leur donnant une liberté d'action qu'elles avaient perdues.

La Russie a reculé au second rang. Ingratitude politique, dont la seule excuse est que ce monde est fait de sorte que tout en rendant justice à la générosité et à l'abnégation de soi-même, il est malgré lui réduit par la hardiesse qui pousse aux grandes entreprises, fussent-elles même contre ses intérêts. Et ce monde est plus charmé par les succès d'un héros que par les vertus qui assurent son bonheur.

Loïn d'avoir été récompensée des sacrifices que la Russie semblait avoir fait au repos de l'Europe, elle a ainsi déchu dans son opinion, et reculé d'un pas devant une nouvelle Alliance politique, dont le but était précisément de s'opposer à ses desseins.

L'Autriche, par l'effet de cette combinaison, se trouvait être placée dans deux Alliances spéciales, dont la nature et l'objet étaient également diffé-

rens, et dont elle pouvait invoquer le secours suivant le besoin du moment. Partie intégrante d'une triple Coalition, formée dans le but politique de s'opposer à la révolution, elle pouvait compter sur son appui dans tous les cas où cette révolution l'aurait menacée d'un danger politique. Alliée avec l'Angleterre, elle pouvait également compter sur ses secours lorsqu'il aurait fallu s'opposer à un envahissement d'Etat, contraire à leurs communs intérêts.

Par cette double Alliance le Cabinet autrichien s'était rendu invulnérable, puisqu'il était défendu contre les deux espèces de périls qui menacent aujourd'hui les Monarchies. Combinaison heureuse, en effet, pour cette Puissance, comme pour l'Europe, dont ces contre-forces semblaient devoir maintenir le *statu quo*, et qui aurait été le chef-d'œuvre de la politique, si elle n'avait pas été

le produit du hasard, et si elle avait pu être durable. Mais les fils qui la tenaient étaient trop déliés pour ne pas rompre, et les événemens devaient la briser aussi inopinément qu'ils l'avaient formée.]

Ainsi, Monsieur, à l'époque où s'est ouvert le Congrès de Vérone, la Russie était blessée dans ses intérêts, comme dans sa position politique, par le déclin de la prépondérance qu'elle s'attendait à exercer. Elle avait donc besoin d'un mouvement dont la nature lui permit de reprendre la place et la prépondérance politique qu'elle avait laissé échapper. L'action est d'ailleurs un besoin pour elle, et rien dans son état social ne s'y oppose.

L'Autriche n'avait en revanche rien à désirer, si ce n'est de conserver une situation à laquelle elle avait dû l'influence dont jouissait son Cabinet, et la stabilité d'un *statu quo*,

dent les conditions étaient toutes en sa faveur.

Un seul principe d'opposition se montrait dans l'éloignement contre la Sainte-Alliance. Ce principe avait sa source dans les intérêts de l'Angleterre, qu'offensait le système d'unité politique auquel tendait le Continent.

Opposition à laquelle les Alliés ont paru ne s'être pas attendus, et dont l'ignorance les a poussés à concevoir un plan, dont l'exécution devait réveiller cette opposition, et briser un *statu quo* auquel l'Europe a dû sept années de repos.

---

## CINQUANTE-UNIÈME LETTRE.

*De la France avant le Congrès de Vérone.*

**L**A Sainte-Alliance n'avait pas compris l'Espagne dans sa juridiction. C'était sans doute une anomalie dans son système, puisque les principes qu'elle avait émis à l'occasion des révolutions d'Italie étaient ou mensongers ou immédiatement applicables à celle de l'Espagne.

On ne peut donc attribuer le long silence que les Saints-Alliés ont gardé vis-à-vis de cette révolution qu'à des raisons de fait, et nullement à ce qu'ils en avaient conçu une opinion plus favorable que de toutes les autres.

La preuve en est qu'ils commettent encore aujourd'hui la même anomalie, en gardant le silence avec la révolution du Portugal, parce qu'une force étrangère leur a commandé ce respect.

Les raisons de fait qui avaient jusqu'ici préservé l'Espagne contre la Sainte-Alliance sont faciles à déduire.

La Sainte-Alliance était une ligue essentiellement défensive. Elle avait donc rempli son objet lorsqu'elle avait vaincu et désarmé la révolution dans le cadre qu'elle s'était réservé, et sur tous les points d'où cette révolution pouvait la menacer. Or, l'Espagne était en dehors de ce cadre, et ne la menaçait d'aucun danger, parce qu'elle était trop étrangère par sa position physique et morale au reste du Continent.

Il fallait ainsi pour aller l'attaquer, que la Sainte-Alliance quittât son attitude défensive pour prendre un caractère offensif.

On ne pouvait enfin attaquer la péninsule qu'au travers de la France : car les Alliés, dépourvus de vaisseaux, ne pouvaient pas passer ailleurs. Il fallait donc être sûr de sa coopération, puisqu'il aurait été impossible qu'elle gardât sa neutralité et permît ce passage.

Mais la situation politique de ce Royaume était alors trop opposée à un pareil projet pour qu'il pût s'exécuter. La raison en est que cette entreprise ne pouvait pas entrer dans les vues du parti qui dirigeait les affaires, attendu que la politique de ce parti n'avait pas pour but de détruire la révolution, mais de la gouverner.

Un singulier concours de circonstances avait mis ce parti à la tête des affaires, au lieu des Royalistes, que les victoires des Alliés semblaient avoir dû y appeler.

Les Royalistes en auraient recueilli

tout le fruit, sans doute , si ces victoires avaient été remportées vingt ans plutôt , parce que les Alliés n'étaient alors que leurs auxiliaires , et ne faisaient la guerre que pour les rétablir dans leur ancien pouvoir. Mais les Alliés n'avaient fait les dernières campagnes ni dans le même but , ni dans l'intérêt d'un parti qui s'était dispersé depuis long-temps ; Ils ne les avaient faites que dans celui de se défendre , et d'opérer la délivrance de leurs propres Etats. Le rétablissement des Royalistes en France n'a donc été qu'une conséquence , naturelle il est vrai , mais nullement le motif pour lequel la Coalition a remporté ses victoires.

La paix qu'elle a conelu à la suite de son triomphe a été une véritable paix d'Etat à Etat : car la révolution était encore alors une Puissance armée , et la Charte a été le traité par lequel on la désarma.

Les stipulations de cette paix ne furent en effet que des conditions accordées dans ce but à la révolution. Elles n'en contenaient aucunes en faveur des Royalistes , ils ne furent appelés qu'au titre commun à jouir avec la multitude des bienfaits de la paix ; ils ne pouvaient l'être à rien de plus ; parce qu'ils n'étaient réunis en corps nulle part , et que nulle part ils n'offraient une Puissance politique au nom et pour le compte de laquelle il fut possible de traiter.

On avait seulement désarmé la faction opposée à la leur , et rétabli un Gouvernement sous les auspices duquel leurs opinions devaient acquiescir de l'influence , parce qu'il y avait eu communauté de malheur et de dévouement entr'eux.

Mais les Alliés ne purent prendre aucune confiance dans les Royalistes , par la raison qu'ils ne connaissaient ni leurs forces , ni leurs moyens. Il

fallait les mettre à l'épreuve pour savoir quelle serait la Puissance que leurs opinions pourraient exercer en France.

La ridicule incapacité du Ministère qu'ils avaient formé en 1814 et l'échec du 20 Mars, loin de donner cette confiance aux Alliés, leur inspira le sentiment contraire. Mais cette époque malheureuse a servi aux Royalistes à reconnaître pour tels ceux qui gardèrent leur couleur et suivirent leur bannière. Leur parti s'organisa. Aussi à dater de ce moment, il a compté comme une force politique dans l'Etat. Force réunie par une communauté d'opinions et d'intérêts, et mue par conséquent dans une même direction.

Ce parti fut appelé par les circonstances du moment à former la majorité de la Chambre des députés de 1815. Mais cette majorité ne fit qu'ajouter à la défiance que les Alliés

avaient conçue de la capacité politique des Royalistes; parce qu'elle agit hors de saison, et sans aucune connaissance de la position réelle des choses en Europe.

Emportée par l'excès de son zèle pour les intérêts de son parti, cette Chambre avait devancé de beaucoup la marche que la prudence dictait encore aux Alliés.

La Sainte-Alliance n'était pas organisée, aucune direction ne lui avait été donnée. Au lieu d'agir d'après un système, elle ne présentait alors qu'un assemblage d'Etats, liés entr'eux par l'intérêt d'une défense commune contre une révolution, avec laquelle ils avaient fait un traité qu'ils étaient à cette époque bien éloignés de vouloir rompre.

Tout était donc sur la défensive en Europe; la Chambre de 1815 prit seule l'offensive. Cette Chambre ne s'appuyait par conséquent sur rien, et

s'aventurait en aveugle sur un terrain que la révolution avait miné.

Cette marche parut exposer la France et les Alliés à un péril trop imminent pour ne pas l'arrêter, et le Roi cassa cette Chambre le 5 Septembre 1815.

Mais ce n'était pas pour remettre la France dans les mains des révolutionnaires qu'on l'enlevait aux Royalistes. Le plan du Ministère était de la gouverner à l'aide d'un tiers parti, formé par les fonctionnaires publics, et par ceux qui, de quelque part qu'ils vinssent, s'étaient dévoués aux Bourbons, comme au gage de la stabilité publique, et aux institutions comme à l'unique traité que l'on put faire avec la révolution.

D'après ce système d'un tiers parti, qu'on a appelé de bascule, les Ministres ont eu constamment à lutter contre deux oppositions ; mais ils inclinaient vers celle des révolutionnaires,

parce qu'ils savaient bien que ce ne serait pas dans leurs rangs qu'on choisirait leurs successeurs. Aussi a-t-on vu constamment les Royalistes attaquer leur personnes, parce qu'ils voulaient avoir leurs places; tandis que leurs adversaires attaquaient leur système, parce qu'ils auraient voulu leur en faire adopter un plus conforme à leurs principes.

Une telle marche ne pouvait durer qu'un temps, car il était presque impossible d'empêcher que la balance ne finît par pencher de l'un ou de l'autre côté. Ce fut évidemment du côté des révolutionnaires que cette balance s'inclina, parce que le système électoral leur promettait d'avoir bientôt pour eux la majorité de la Chambre.

Mais tandis que cette tendance politique s'annonçait en France, la Sainte-Alliance s'était organisée. Elle avait mesuré ses forces, et acquis la certitude de leur puissance. Aussi

avait-elle, en connaissance de cause, réduit sa défense en système, et adopté pour réprimer la révolution une marche régulière.

Or, cette marche était directement contraire à celle qu'avait suivi la France. Les révolutionnaires s'y trouvèrent donc dans la même situation où les Royalistes y avaient été en 1815. Ils avaient débordé comme ceux-ci la position générale de choses, et s'avançaient en sens inverse.

Il aurait donc pu résulter un nouveau choc du froissement de ces deux forces marchant en sens contraire. Il n'est pas probable que, dans ce choc, ce fut la Sainte-Alliance qui dût reculer ; car le système qu'elle s'était fait, ainsi qu'on a pu en juger depuis, n'était le résultat ni du hasard, ni d'une combinaison fortuite. Ce système s'est fondé sur le plus puissant de tous les motifs : sur la sûreté personnelle des Souverains et de leurs Ministres. Aus-

si ont-ils associés sans retour toutes les forces dont ils disposaient pour garantir non-seulement leur pouvoir, mais leurs personnes, des périls d'une révolution qui n'avait respecté ni les unes ni les autres.

Ce sentiment l'a emporté sur tous les raisonnemens avec lesquels on a essayé de prouver aux Souverains qu'ils jouissaient d'un bonheur plus complet sous le régime constitutionnel que sous tout autre. Ils n'en ont point été persuadés, et les mesures qu'ils ont prises contre les progrès de ce régime sont devenues chaque jour plus entières, mieux combinées, et propres à agir de près comme à distance, pour le présent comme pour l'avenir.

Il fallait donc s'attendre à ce qu'on enlèverait à son tour au parti révolutionnaire l'influence croissante qu'il exerçait en France. Cette tentative a été le premier acte que la Sainte-Alliance ait fait, d'après sa nouvelle

législation politique. Aussi a-t-elle opéré en secret, et comme à l'insçu d'un public, auquel elle n'osait pas encore faire l'aveu des droits qu'elle comptait s'arroger sur l'indépendance politique du Continent.

Cette tentative échoua. Le Ministre qui l'avait préparée au Congrès d'Aix-la-Chapelle fut obligé de se retirer. Chacun sentait cependant qu'une crise était inévitable ; mais personne n'osait en prendre l'initiative.

Un événement funèbre opéra cette crise, et ramena le parti royaliste au poste où les circonstances l'appelaient.

L'horreur qu'avait inspiré le crime de Louvel changea subitement la situation politique de la France. Un nouveau système électoral permit de ramener, par une adroite combinaison, une majorité royaliste dans la Chambre des députés. Leur parti reprit courage, et il avait raison, son moment était venu.

Son influence s'est accrue avec sa majorité, car le succès a, comme à son ordinaire, conduit à sa suite ceux qui attendent leur fortune du pouvoir, ceux qui en attendent leur sécurité, et même ceux qui, sans avoir rien à lui demander, aiment la puissance pour elle-même, et par cela seul qu'ils se plaisent à obéir.

Mais le parti royaliste, tout victorieux qu'il était, ne disposait pas encore du Ministère. Ce pouvoir lui avait été soustrait par une combinaison incompatible avec les lois naturelles du système représentatif, et il en résultait un froissement qui devait briser ou la Chambre ou le Ministère.

Ce fut le Ministère, et cela devait être, puisqu'il avait contre lui le mouvement général du dedans et du dehors. Les deux oppositions se réunirent pour l'abattre par un accouplement monstrueux, et personne ne

chercha même à le défendre, parce que chacun sentait intérieurement que la combinaison du tiers-parti était épuisée, et qu'il fallait avancer sur le terrain des événemens.

Les Royalistes ont agi dans cette crise *à priori*, afin de se donner sans retard tous les avantages qu'il leur était permis d'attendre de leur position, et les révolutionnaires *à posteriori*; car ils savaient d'avance qu'ils allaient donner ce Ministère à leurs ennemis. Mais ils ont vu dans ce triomphe une des phases que la réformation politique devait inévitablement traverser, et ils ont cru qu'en se hâtant de l'accomplir, elle s'épuiserait d'autant plus vite.

Un Ministère royaliste fut donc installé au commencement de l'année 1822. Par l'effet d'un heureux hasard, ce parti put mettre cette fois à la tête du Ministère un homme qu'un rare mélange de capacité et de mesure en

rendait digne. Aussi a-t-il gagné dans le public une popularité qu'aucun de ses prédécesseurs n'avaient obtenu.

Popularité qui a été le fruit d'une confiance que ce Ministre n'a dû à son tour qu'au dessein qu'il avait annoncé de gouverner dans les intérêts du pays. Il avait fait naître ainsi l'espérance de voir le parti royaliste, devenu maître du pouvoir, confondre ses intérêts spéciaux dans les intérêts généraux de la France; en sorte que le début de son Ministère s'est fait sous d'heureux auspices.

---

---

## CINQUANTE-DEUXIÈME LETTRE.

*De l'Espagne et des Royalistes.*

**M**AITRE des trois pouvoirs politiques qu'avait institué la Charte, le parti royaliste n'a pas tardé à l'être également des autorités civiles et judiciaires, ainsi que d'une armée dont la nature est d'aimer dans le pouvoir tout ce qui le rapproche de l'unité.

Ce parti se trouva pourvu ainsi dès l'abord des élémens qui donnent la prépondérance politique. Elle paraissait lui être également assurée par la concordance de sa situation avec celle de l'Europe, puisque ses opinions étaient en harmonie avec la tendance

monarchique que la Sainte-Alliance y avait si fortement imprimée.

Mais pendant que ces changemens s'opéraient en France, la révolution était restée en possession de l'Espagne, et le silence qu'avait gardé envers elle la Sainte-Alliance y avait inspiré une sécurité qui, au lieu de servir la révolution, lui devenait au contraire funeste.

Placée entre deux factions, à l'exemple de toutes les autres révolutions, celle d'Espagne était en proie aux réactions qu'y ont suscité tour-à-tour celle des Royalistes ou celle des Démocrates. Obligés de marcher entre ces deux écueils, les hommes que la révolution plaçait à sa tête étaient tour-à-tour abattus, parce que chaque faction les accusait de favoriser la faction contraire, dès l'instant où ils voulaient garder le milieu entre elles, en sorte qu'elles dépopularisaient à mesure tous ceux qui auraient pu régler

et conduire la révolution : aussi l'Etat était-il dans une complète anarchie.

Anarchie bien moins sanglante , il est vrai , qu'on n'aurait pu le craindre , et dont les résultats n'ont eu aucune influence sur le reste de l'Europe. Ils n'en ont eu aucuns , puisque c'est en sa présence même , et pendant ses plus violentes crises , que les Royalistes , au lieu d'en être atteints , ont fait , au contraire , la conquête du pouvoir en France , et que la puissance monarchique s'est affermie dans le reste du Continent.

Mais cette anarchie , après avoir mis les armes aux mains du parti démocratique contre un Ministère qu'il accusait de ménager les Royalistes , a permis à ceux-ci de prendre à leur tour les armes contre une révolution dont ils sont les ennemis.

Les Serviles , c'est-à-dire les Royalistes , avaient choisi ce moment , parce que le Gouvernement était dépourvu

des forces nécessaires pour les réprimer, et parce que leur cause devait trouver un appui naturel auprès de l'Alliance monarchique qui dominait sur le Continent.

Ils demandèrent ainsi au dehors une protection ; ressource ordinaire des partis vaincus, et mesure de leur faiblesse.

C'était à la France qu'ils ont dû s'adresser , puisque sans elle on ne pouvait rien pour eux, et que c'était d'elle qu'ils attendaient ou des secours ou un asile pour s'y réfugier.

Les Royalistes, déjà maîtres du pouvoir en France , n'ont pas été sourds à cet appel , et ne pouvaient pas l'être, parce qu'il y avait entr'eux et les Serviles d'Espagne une communauté de position , de principes et d'intérêts, faite pour les rapprocher.

De grandes conséquences devaient résulter d'ailleurs pour les Royalistes, de l'appui qu'ils promettaient au parti servile ; car ils ne s'engageaient à rien

moins par cette promesse, qu'à détruire la révolution d'Espagne, contre laquelle les bandes de la Foi s'étaient armées.

Or, le succès d'une telle entreprise aurait enlevé à la révolution le dernier des territoires qu'elle possédait encore en Europe. Extirpée de l'Espagne, comme elle l'avait été de l'Italie, les Royalistes auraient rendu par cette victoire la totalité du Continent au système d'unité politique et sociale auquel la Sainte-Alliance travaille à l'amener.

Par cette victoire aussi, les Royalistes auraient changé la place que la France occupait dans cette Alliance, puisqu'au lieu de n'y figurer que sous le caractère passif que les événemens l'avaient forcée à prendre, elle en serait devenue tout d'un coup un membre actif. Elle n'aurait plus été dans cette Alliance pour en être défendue, mais pour ajouter une palme à ses trophées.

Les Royalistes auraient ainsi gagné leurs éperons, et prouvé à l'Europe que la prépondérance de leur parti était assez puissante dans le Royaume pour le pousser dans une guerre également contraire aux opinions des révolutionnaires, et aux intérêts généraux du pays auxquels cette guerre devait nuire, et ne pouvait servir en rien.

Un motif plus secret engageait les Royalistes à tenter cette guerre : c'était le grand intérêt qu'y prenait le clergé romain.

La révolution est incompatible avec la nature du pouvoir que ce clergé avait exercé dans la vieille Europe, parce qu'ils partent des deux points opposés de l'horizon, puisque l'un fonda son autorité sur la foi et l'autre sur la raison.

Le pouvoir du clergé avait été un bienfait pour les peuples du moyen-âge, parce qu'il avait adouci les misères que la barbarie de ce temps fai-

sait peser sur eux. Puissant par la supériorité de sa civilisation, le clergé s'était rendu indépendant des autorités civiles, par la possession des biens qui assuraient son existence, et par l'effet d'un célibat qui séparait de la société les individus qui entraient dans sa corporation. Il avait acquis enfin une indépendance politique en plaçant au-dessus des Souverains le Pontife, qu'il avait reconnu pour le chef visible de la hiérarchie à laquelle il prêtait le vœu d'obéissance.

Cette hiérarchie, indépendante des pouvoirs civils, avait embrassé l'Europe entière comme un vaste réseau, et rien ne semblait devoir attaquer son empire, parce qu'il était invisible, et n'avait placé sa Puissance que dans la conviction du genre humain.

Mais l'homme n'a qu'une manière de croire, et il se persuade avec une égale conviction du faux comme du

vrai; car la vérité n'est pour lui que ce qu'il croit être tel. Une partie des peuples de l'Europe changea de croyance, et se persuada que la révélation chrétienne n'avait institué ni hiérarchie sacerdotale ni pouvoirs civils, et que, loin d'être, comme celle de Moïse, une législation théocratique, cette loi divine avait voulu rendre, au contraire, l'homme à son libre arbitre dans l'ordre social et politique de ce monde.

Ainsi, la réformation religieuse avait brisé la hiérarchie sacerdotale en cessant de reconnaître la souveraineté du Pontife qui en était le chef. Elle a séparé par là les deux pouvoirs civils et religieux qui s'étaient confondus. Elle a rendu au premier la plénitude de sa Puissance, en réduisant les prêtres à n'être plus que les pasteurs de leurs troupeaux.

La réformation politique a voulu arriver au même point par un autre chemin. Elle n'a point entrepris de

nier les dogmes religieux, ni de contester le pouvoir hiérarchique du souverain Pontife en fait de doctrine; mais elle a voulu séparer ce pouvoir religieux de toute autorité civile. Elle a voulu détruire l'indépendance du clergé en le privant de ses biens, et en l'astreignant à ne reconnaître comme pouvoir civil que celui des Gouvernemens.

La révolution a voulu accomplir; pour m'expliquer d'un seul mot, non la réformation des Protestans, mais celle des Grecs : car c'est précisément au même point qu'elle aurait amené le système religieux.

Ce projet s'est intimément lié avec celui de la réformation politique, et ils ne pouvaient guère en effet s'accomplir l'un sans l'autre. Or, tous ceux qui ont combattu contre la réformation politique ont dû nécessairement combattre aussi en faveur d'une hiérarchie sacerdotale, qui prêtait son appui au pouvoir monarchique.

Le système de la Sainte-Alliance marche donc dans ce sens, et il faut s'en souvenir pour expliquer l'intérêt que le Cabinet prussien vient de témoigner pour le maintien des couvens de l'Espagne ; intérêt qui sans cela ne serait que ridicule, et qui même avec cela l'est encore beaucoup.

Mais quelque soit la ferveur qu'aient pu mettre les coalisés de tous les cultes à défendre le pouvoir de la hiérarchie romaine, ils n'ont pas pu lui conserver les élémens ni de son indépendance, ni de sa puissance morale, parce que la révolution avait vendu ses biens et ébranlé la croyance à laquelle tenait son Empire.

Cet Empire n'était resté dans son entier qu'en Espagne. Il était donc d'une haute importance pour le clergé romain, pour les Royalistes qui professent leur soumission envers lui et pour les Saints Alliés en général, d'arriver en Espagne assez à temps pour

empêcher qu'on n'achevât d'y détruire le pouvoir sacerdotal ; car s'il peut s'y maintenir , il pourra s'y conserver comme dans une citadelle , pour reconquérir son domaine dans des temps plus opportuns.

Une circonstance heureuse favorisait ce dessein. La peste de Barcelone avait autorisé la France à établir un cordon de troupes sur sa frontière , sans que l'Espagne en prît d'ombrage, et sans que l'anarchie qui la dévorait lui eût permis d'opposer des forces à cette armée.

La France avait porté ainsi d'avance des troupes vers les Pyrénées , tandis que la frontière d'Espagne en était dégarnie. Cette position avaient hardi parti servile , jusqu'à y rassembler quelques bandes sous le nom d'armée de la Foi.

Ces bandes ont tenu la campagne tant qu'elles n'ont point eu d'ennemis à combattre. Elles avaient donc établi

la guerre civile en Espagne, et l'armée française pouvait y entrer à titre d'auxiliaire d'un parti qui avait déjà pris les armes.

Le moment favorable pour cette entreprise a donc été vers le milieu de l'été dernier, et lorsqu'une espèce de conjuration royaliste était sur le point d'éclater à Madrid : car on aurait pris alors l'Espagne au dépourvu, sans Gouvernement, sans unité, sans confiance, sans argent, sans armée, sans alliés, et en proie à toutes les factions qui la déchiraient.

L'attitude de la France paraissait annoncer cette résolution, à en juger du moins par ses armemens, ses démarches, les insultes qu'on permettait de prodiguer à l'Espagne, et l'opinion enfin du parti puissant, qui ne cachait plus ses intentions.

Le moment favorable s'est pourtant écoulé, sans que l'on en ait profité. L'Espagne s'est raffermie, l'armée

de la Foi s'est sauvée en France et la péninsule a trouvé des appuis au dehors.

La France en a fait ainsi trop ou trop peu. Trop peu en perdant l'instant propice à son entreprise ; trop en l'annonçant si haut , qu'elle a fait naître par cette imprudence les obstacles qui devaient l'arrêter.

Cette inconséquence a été la suite du partage des opinions qui s'est fait chez les Royalistes à l'occasion de cette guerre.

Ce partage est venu de ce qu'un grand nombre d'entr'eux ont cru qu'il était imprudent d'aventurer sans nécessité tous les avantages de leur position dans une entreprise si contraire aux intérêts du pays ; car ils ne se dissimulaient pas que la France devait y sacrifier ses conscrits , ses finances et le reste de ses vaisseaux , sans en retirer d'autre fruit qu'un résultat po-

litique très-indifférent aux intérêts du Royaume, et dont leur cause pouvait se passer, puisqu'ils avaient établi leur pouvoir sans que cette révolution y eût apporté le moindre obstacle.

On a donné le nom de politiques à ceux d'entre les Royalistes qui ont considéré sous ce point de vue l'entreprise sur l'Espagne. On a désigné par celui de fanatiques ceux qui, loin de partager ces craintes, n'ont vu dans cette guerre que les résultats qui pouvaient être favorables à l'intérêt spécial de leur faction.

Ces dénominations définissent en effet les deux partis qui se sont formés dans le sein des Royalistes.

Les fanatiques, comme l'indique leur nom, sont dominés par une seule idée, la haine de la révolution. Ils ne calculent pour la détruire ni leur position, ni leurs moyens, ni les risques qu'ils courent; et, pour satisfaire sa passion, que ce parti croit être sa

conscience, il se précipite en aveugle au milieu du danger, plus indifférent qu'un autre sur l'événement qui peut en arriver, parce que le martyre, dans ce cas, le dédommagerait de sa perte.

Le parti politique se compose, au contraire, de ceux d'entre les Royalistes, qui tiennent plus de compte des faits que des doctrines; de ceux qui, chargés de régir l'espèce humaine, sont forcés de la prendre telle que les circonstances l'ont faite, et de ceux enfin qui n'ont vu, dans le dogme de la royauté légitime, que le point central de l'unité des peuples et le gage de la stabilité publique.

A ce parti s'est réuni la foule de ceux qui s'étaient attachés au parti royaliste, parce qu'ils avaient cru que son triomphe leur promettait une éternelle paix, mais qui cesseraient de le suivre s'il devait en être autrement.

Ainsi, Monsieur, les fanatiques ont

regardé la guerre d'Espagne comme une nécessité pour leur parti. Les politiques n'y ont vu qu'une convenance pour ce même parti, et dès-lors ils en ont calculé les risques, et balancé les avantages avec les dangers.

Mais quelqueait été le résultat de ce calcul, les politiques n'ont point osé se prononcer nettement sur cette question, parce qu'ils ont craint, et d'encourir l'indignation d'un parti que ses principes rendent intolérant, et de montrer au public la division qui se formait entr'eux. Ils se sont bornés à gagner du temps, dans l'espoir qu'un événement quelconque viendrait les tirer de l'embarras où ils s'étaient placés, et ils ont compromis ainsi leur parti, la France et les Alliés, faute de cette franchise qui tranche les questions.

Celle de la guerre d'Espagne était la plus grave, sans doute, de celles qui pouvaient s'agiter en Europe, puisque

son premier effet était d'en rompre le *statu quo*, au maintien duquel la Russie venait de sacrifier ses prétentions sur la Grèce. Elle devait rompre ce *statu quo*, et cette digue une fois rompue, personne ne pouvait savoir jusqu'où pourraient aller les ravages de la guerre, ni quelles seraient les Puissances qui s'y trouveraient engagées.

L'affaire de l'Espagne était donc européenne, et soit comme telle, soit pour s'en ôter la responsabilité, le parti politique au lieu de la hâter a retardé la guerre, et en a confié la décision au Congrès de Vérone.



## CINQUANTE-TROISIÈME LETTRE.

*Du droit d'intervention.*

**L**A guerre d'Espagne n'était ni une guerre politique, ni une guerre de conquêtes.

Elle n'était pas faite dans les intérêts politiques du Continent, puisque par l'effet des sages mesures que la Sainte-Alliance avait prises, la révolution d'Espagne ne l'offensait en rien. Tous les résultats, que cette Alliance avait attendu de son système s'étaient réalisés sans que cette révolution s'y fut opposée. Elle pouvait donc à son choix la détruire ou la laisser subsister, d'après le mode de vivre qui

s'était établi depuis trois ans , sans en éprouver d'inconvénients.

Cette guerre n'était pas faite dans des intérêts de conquêtes , puisque la France était la seule des Puissances qui put empiéter sur l'Espagne , et elle ne s'en promettait assurément ni conquêtes , ni dépouilles. Elle y aurait , au contraire , sacrifié et beaucoup d'hommes et beaucoup d'argent.

C'était donc une guerre de sentiment. Or , un Congrès , composé d'hommes d'état , blasés depuis longtemps sur les choses de ce genre , devait être un juge sévère en pareille matière. Il ne l'a pourtant pas été , et il s'est prêté plus facilement qu'on ne l'aurait cru aux désirs du parti qui souhaitait cette guerre. Nous en verrons bientôt les motifs.

Mais avant de se décider pour ou contre la guerre , la France a dû soumettre au Congrès la question du droit qu'on avait de la faire , c'est-à-

dire celle du droit d'intervention. Car l'Espagne n'ayant fourni contre elle aucun des motifs qui donnent aux nations, d'après le droit public de l'Europe, celui d'en attaquer une autre, on ne pouvait lui déclarer la guerre qu'en vertu du droit d'intervention.

Or, ce droit loin d'être inscrit dans les archives de ce monde est encore contesté, et l'Angleterre a jusqu'ici refusé formellement de le reconnaître.

La question était donc grave, et surtout dans ce cas, parce que c'était le premier où le droit d'intervention put être appliqué d'une manière absolue. Dans toutes les autres circonstances où on l'avait invoqué, ce n'était que d'une manière subsidiaire, en ce qu'il avait toujours existé simultanément un autre motif, qui aurait à lui seul légitimé la guerre, c'est-à-dire que les choses se seraient pas-

sées de même, s'il n'avait jamais été question du droit d'intervention, et qu'on ne l'eût point invoqué.

Ainsi ce n'est pas en vertu du droit d'intervention que la coalition de Pilitz a voulu attaquer la révolution française, mais en vertu du droit que ces coalisés avaient de se défendre contre les suites qu'un si grand événement allait avoir en Europe, et qu'il était facile de juger d'avance.

Ainsi l'Autriche aurait pu envahir le royaume de Naples sans invoquer le droit d'intervention; mais celui que personne ne lui aurait contesté, de prévenir par cette attaque la perte de ses provinces transalpines, que les révolutions d'Italie devaient lui enlever tôt ou tard.

Il n'en était pas de même envers l'Espagne; elle ne menaçait en rien le bien d'autrui, elle n'exerçait, je le répète, aucune influence au dehors, ainsi que l'avait fait la France. Elle

ne donnait donc contre elle aucuns des motifs qui légitiment la guerre. Il fallait l'attaquer en vertu du droit d'intervention réduit à son principe et dans son entière nudité.

Aucuns motifs n'ont été en effet allégués ni par la France, ni par le Congrès, pour exercer ce droit contre l'Espagne, si ce n'est (1) *« qu'elle avait  
« cherché le bien dans des voies où  
« il ne se trouve jamais. »* Phrase trop vague pour motiver une guerre, et démentie par l'exemple de l'Angleterre, qui a trouvé le bien dans ces mêmes voies, ce dont le Rédacteur de Vérone aurait pu se souvenir.

Le cas qui se présentait était donc nouveau, comme le langage dont on s'est servi pour l'exprimer, et l'Europe apparaissait devant le tribunal chargé de dicter la sentence qui de-

---

(1) Circulaire des Cabinets à leurs Ambassadeurs.

vait mettre fin à l'indépendance de ses peuples.

Le droit public, tel qu'il avait existé depuis le traité de Westphalie, était le plus beau présent que la civilisation eût encore fait à la politique, puisqu'il n'avait pour but que de protéger le faible contre le fort. Ce droit n'a point été illusoire tant qu'a subsisté l'équilibre, que la paix de Westphalie avait établi entre les États de l'Europe. Il l'est devenu, sans doute, lorsque la puissance de la révolution eut rompu cet équilibre, parce qu'un équilibre seul permet au faible de trouver un appui contre un plus fort que lui. L'indépendance des peuples trouve sa seule garantie dans les réactions que produisent entr'eux le jeu de ces attaques et de ces défenses.

C'est ainsi que l'Angleterre a protégé la Hollande contre Louis-le-Grand, que la France elle-même a protégé l'Allemagne contre l'Autriche, et que

le Piémont n'a dû son existence qu'à la protection qu'il a reçue alternativement de la France et de l'Autriche.

Mais le droit d'intervention , tel qu'on le suppose aujourd'hui , agirait précisément en sens inverse du droit public que l'Europe avait admis , puisqu'il n'a d'autre but que de mettre le faible à la merci du fort , ce qu'il était inutile d'établir par un droit. Celui-ci aurait cet effet, en ce qu'il ne pourrait y avoir aucune réciprocité du faible au fort , en ce que le faible ne trouverait d'appui nulle part , puisque les forts se seraient tous engagés à ne point agir contre l'exercice d'un droit qu'ils auraient reconnu ; enfin , Monsieur, en ce qu'aucun tribunal ne peut être établi pour juger du cas où le fort peut appliquer au faible l'exercice du droit d'intervention , parce que ce droit est nécessairement indéfini, et qu'aucun juge ne peut appré-

cier la valeur des allégations sur lesquelles le puissant se fonderait pour l'exercer contre le faible.

Le but auquel avait tendu le droit public était de ranger en échiquier le territoire de l'Europe, et le domaine de ses différens peuples. Le droit d'intervention rangerait, au contraire, ces peuples sur une seule ligne, et les obligerait à se mouvoir dans la même direction ; direction qui serait imprimée à la ligne par celle d'entre les Puissances dont la prépondérance serait la mieux établie. D'où il résulte que ce droit tendrait évidemment à former de tout le Continent une véritable unité politique, soumise en définitive à une seule action, et mue par une seule volonté.

Un tel ordre de choses exciterait tôt ou tard contre lui la réaction qui avait arrêté la toute-puissance du sacerdoce, les conquêtes de Charles-Quint, celles de Louis XIV, et qui

a détruit sous nos yeux la puissance impériale, parce qu'il tendrait comme elle à perdre dans le gouffre d'une immense communauté, ce que les peuples ont de plus cher, savoir : leur indépendance, leurs lois et leur caractère.

Des circonstances sans exemple ont forcé, sans doute, les Saints-Alliés à faire une législation si contraire à l'intérêt particulier de chacun d'eux. La nécessité de se défendre contre une révolution, dont les élémens étaient répandus partout, les a porté à faire entr'eux une ligne défensive, et à lui donner le droit de s'ingérer partout aussi, pour y poursuivre et y détruire ces élémens.

Mais comme les révolutions se passent sur des territoires et se font avec des hommes, on ne peut les poursuivre et les étouffer sans envahir en même temps la terre et le peuple où elles ont pris naissance. Et quel que

soit le scrupule avec lequel la Sainte-Alliance ait cherché à séparer le moral de la révolution d'avec le matériel du pays où elles ont eu lieu, en expliquant de son mieux que ce n'est pas au pays, mais à l'esprit du pays qu'elle entend faire la guerre, cette distinction est trop subtile pour être admise par les peuples, et d'une application trop difficile pour être exécutée.

L'envahissement d'un Etat, quoiqu'opéré dans un but moral, n'en met pas moins le matériel à la disposition du vainqueur, ainsi que son indépendance politique. Croit-on que dans l'état d'envahissement moral où se trouve aujourd'hui l'Italie, il fut possible à un seul de ses Gouvernemens d'avoir une action quelconque à lui, et de donner le moindre signe d'indépendance ?

L'impossibilité de séparer dans l'application l'effet matériel de l'effet po-

litique du droit d'intervention est la cause de mort que la Sainte-Alliance porte dans son sein ; car si les Alliés s'accordent sur son effet politique , à raison de l'intérêt commun qu'ils ont tous à poursuivre la révolution , ils se diviseront nécessairement sur les effets matériels qui en résulteront. Division dont la cause viendra de ce qu'ils ne peuvent pas faire un partage égal entr'eux des bénéfices réels que l'envahissement d'un pays apportera à celui des leurs qui s'en sera emparé.

Cette cause de division n'a point été sensible encore dans la Sainte-Alliance. On a vu les Alliés s'empres- ser, au contraire, de s'offrir entr'eux des pays en partage, sans en éprouver la moindre jalousie. Ainsi l'on a donné la Pologne à la Russie , pour empê- cher qu'elle ne devînt le théâtre d'une révolution , et l'Italie à l'Autriche par le même motif.

Mais ces générosités n'ont eu pour motif que l'ém<sup>in</sup>ence du péril, où des révolutions opérées dans le centre de son domaine exposaient la Sainte-Alliance.

Il n'en sera plus de même lorsque cette crainte se sera affaiblie par l'effet du temps, et du triomphe même de cette Alliance. Elle a déjà refusé le territoire de la Grèce à la Russie, et n'a accordé à la France celui de l'Espagne, que parce qu'elle a cru que cette conquête lui serait bien plus onéreuse qu'utile.

---

**GINQUANTE-QUATRIÈME LETTRE.**

*Du Congrès de Vérone.*

**L**E Congrès de Vérone a évité, pour cette fois encore, de rédiger l'acte qui devait définir le droit d'intervention. Il a regardé ce droit comme un fait, qu'on pouvait appliquer à l'Espagne, à raison de l'état d'anarchie où elle se trouve.

Il ne lui a pas déclaré la guerre, soit parce que rien n'était encore prêt chez les Alliés pour l'entreprendre, soit parce qu'ils n'ont pas voulu prendre cette initiative sur eux, préférant, peut-être, ainsi que l'avait fait la Coalition de Pilnitz à l'égard de la France,

que cette déclaration vint de la part de l'Espagne plutôt que de la leur.

Cette marche évitait, en effet, de mettre en avant le droit d'intervention, puisque la guerre serait motivée dans ce cas par la déclaration de l'Espagne.

Les Saints-Alliés se sont bornés à rédiger des notes, dont le stile ressemblait peu à celui qu'ont les actes destinés à statuer sur le sort des nations. Ces notes, évidemment destinées au public européen, lui apprenaient ce qu'il savait déjà. Leur esprit tendait à montrer que l'Espagne devait mettre fin à sa révolution d'une manière quelconque, pourvu qu'elle fut agréable aux Alliés, et qu'elle fit cesser l'anarchie à laquelle ils étaient affligés de voir l'Espagne en proie.

Les souhaits que contenaient ces notes étaient donc bienveillans. Les menaces qui les accompagnaient se

bernaient à rompre toutes relations avec l'Espagne , dans le cas où ces souhaits ne s'accompliraient pas.

L'Angleterre ne s'est jointe à aucune des démarches du Congrès, et n'a signé de notes dans aucun sens.

Elle n'a participé ainsi en rien aux actes publics de ce Congrès.

Quel pouvait donc être le but de ces notes ?

Celui de gagner le temps nécessaire pour faire les préparatifs de la guerre, et de forcer l'Espagne à prendre une attitude qui la motiva. Car les Cabinets devaient savoir qu'en adressant de loin des injonctions à l'Espagne, c'était l'obliger à les rejeter ou à se reconnaître vaincue d'avance. Ignominie qu'un peuple fier ne saurait supporter, parce qu'il ne s'en relève jamais.

La conséquence de ces notes était donc de provoquer à *posteriori* une guerre entre l'Espagne et la Sainte-Alliance ;

guerre où la France devait nécessairement faire l'avant-garde, et pour laquelle ses Alliés lui ont promis une coopération, dont ils n'ont pas expliqué la nature.

Je dis que la conséquence de ces notes était de provoquer la guerre, quoiqu'elles fussent rédigées de manière à pouvoir servir de prélude à des négociations, parce que si les Alliés avaient voulu réellement négocier avec quelque espoir de succès, ils ne devaient pas commencer par se déclarer partie contre l'Espagne, mais charger le Cabinet anglais d'une médiation, qu'il était seul à même de remplir en raison de sa neutralité.

La Sainte-Alliance a donc changé de système à l'égard de l'Espagne, quoique rien de ce qui s'y est passé n'ait motivé ce changement. Sa révolution n'est ni pire, ni meilleure

qu'elle ne l'était à son début, elle mérite aujourd'hui ou les mêmes reproches ou la même indulgence.

De passive qu'avait été la conduite de la Sainte-Alliance envers cette révolution, elle est devenue offensive, et cette Alliance, après avoir laissé l'Espagne étrangère à son système pendant trois ans, veut la faire rentrer aujourd'hui sous sa juridiction.

Cette marche est la suite naturelle de l'accroissement des forces de l'Alliance. Tout lui est soumis dans le cadre qu'elle occupe, elle n'a plus besoin de se défendre, puisque rien ne la menace; elle devient offensive, par cela seul qu'une telle force ne peut pas rester stationnaire.

Toutefois, Monsieur, l'affaire d'Espagne peut avoir de si grandes conséquences, Elle embrasse tellement tous les intérêts de l'Europe et en détruit si brusquement le *statu quo*, qu'on a lieu d'être surpris de la

promptitude avec laquelle ce Congrès l'a décidée.

Il est important d'examiner les motifs qui l'y ont engagé.

On conçoit sans peine comment le Ministère français, composé de nouveaux débarqués dans le domaine de la politique, accoutumés qu'ils étaient à n'envisager les affaires que dans l'intérêt spécial d'une faction avec laquelle ils n'ont pas voulu rompre. On conçoit, dis-je, comment ce Ministère a pu être poussé par cette faction dans une guerre, que des motifs d'un grand poids la portaient à désirer.

On conçoit mieux encore comment le Cabinet russe a dû entrer dans le même système. Pressé par le besoin de jouer un rôle, libre dans le choix de ce rôle, ce Cabinet avait subi une déchéance réelle et morale par l'effet de la conduite qu'il avait tenue envers l'Orient; conduite dictée par une magnanimité dont il n'avait pas recueilli de fruits.

Mais tandis que ce Cabinet en était encore à attendre la réponse aux fameux ultimatums qu'il avait adressés au Divan , l'affaire d'Espagne vient lui offrir un nouveau champ. Ce ne sont plus des Grecs qui l'appellent, c'est l'Occident qui s'ouvre devant lui , c'est le centre du monde où le sort le ramène , et les forces qu'il avait gardées en réserve peuvent maintenant agir sur un théâtre digne d'elles.

Certes , en arrivant sur ce théâtre, le Cabinet russe contente les intérêts de son pays , en le mettant en communication directe avec la civilisation qui lui manque, quitte à retourner plus tard conquérir le Bosphore.

Il contente ses intérêts autant qu'il blesse ceux des États sur lesquels ses forces feront peser leur énorme poids.

La politique naturelle du Cabinet russe devait donc le porter à favoriser les vues du parti qui souhaitait cette guerre.

On conçoit aussi comment la Prusse, dont le rôle est d'être aujourd'hui la cinquième roue de la Sainte-Alliance, a signé de confiance ce que ses Alliés avaient concerté à l'égard de l'Espagne, bien décidée qu'elle était à ne pas donner de suites sérieuses à ses démarches.

Mais aucun de ces motifs n'existait pour l'Autriche. Elle en avait, au contraire, de puissans pour faire le contraire de ce qu'elle a fait. Le premier de tous, c'est que du moment où cette entreprise a convenu à la politique de la Russie, elle devait disconvenir à la sienne. Les événemens qui amènent les Russes dans l'Occident ont des conséquences bien plus inquiétantes encore pour l'Autriche que ceux qui les portent en Orient; car la prépondérance qu'elle acquiert par ses expéditions de l'Ouest, rendent toujours plus faciles à la Russie celles qu'elle voudrait tenter.

du côté opposé, par cela même que ces expéditions détruisent les contre-poids qui pourraient l'arrêter.

L'Autriche, d'ailleurs, grâce à son alliance avec l'Angleterre, avait atteint le zénith de sa puissance. Elle n'avait donc plus d'autre politique à suivre que celle de rester stationnaire ; ce qui ne pouvait avoir lieu qu'autant que l'Europe garderait le plus entier *statu quo* ; tout ce qui doit le briser devant tourner en effet au profit de la Russie, par la raison que les forces de cet Empire sont plus grandes, plus disponibles, et surtout plus audacieuses que les siennes.

C'est-à-dire que l'Autriche doit aujourd'hui prospérer par la paix, comme la Russie par la guerre. Leur politique ne devrait donc pas se rencontrer.

Le Cabinet autrichien aurait, en effet, confirmé tous les avantages de

sa position , en se joignant au Cabinet anglais pour maintenir, par leur prépondérance, un *statu quo* qu'on n'eût point osé rompre; tandis qu'il cédera ces avantages à la Russie , en se détachant de l'Angleterre , comme il vient de le faire.

Quels motifs a donc eu ce Cabinet pour sortir de la route que sa vieille prudence lui traçait , et suivre celle que les Royalistes avaient si légèrement jalonnée ?

Il a dit dans sa note qu'aucune crainte personnelle n'avait influé sur sa détermination, et on peut l'en croire, parce qu'en effet l'Autriche et l'Espagne sont trop distantes et trop étrangères l'une à l'autre , pour qu'il pût en redouter la contagion. Elle ne pourrait être dangereuse que pour l'Italie ; et l'Autriche s'en est assuré de manière à n'avoir plus de risques à y courir, tant qu'aucun événement ne l'obligera à disperser ses forces.

Le Cabinet autrichien aurait-il pu croire que le parti servile, aidé d'un corps auxiliaire français, suffirait pour rétablir la Monarchie espagnole dans son intégrité?

Mais ce Cabinet pouvait-il croire si légèrement aux espérances que conçoivent les factions, et aurait-il si promptement perdu le souvenir de toutes celles dont on l'a bercé pendant vingt ans? ne savait-il pas, enfin, qu'il trouverait l'Angleterre au-delà de l'Espagne, et qu'une telle opposition devait changer à son détriment toutes les combinaisons de la politique européenne?

Il est trop difficile de supposer que l'Autriche ne sût pas à quoi l'engageaient ses démarches, et quelles devaient en être les suites.

Il faut donc admettre que ces démarches se lient à un plan général. Plan dont le but est de terminer l'oeuvre que les Alliés avaient laissée

incomplète, après avoir remporté leurs premières victoires. Plan dont le résultat serait de délivrer pour toujours les Souverains et leurs Ministres des craintes que la révolution leur a fait si rudement éprouver, en remplaçant son système par l'unité d'un système monarchique, qui ne laisserait sur le Continent aucune solution de continuité, ni aucune brèche par laquelle il fut possible de l'attaquer.

Certes, une telle œuvre serait la réaction la plus complète de la Monarchie sur la révolution, puisqu'elle effacerait jusqu'au moindre vestige des principes sur lesquels cette révolution s'était fondée. Son immense puissance politique, après avoir été si près de s'emparer du monde social, disparaîtrait, sans y laisser d'autres traces de son passage que celle des récits qui en parviendraient aux âges à venir.

Chose qui semble être encore plus

difficile à croire, c'est que les circonstances sont telles, que cette réaction est devenue possible, et que les Cabinets peuvent se flatter de réussir. Car les faits nous montrent que l'empire de la civilisation n'a point encore prévalu sur celui de la force, et que ceux qui l'ont en main sont les maîtres du monde. La révolution avait encore besoin, pour triompher, d'un général, et non pas d'orateurs, et la chute de celui qui s'en était fait le dictateur a entraîné la sienne.

Il faut donc croire que le Cabinet autrichien a été plus séduit par l'espérance de voir réaliser ce plan, qu'effrayé par le tableau des chances que son exécution doit faire courir à l'Europe, puisqu'il a donné son assentiment à l'entreprise par laquelle devait commencer cette exécution.

Mais soit qu'un tel plan existe ou non, soit que l'Autriche ait eu quelque motif secret, que le temps dévoi-

lera, pour agir, en sens inverse de ce que sa politique paraissait demander, elle a joint sa note à celle de ses Alliés, séparant ainsi sa cause de celle de l'Angleterre, et s'aidant elle-même à briser le *statu quo* du Continent.

---

## CINQUANTE-CINQUIÈME LETTRE.

*Des difficultés qui se sont opposées à la guerre.*

**M**AIS tandis que l'on s'occupait à Vérone de la rédaction des notes, qui devaient rouvrir le champ des combats, les difficultés qui avaient empêché le parti politique en France d'attaquer l'Espagne, n'avaient fait que s'accroître.

Les difficultés ont tenu à la fois à la situation de la France, à celle de l'Espagne, et à la mort très-imprévue du marquis de Londonderry. Les difficultés qui se sont opposées en France à la

déclaration de cette guerre ont été en même temps dans les personnes et dans les choses.

Dans les personnes : en ce que plus la guerre a paru probable, plus l'opinion publique s'est prononcée contre elle, par cela même qu'elle était contraire aux intérêts généraux du pays.

Dans les choses : précisément parce qu'elle froissait ces intérêts, attendu que la France ne pouvait la faire qu'avec de grands sacrifices de sa part, sans aucun espoir de retour.

Elle devait y sacrifier, en effet, son repos, ses conscrits, ses vaisseaux et ses finances.

Son repos : puisque cet événement devait produire dans toute l'Europe un mouvement, auquel elle devait servir de théâtre, et dont on ne pouvait calculer les suites.

Ses conscrits : ce sacrifice serait, sans doute, le plus facile à faire, parce que les Français se plaisent à la guerre,

et n'ont jamais reculé devant elle; mais ce sentiment n'empêche pas les murmures de ceux qui voient partir leurs enfans, et surtout de ceux qui sont appelés à payer des remplaçans, car ils deviendraient fort chers, par la raison que l'Espagne en consomme beaucoup.

Ses vaisseaux : ce sacrifice serait égal au nombre de ceux qui auraient le malheur de se trouver en mer, puisqu'une foule d'armateurs n'attendent que l'instant où paraîtra la déclaration de guerre pour les enlever.

Ses finances : il est difficile d'évaluer ce que pourrait coûter une telle guerre, parce que sa dépense dépendrait de sa durée, du nombre de troupes, tant nationales qu'étrangères qu'elle mettrait à la charge de la France. Elle dépendrait, enfin, du cours où son trésor pourrait emprunter les capitaux dont il aurait besoin.

Quoique le budget de la France en

soit venu à présenter un excédant de recette, cet avantage immense, s'il était employé aux améliorations que favorise la paix, n'est rien, comparé aux dépenses de la guerre. Il ne faut pas s'y méprendre, quelques millions de reste dans un trésor sont absorbés en peu de jours par l'entretien d'armées, dont les dimensions sont devenues colossales. On ne peut en solder les dépenses, qu'au moyen d'impôts extraordinaires, ou d'emprunts onéreux.

Or, la guerre d'Espagne n'est pas d'une nature assez populaire pour qu'on voulût en acquitter les dépenses par des surcroîts d'impôts, c'est avec des emprunts qu'il faudrait les couvrir.

On a dit, à cette occasion, que les écus étaient devenus royalistes, et qu'ils viendraient s'offrir aux besoins de ce parti. Les écus ne sont ni royalistes ni libéraux. ils ne sont que pa-

cifiques, parce que la paix seule, en réduisant les dépenses publiques, assure le gage des créanciers de l'Etat, et n'en augmente pas le nombre. Or, les écus ont suivi, en effet, depuis quatre ans, les progrès du parti royaliste, par la raison qu'ils ont cru voir dans ces succès une garantie de paix. Mais si ce parti devient guerrier au lieu d'être pacifique, comme on avait tant de motifs de le croire, les écus cesseront de suivre sa marche, et se feront chèrement acheter.

Personne même ne peut dire jusqu'où s'élèverait, dans une telle guerre, le prix des capitaux que le Gouvernement serait forcé d'emprunter; car ce prix, dans un cas pareil, n'est pas proportionnel à la concurrence de la marchandise, mais se fonde encore sur des aperçus moraux qui échappent à tous les calculs.

Ces données, toutes vulgaires qu'elles sont, vous feront comprendre quelles

chances cette guerre doit faire courir au crédit de la France, même en admettant que les Royalistes fussent encore assez dévoués à la cause de leur parti, pour faire au trésor l'abandon des indemnités que la France comptait leur offrir pour la perte des biens que la révolution leur avait enlevés.

Tous les intérêts généraux du pays étaient donc opposés à la guerre, et par conséquent la multitude de ceux dont l'existence est comprise dans ces intérêts. Je ne veux pas dire qu'il en serait toujours de même, ni que la France soit condamnée à une éternelle neutralité, il s'en faut de beaucoup ; mais la paix est, si je peux le dire, la réaction de la guerre. Or, après vingt-cinq ans d'une guerre sans exemple, il en faut plus de huit pour que la matière première d'une nouvelle guerre ait eu le temps de se reproduire.

Un instinct national avertit les

peuples du moment où ces élémens sont prêts. On en reconnaît les signes à une sorte d'impatience, mêlée de fierté, à la fièvre qui agite un peuple saturé de repos. Ces signes ont été assez évidens au début de la précédente guerre pour qu'on ne puisse plus s'y méprendre ; mais ces mêmes indices, loin de se montrer aujourd'hui, donnent la preuve du contraire, comme pour avertir qu'il est trop tôt pour recommencer ces scènes de victoires et de revers qui ont épuisé notre imagination et lassé notre constance.

La guerre d'Espagne ne se présente d'ailleurs au public sous aucun des aspects qui pourraient le séduire. Les souvenirs qu'il a gardé de la guerre précédente, au lieu d'offrir à l'espoir des guerriers une moisson de gloire à recueillir, ne leur promettent, au contraire, que le spectacle des sanglantes horreurs qui accompagnent nécessairement les guerres où les peuples prennent part.

Dans de telles guerres, en effet, ce n'est plus à son armée que le peuple confie sa défense, il s'en charge lui-même, et dès-lors elle n'a plus de règles ni de limites. Elle se fait partout à la fois, et partout elle amène d'inévitables représailles, qui ne respectent ni le sexe ni l'âge, parce que les assaillans ont trouvé des armes, non-seulement dans les mains des soldats, mais dans celles des enfans, des femmes et des vieillards.

C'est pourquoi les guerres de la Vendée, de la Suisse, de l'Espagne, et celles que font aujourd'hui les Grecs, ont eu tant de férocité.

Les armées régulières avaient été sous ce rapport un bienfait de la civilisation, en ce qu'elles avaient mis des armes égales aux mains des combattans, et permis de donner des lois à ce qui semblait devoir en suspendre l'action et en briser le frein, c'est-à-dire à la guerre, qui n'est qu'un appel à la force,

Tels sont les obstacles que la situation de la France a opposés à la guerre.

Ces obstacles ont été en Espagne dans la crise même qu'y a causé l'approche du danger, dont la Sainte-Alliance l'a menacée.

Cette révolution s'était confiée à la foi du silence que les Saints-Alliés avaient gardé depuis trois ans avec elle, et sur sa ferme résolution de ne porter aucune atteinte aux intérêts qui lui étaient étrangers. Cette sécurité avait fait qu'aucun ensemble n'avait réuni les révolutionnaires. Aucuns efforts n'avaient été faits par eux pour défendre une révolution qu'ils avaient cru être à l'abri de tout péril.

Ils n'avaient fait aucuns sacrifices ni d'hommes ni d'argent, ils n'acquittaient pas même les impôts, et le pays dépourvu de toute force publique a permis aux divers partis d'insurgés de le parcourir sans obstacles. Ces partis

ne s'en sont pas emparés, parce qu'ils étaient les plus faibles; mais ils en ont désorganisé l'ordre public, et y ont détruit la confiance.

L'expérience nous a montré que les révolutions ne se font pas à si bas prix. Il faut pour les accomplir sacrifier des trésors et des générations, et même avec ces sacrifices, il est difficile de les défendre contre l'inaction dans laquelle retombent les peuples, dont l'enthousiasme s'épuise par un trop long effort.

Mais la crise de l'Espagne y a rallié, et ceux que leur enthousiasme porte à sacrifier à leurs sentimens politiques leur personnes et leurs biens, et ceux qui veulent faire les mêmes sacrifices à l'indépendance et à l'honneur de leur pays. Or, il est permis de croire que le nombre de ces derniers est encore grand en Espagne, quoiqu'ait pu dire de contraire un général fugitif.

Placée aujourd'hui vis-à-vis de la Sainte-Alliance, comme l'avait été la France, en 1792, avec la coalition de Pilnitz, cette situation a produit en Espagne des effets pareils. Les divers partis révolutionnaires s'y sont réunis pour résister à un péril qui leur est commun; car les modérés peuvent savoir comme les autres, qu'il ne s'agit plus dans cette affaire de nuances politiques, mais d'abattre également les partis pour les mettre à la disposition de ceux qui veulent anéantir à la fois l'indépendance et les lois qu'ils ont données à leur patrie.

Aussi remarque-t-on déjà que le Gouvernement espagnol, au lieu d'être isolé, comme il l'était il y a six mois, s'appuie maintenant sur une opinion publique; et il en a donné la preuve par la force qu'il a prise, et par le mouvement qu'il a imprimé à la nation.

Ce qui semble prouver la réalité.

de ce mouvement, et porter à croire que la conduite de l'Espagne ne sera pas, comme à Naples, une simple bravade, c'est l'adhésion que l'Angleterre a donnée à cette conduite. Il est probable, que son envoyé n'aurait pas porté aussi loin ces marques d'assentiment, s'il avait cru que l'Espagne abandonnerait dès le premier revers son pays à l'étranger.

Ces divers symptômes ont dû être aussi connus de la Sainte-Alliance, qu'ils l'ont été de l'Angleterre. Elle a pu comprendre, ainsi que l'état de l'Espagne pouvait offrir à ses projets sur elle, une résistance qui demanderait quelque effort, et rendrait par conséquent l'exécution de ses projets plus difficile.

Le parti servile a été, malgré les secours qu'il a reçus, beaucoup trop faible pour pouvoir rien opérer par lui-même. Il faut donc que la Sainte-Alliance fasse à peu près seule la con-

quête de l'Espagne ; c'est ce que les faits ont appris à la France, dans le temps même où le Congrès s'occupait de cette affaire.

Le sort de l'Espagne tient donc à l'union qui existera entre ses différens partis révolutionnaires, à l'influence qu'ils exerceront dans le pays, et surtout à la constance qu'ils mettront à défendre leurs opinions et leur patrie. Car les chances de la guerre ne peuvent devenir heureuses pour eux, qu'en raison du temps que durera cette guerre, parce qu'ils ne doivent pas s'attendre à vaincre leurs ennemis, mais à rendre nuls les fruits de leurs victoires.

Nous jugerons bientôt de la contenance de ce peuple. Il faudra plus que des paroles pour nous persuader de sa résolution, car nous avons appris à nous en défier, et le temps n'est plus où elles ont exercé tant d'empire sur nous. Mais, d'après son carac-

tère, d'après l'expérience, et d'après le mouvement qui s'est opéré chez lui, on est fondé à croire qu'il emploiera dans sa défense plus que des discours.

---

CINQUANTE-SIXIÈME LETTRE.

*Des secours étrangers qu'a trouvé  
l'Espagne.*

**M**AIS quelque soit le concert et la résolution des Espagnols, il était difficile de croire qu'ils pussent résister seuls pendant long-temps sans argent, sans marine et sans armée, à la désorganisation que le parti servile occasionnera dans l'Etat, combinée avec l'attaque des forces de la Sainte Alliance.

Triste effet des guerres politiques, qui donnent toujours l'étranger pour auxiliaire au parti le plus faible, et souille sa victoire d'une tache que le

temps n'efface jamais. Triste effet des guerres politiques , en ce qu'il porte une partie du peuple à se réjouir de ses propres désastres , et flétrit ainsi , sans retour, dans son cœur, le premier de tous les sentimens , celui de la nationalité.

Mais des secours étrangers à l'Espagne sont venus du dehors donner à sa situation politique un appui , sur lequel il paraît que les Alliés n'avaient pas compté , et dont l'effet doit compliquer les chances et les suites de la guerre , de manière à lui donner un caractère tout autrement sérieux.

Le Gouvernement espagnol a conclu une alliance avec le Portugal, par laquelle ces deux pays ont confondu leur cause, et unis leurs forces pour leur défense commune.

Si ce traité ne faisait qu'ajouter les forces du Portugal à celles de l'Espagne , il suffirait pour les vaincre d'augmenter dans les mêmes propor-

tions les sacrifices d'hommes et d'argent. Mais la position du Portugal est très-différente de celle de l'Espagne, en ce que le Cabinet anglais a déclaré qu'il le prenait sous sa protection.

L'Angleterre a marqué ainsi sur sa frontière les limites de la juridiction de la Sainte-Alliance, et garanti à la fois de l'exercice du droit d'intervention le territoire et la révolution de ce Royaume.

Le Congrès de Vérone a reconnu tacitement le veto de l'Angleterre, par le scrupule avec lequel il a évité de prononcer le mot de Portugal.

La mort du marquis de Londonderry, sans laquelle il est probable que le Cabinet anglais eût laissé la Sainte-Alliance disposer à son gré du sort de la péninsule, a produit ainsi une nouvelle combinaison dans la politique de l'Europe. La masse que formaient ses

Puissances s'est brisée, et l'Angleterre s'est placée au front des Alliés dont elle avait suivi la marche ; tandis que la France se trouve à l'avant-garde d'une alliance qui ne s'était faite que contre elle.

L'Angleterre et la France se retrouvent ainsi bien vite en présence, et certes à un poste où personne ne s'était attendu à les voir.

L'alliance de l'Espagne avec le Portugal multiplie par cette combinaison imprévue, et les difficultés de cette entreprise, et ses conséquences.

Les Portugais, en effet, peuvent faire aujourd'hui la guerre pour le compte de l'Espagne, sans avoir de représailles à craindre, puisque leur sol a été déclaré invulnérable ; en sorte qu'après avoir été vaincus, il suffirait aux armées de la péninsule de se retirer sur la terre de Portugal, pour éviter les poursuites de la Sainte-Alliance.

Ce n'est pas le hasard qui a produit cette combinaison, car l'Angleterre connaissait et les intentions du Congrès, et le traité qui venait d'unir l'Espagne au Portugal, lorsqu'elle a donné la déclaration qui a mis le *veto* sur ce dernier Royaume.

Le Cabinet anglais avant de faire cet acte a donc su tout ce à quoi il pouvait l'engager, et il n'a pas reculé devant ses conséquences; elles sont grandes cependant, car elles ne vont à rien moins qu'à l'engager dans la défense d'un pays, pour laquelle il sera vraisemblablement appelé à prendre les armes.

L'attitude qu'il a choisie, celle qu'a tenue son ambassadeur à Madrid, l'envoi de ses escadres aux Antilles pour y prendre possession de Cuba, les préparatifs qu'il fait dans ses ports, annoncent assez que ce Cabinet n'ignore pas que les événemens peuvent l'obliger à suivre avec l'Espagne la même poli-

tique qu'avec le Portugal. La situation de ces deux pays est, en effet, la même; on ne peut défendre utilement l'un sans défendre aussi l'autre, et les motifs qui ont porté l'Angleterre à protéger le Portugal doivent, à plus forte raison, l'engager à protéger l'Espagne.

Ce motif est celui de sauver, non les principes révolutionnaires qu'a proclamés la péninsule, mais l'indépendance de son territoire, de l'empire politique que veut y exercer la Sainte-Alliance, afin de pouvoir y détruire la révolution.

L'Angleterre veut sauver de cet empire l'indépendance de la péninsule, comme elle a défendu naguères cette même indépendance, contre celui auquel la France avait voulu la soumettre; parce qu'elle sait qu'un envahissement étranger, quel qu'en puisse être le motif, détruit la liberté des

nations, et leur enlève toute spontanéité.

L'Angleterre entre ainsi dans un autre horizon politique, et se prépare à suivre une carrière de laquelle va dépendre la destinée du monde.

Mais avant d'entrer dans cette carrière, le Ministre que vient de choisir l'opinion publique de l'Angleterre a fait ses efforts pour conjurer l'attaque qui se préparait contre la péninsule, et ses efforts, combinés avec les difficultés réelles qu'offrait cette entreprise, ont suspendu pour un moment l'exécution du plan que les Cabinets avaient concerté à Vérone.

Le parti politique en France, fort des obstacles que ce plan rencontrait, inquiet de se trouver tellement en opposition avec l'Angleterre, a changé les mesures que son Cabinet s'était engagé à suivre, et modifié la note qu'il avait dû adresser à l'Espagne.

Ce changement, quelque léger qu'il fût, a nécessité la retraite du Ministre qui avait concouru à déterminer la marche du Congrès. Mais, cette retraite a été le seul résultat du mouvement rétrograde qu'avait opéré le parti politique, et ce résultat a été nul en soi, parce que le parti n'a changé ni d'opinion, ni de système. Il n'a point osé soutenir le changement de direction que son mouvement rétrograde avait paru annoncer. Les événemens subséquens l'ont entraîné, et les choses ont repris leur première direction.

L'Angleterre a offert, pour la seconde fois, une médiation, que sa neutralité lui a permis de proposer aux Alliés, et dont le refus prouve que leurs projets vont bien loin, et fort au-delà de ce qu'ils en ont confié au public.

Après avoir épuisé ainsi tous les moyens de conciliation, l'Angleterre

est libre de suivre la direction que sa politique lui demande , et de prendre une part quelconque à la défense de la péninsule.

Cette défense, lors même qu'elle y concourrait activement, ne lui coûterait que peu d'efforts, et ne l'exposerait à aucun danger. Les Puissances du Continent ne peuvent attaquer l'Angleterre sur aucun point de ses possessions, parce que l'Etat où la dernière guerre a laissé leur marine ne leur permet pas de tenir la mer en présence des flottes anglaises ; tandis que celles-ci achèveraient au contraire de détruire le peu de vaisseaux que possèdent encore ces Puissances.

L'intérêt industriel de l'Angleterre n'a d'ailleurs plus rien à perdre, par l'effet d'une rupture entr'elle et le Continent, parce que le système prohibitif auquel ses grands Etats sont demeurés fidèles, la prive de tous les débouchés qu'elle y avait autrefois. Il y a donc au contraire de l'avantage pour elle à

voir changer un ordre de choses qui lui est aussi évidemment nuisible.

La guerre n'obligerait ainsi l'Angleterre qu'à mettre ses escadres en mer, et à donner des subsides aux Espagnols. Elle lui fournirait en retour une occasion facile d'anéantir à l'avance tout ce qui pourrait lui faire craindre une rivalité maritime, et de s'assurer ainsi pour long-temps de l'empire exclusif des mers.

Le Cabinet anglais s'est placé de manière à prendre ses avantages vis-à-vis du Continent, et à ne se compromettre en rien dans les affaires de la péninsule. Certain qu'il est d'avoir ses flottes prêtes long-temps avant celles des autres, il n'a nul besoin de se prononcer avant d'avoir jugé de la marche des événemens.

Renfermé dans sa neutralité, il peut la conserver, s'il pense que l'Espagne est hors d'état de prolonger sa défense, comme il peut la rompre à

l'instant où il croirait que son secours ne serait pas inutile. Il peut toujours, enfin, servir de médiateur entre la péninsule et la Sainte-Alliance, parce que l'avantage de sa position lui donne cette faculté.

Cette position est telle, que l'Angleterre a le choix de ses mouvemens, et n'a d'autre direction à suivre que celle qui lui est imprimée par ses intérêts généraux; mais ces intérêts l'ayant porté à protéger l'indépendance de la péninsule, l'Espagne a trouvé un appui qui lui sert dans tous les cas à faire craindre aux Alliés, que sa défense ne soit plus longue et son attaque plus dangereuse pour eux qu'ils ne l'avaient cru.

## CINQUANTE-SEPTIÈME LETTRE.

*De la direction politique de l'Angleterre.*

**L**ES intérêts généraux de l'Angleterre, l'avaient forcée à s'unir aux Puissances du Continent, pour résister à l'envahissement dont la révolution les avait menacés. Ces mêmes intérêts l'engagent aujourd'hui à s'opposer à l'envahissement politique, dont ces mêmes Puissances menacent à leur tour le Continent.

L'Angleterre en cela n'a point changé de politique ; elle suit, au contraire, invariablement celle qui, depuis le règne d'Henri VIII, l'a engagée sans

relâche à s'opposer à tous les systèmes, comme à tous les conquérans qui ont tendu à faire du Continent un seul corps politique , parce que l'unité d'une telle masse est nécessairement contraire à ses plus chers intérêts. .

Cette opposition est pour elle une nécessité qui lui est imposée à la fois par sa position géographique et par les élémens industriels et commerciaux dont sa nature se compose.

La position géographique de l'Angleterre, en la séparant du Continent, forme de son empire un tout à part, comme le Continent en forme un de son côté; mais ce dernier étant d'un volume infiniment plus grand, formerait une Puissance entièrement disproportionnée d'avec la sienne, s'il était réuni en une seule masse; et s'il était régi par une même autorité, soit qu'elle appartienne à un seul, ou qu'elle provienne de l'alliance de plusieurs.

L'empire de Buonaparte lui a fait entrevoir de quel danger serait pour elle cette masse unique, lorsqu'elle tournerait contre elle la totalité de ses forces, et lui fermerait la totalité de ses ports.

La sûreté, et par conséquent la politique de l'Angleterre, demande donc que le Continent soit divisé, au contraire, en un nombre quelconque de Puissances indépendantes, et par cela même rivales les unes des autres, afin que, dans toutes les contestations qui peuvent s'élever entr'elle et le Continent, elle trouve une partie de ces Puissances disposées à se joindre avec elle.

Cette division, en rangeant de son côté une partie du Continent, empêche qu'il ne forme par une agglomération un tout opposé au sien, et disproportionné d'avec lui. Ce partage du Continent, ajoutant toujours une de ses parts au volume de l'Angleterre dans la balance politique, rend ainsi

ce volume égal à celui de la portion du Continent qui lui est opposée.

Tel est, Monsieur, l'ordre de choses que le traité de Westphalie avait établi en Europe. Cet ordre était en même temps nécessaire à l'Angleterre, pour que son industrie et son commerce soient assurés de trouver sur les côtes du Continent des ports et des débouchés ouverts pour recevoir leurs produits. La prospérité inouïe qu'avait atteint l'Angleterre sous ce régime prouve à quel point il lui a convenu.

C'est aussi dans cet esprit que le marquis de Londonderry avait fait donner par les derniers traités l'Etat de Gênes au Piémont, et la Belgique à la Hollande; mais ces Royaumes, hors d'état de défendre leur indépendance plus d'un seul jour, ne donnent en réalité aucune garantie à l'Angleterre. Il en faut de tout autres pour lui assurer sur le Continent un contrepoids au pouvoir d'une alliance qui

se prépare à embrasser la totalité de ses peuples.

Toute tendance quelconque qui lui imprime ainsi un caractère d'unité politique est donc contraire aux intérêts primordiaux de l'Angleterre , quel qu'en puisse être le motif et le but.

Or, cette tendance a été constamment imprimée au Continent par l'autorité à laquelle les circonstances ont donné la prépondérance politique, soit que cette autorité ait appartenu à une personne ou à un système. Le caractère de la puissance étant comme celui des fleuves de s'élargir sans cesse, parce qu'ils absorbent ce qui borde leur cours , l'Angleterre a eu sans relâche à lutter contre des autorités, dont la prépondérance a toujours travaillé à placer le Continent sous une influence unique.

Sa première lutte a été contre le système du pouvoir sacerdotal, qui s'était emparé de l'Europe entière, et

lui avait donné Rome pour capitale. L'Angleterre a fait une longue et sanglante révolution pour s'affranchir de l'autorité que ce pouvoir avait exercé chez elle ; mais ce n'était pas assez. Il fallait encore qu'une partie du Continent brisât l'unité religieuse, afin de diviser l'empire que cette unité exerçait sur la totalité du Continent. C'est à quoi l'Angleterre s'est aidée, et par cette rupture elle avait fait deux moitiés de ce Continent, dont l'une a fait pendant long-temps un seul corps politique avec elle.

Elle a combattu plus tard contre l'envahissement dont les goûts belliqueux de Louis XIV avaient épou-  
 vanté l'Europe.

L'esprit pacifique des Souverains qui lui ont succédé avait permis à l'Angleterre de déposer les armes, lorsque la révolution est venu l'alarmer de nouveau sur l'indépendance des Etats voisins.

L'empire de cette révolution était d'autant plus à craindre pour elle, qu'il avait à la fois la puissance d'un système propre à séduire les peuples, et celle d'un homme que le ciel avait créé pour être conquérant.

Jamais aussi le Continent n'a-t-il été si près d'être absorbé par l'unité politique ; jamais aussi l'Angleterre n'a vu de dangers si pressans, ni fait de plus grands efforts pour les prévenir.

La révolution est tombée avec le chef qui l'avait élevée si haut. La réaction monarchique, dont les armes l'ont abattue, a formé une ligue entre les Monarques du Continent, pour se défendre contre le retour du même fléau ; ligue nouvelle dans l'histoire, comme l'étaient aussi les circonstances qui l'ont fait naître.

L'esprit de cette ligue était donc essentiellement défensif, et tant qu'il est resté tel, l'Angleterre, sans y

adhérer, ne s'en est pas séparée, parce qu'elle n'a rien vu dans son caractère qui lui parut être hostile contre l'indépendance du Continent.

Mais lorsque le Cabinet anglais a reconnu à des indices certains, que l'esprit de la Sainte-Ligue avait changé avec le cours des événemens; lorsqu'il a vu qu'elle ne se bornait plus à résister aux révolutions, mais qu'elle allait au-devant d'elles pour les détruire jusques dans leur dernier asile; ce Cabinet a compris que cette ligue, en se proposant de réduire à l'unité monarchique, la totalité du Continent, le soumettrait en même temps à l'unité politique qu'il redoute avant tout.

L'envahissement de l'Italie n'avait pas fait craindre le même résultat au Cabinet anglais, par la raison qu'à cette époque la révolution se montrait encore redoutable, il fallait la vaincre sur

ce théâtre, ou risquer de la revoir attaquer de nouveau l'Europe.

Je le pensais moi-même alors , et ne vous cachai pas jusqu'où pouvait s'étendre cette réaction.

La révolution de l'Italie allait donc à la rencontre de la Sainte-Ligue , et la guerre qu'on lui a faite n'était que le dernier acte de la longue guerre de la révolution. C'est pourquoi l'Angleterre, sans vouloir y figurer , ne s'y opposa point.

Mais avec elle s'est terminé le cours des envahissemens dont la révolution avait menacé le Continent ; avec elle aussi s'est terminé celui de la résistance que leur avait opposé l'Angleterre. Elle n'a pu concevoir aucune crainte de celle de l'Espagne, parce que les forces ni la position de ce pays ne lui permettaient pas de rien tenter de pareil. Elle a vu, au contraire, dans l'attaque qu'on méditait contre lui, en vertu d'un droit que son Cabinet n'a jamais reconnu; elle a vu, dis-je, dans cette

attaque une intention de niveller les systèmes politiques qui régissent le Continent.

Ce nivellement ne peut se faire sans que la Sainte-Ligue n'exerce sur ce Continent une prépondérance assez immense, pour le réduire à n'être plus qu'une seule masse politique. Masse dont le pouvoir souverain serait concentré dans une alliance, des actes de laquelle aucuns des contractans ne serait personnellement responsable, mais dont le levier serait nécessairement dans la main du plus puissant d'entr'eux.

L'indépendance du Continent serait mise ainsi de proche en proche, mais en entier, dans la main de celui qui exercerait la plus grande prépondérance dans le sein de cette alliance. Ainsi l'autorité y serait concentrée comme dans une monarchie, la puissance abstraite, comme l'est celle d'un système, et pour agens elle aurait d'innombrables armées.

Certes , jamais force pareille n'a existé depuis celle des Romains ; jamais corporation si formidable et si serrée n'a disposé d'un tel pouvoir ; jamais aussi le Continent n'a-t-il été si près de perdre son indépendance politique ; car lorsqu'une semblable puissance se fait législateur des peuples , elle devient nécessairement leur maître.

L'Angleterre oppose sa résistance à l'empire que ce système donnerait à la Sainte-Ligue.

C'est à tort qu'on accuse sa politique d'inconséquence, parce qu'elle a changé de direction, et qu'après avoir combattu avec tant de vigueur contre la révolution, elle se tourne aujourd'hui contre les Puissances dont elle avait été l'alliée.

C'est, au contraire, Monsieur, parce que la politique de l'Angleterre est conséquente avec elle-même, qu'elle combat aujourd'hui la réaction monarchique , attendu que cette réaction ,

en dépassant le but qu'elle s'était assigné, prépare au Continent un asservissement pareil à celui dont elle avait voulu le sauver.

Ce n'est pas, sans doute, pour y faire dominer ni des principes anarchiques, ni des opinions funestes au repos des Gouvernemens, que la Sainte-Ligue prépare cet asservissement. Mais quelque soit le principe, en faveur duquel on attente à l'indépendance des peuples, on n'en détruit pas moins tout équilibre entr'eux.

Or, l'Angleterre demande cet équilibre, parce que son existence en dépend. Il ne suffit pas à sa sûreté que cet équilibre soit garanti par la générosité des Tout-Puissans, il faut qu'il soit réel, c'est-à-dire qu'il se fonde sur l'égalité des forces que cet équilibre met en balance, parce qu'entre nations, il n'y a que la force qui assure les droits.

L'Angleterre luttera avec le Conti-

nent jusqu'à ce qu'elle y ait ramené un équilibre propre à la rassurer sur le danger de voir s'y former une seule masse politique. On peut le prédire d'avance, et précisément parce que la politique de l'Angleterre est invariable.

Cette politique est telle, par la raison qu'elle n'est pas à la disposition du caractère ou des passions d'un seul homme, mais qu'elle ne peut être que l'expression publique des intérêts généraux de l'Etat.

Les hommes n'y ont de crédit qu'autant qu'ils sont habiles à connaître ses intérêts et à les exprimer. Aussi la politique de l'Angleterre est-elle toujours publique, et dégagée de ce langage fastidieux, par lequel on attribue ailleurs aux Gouvernemens les sentimens et les impressions des individus, sans songer qu'ils ne sont qu'une abstraction, et ne doivent agir qu'au nom des intérêts publics.

Le reproche d'inconséquence n'a été adressé à l'Angleterre que par un public, qui s'est constamment mépris sur les motifs qui l'ont dirigée dans la précédente guerre.

Je suis forcé de répéter ici ce que je vous ai dit autre part :

L'Angleterre a combattu la révolution, mais ce n'était ni par crainte, ni par haine. Elle redoutait peu la révolution pour elle-même, attendu qu'elle s'était accomplie chez elle depuis long-temps, et qu'elle avait eu le temps de développer les élémens conservateurs de son nouveau système. Elle n'avait pas non plus de haine contre elle, car les intérêts qui dirigent sa politique n'éprouvent ni haine, ni amour, parce que ce ne sont pas des personnes, mais des choses, dont la direction ne se guide que d'après le calcul.

La guerre que l'Angleterre a faite à la révolution n'a donc été qu'une lutte à

mort, contre un pouvoir envahissant ; pouvoir dont le but final aurait été de détruire tout équilibre sur le Continent, en le soumettant à une influence unique et à un seul système social et politique.

Cette lutte devait avoir pour résultat, non-seulement d'empêcher l'asservissement du Continent, mais de donner à l'Angleterre le monopole des mers, en lui offrant l'occasion de détruire les marines qui faisaient ombrage à la sienne, et de s'emparer des colonies qu'elle a jugé être à sa bienséance.

Telles sont, Monsieur, les raisons qui ont placé aujourd'hui l'Angleterre en opposition avec la Sainte-Alliance ; opposition dont les effets se font sentir à la fois aux deux extrémités de l'Europe ; car le même motif l'a décidée à protéger le despotisme des Turcs, comme les révolutions de la péninsule, parce qu'ils occupaient l'un et

l'autre un territoire qu'elle ne voulait pas céder à l'autocratie européenne.



CINQUANTE-HUITIÈME LETTRE.

*Politique de l'Angleterre à l'égard de  
l'Espagne.*

**L**ES motifs généraux que je viens de vous exposer ont dirigé la conduite que l'Angleterre a tenue au Congrès de Vérone ; mais elle en a eu d'autres plus spéciaux pour suivre avec la péninsule une politique particulière.

La dernière paix avait donné à l'Angleterre les dépouilles coloniales de la France et de la Hollande ; mais elle avait respecté celles de l'Espagne , parce qu'à cette époque cette Puissance était son alliée.

Les colonies espagnoles étaient d'ailleurs révoltées contre leur métropole ; il fallait laisser finir ce débat , afin de savoir dans quels rapports l'Angleterre pourrait se placer vis-à-vis de ces vastes Etats.

Son but n'était pas de se les approprier , car elle possède assez de territoires exotiques , et ne tient plus qu'à ceux qui ont une importance commerciale ou militaire.

Mais il lui importait d'établir avec ces colonies un mode de vivre , par lequel le monopole de leur approvisionnement et les avantages de leur commerce lui fussent assurés. Il fallait donc , avant tout , reconnaître leur indépendance , pour faire de ces peuples des nations avec lesquelles on put traiter.

Cependant l'Espagne , par l'effet d'un amour-propre mal entendu , s'était refusée jusqu'ici à reconnaître l'indépendance de ses colonies. Elle

a perdu ainsi les ressources qu'elle aurait pu obtenir par un traité fait en temps utile ; et quoi qu'elle n'eût aucun moyen de la soumettre, elle n'en a pas moins livré l'Amérique au désordre inséparable de l'état d'un pays, dont la nationalité même est contestée.

L'Angleterre, plus loyale envers l'Espagne que ne l'avait été jadis la France avec elle, a attendu pour reconnaître ces nouveaux Etats que la métropole eût renoncé à ses droits sur eux.

Les Etats-Unis y ont mis moins de scrupule. Ils ont reconnu ces Etats ; et profité du dépérissement de l'Espagne pour lui enlever l'importante position des Florides. Le même esprit d'envahissement faisait craindre qu'ils ne s'emparassent également de celle de Cuba et de Porto-Ricco, d'où ils auraient dominé surtout le vaste golfe du Mexique.

La situation de l'Angleterre devenait donc pressante, car il ne lui convenait pas d'être devancée par les États-Unis, ou même par la France, qui aurait pu, en cas de guerre, s'emparer des Antilles espagnoles, si personne ne l'avait prévenue.

C'est dans cette position des choses que la crise suscitée par la Sainte-Alliance a surpris l'Espagne. L'Angleterre, en se séparant du Congrès, a pris vis-à-vis d'elle une attitude de protection qui lui a nécessairement valu de grands droits sur elle. Car si l'Espagne peut trouver un moyen quelconque de salut, ce ne peut-être que par la médiation de l'Angleterre, et par la crainte qu'aurait la Sainte-Alliance de voir leurs forces se réunir contre elle.

Les Espagnols, en revanche, obligés de résister à l'Europe, peuvent sans déshonneur abandonner de vaines prétentions et des territoires lointains

pour sauver ce qu'ils ont encore quelque espoir de défendre, savoir, leur sol, leur indépendance, leur honneur et leur liberté.

Les circonstances ont fait d'ailleurs que l'Espagne peut céder à l'Angleterre, en échange de sa protection, des avantages qui sont immenses pour celle-ci, tandis qu'ils n'ont plus aucune valeur pour elle, puisqu'elle n'a ni les capitaux, ni les forces nécessaires pour exploiter, ni pour soumettre son immense domaine colonial.

En conséquence, Monsieur, l'Espagne a autorisé l'Angleterre à faire flotter son pavillon à la Havane et à Porto-Ricco, sous prétexte de les défendre contre l'attaque que la France ou les Etats-Unis pourraient y faire. Les conditions secrètes de cette occupation ne nous seront dévoilées que plus tard; nous pouvons seulement soupçonner qu'il en existe de telles.

L'Angleterre s'est ainsi prémunie contre la prépondérance que les Etats-Unis cherchent à prendre dans ces régions.


L'Espagne a proposé de même à ses colonies de leur accorder une trêve pour traiter dans l'intervalle avec elles. C'est avoir tacitement reconnu leur indépendance, et autorisé ainsi l'Angleterre à la reconnaître elle-même, et à traiter avec ces Etats. Traité dont les conditions seront dictées par le service que leur aura rendu l'Angleterre, en servant de médiateur entr'eux et leur métropole.

L'Espagne offre encore de céder à l'Angleterre le monopole de son approvisionnement, et de se placer vis-à-vis d'elle dans les mêmes rapports où le Portugal l'est depuis longtemps.

Ainsi sa neutralité a déjà valu à l'Angleterre tout ce que la plus heureuse guerre aurait pu lui donner.

Elle peut donc conserver cette neutralité, à moins que ses intérêts généraux ne la poussent à la rompre.

Dans ce cas même, elle n'a point à craindre de se voir ravir par les chances de la guerre ce qu'elle a déjà obtenu. Ces chances ne pourraient la priver que du monopole de l'approvisionnement de l'Espagne, après qu'elle aurait été conquise par l'étranger. Mais la Sainte-Alliance ne peut empêcher son pavillon de flotter sur les Antilles, ni son commerce d'approvisionner l'Amérique, parce qu'encore une fois la Sainte-Alliance n'a pas d'escadres pour l'en empêcher.



## CINQUANTE-NEUVIÈME LETTRE.

*Situation de l'Europe le 28 Janvier 1823.*

**V**ous venez de voir, Monsieur, comment l'Angleterre, soit qu'elle garde ou non sa neutralité, a été placée par le concours des circonstances de manière à recueillir l'héritage de l'Espagne, après avoir eu celui de la France et de la Hollande.

Ces dépouilles sont pour elle le complément des avantages qu'elle avait dû retirer de la précédente guerre. C'est à ce point et non plutôt que devait s'arrêter et finir le système qu'avait embrassé M. Pitt; car ce système ne

devait être à son terme qu'après avoir livré à l'Angleterre les trois quarts du monde.

Jamais aucun Gouvernement ne s'est trouvé mieux placé que le sien, et jamais la position d'un pays n'a été meilleure que celle qu'occupe aujourd'hui l'Angleterre.

Inattaquable sur tous les points de son vaste empire, elle peut de cette forteresse diriger sa politique sans obstacles, et choisir le parti qu'il lui conviendra de prendre dans les événemens auxquels le Continent va servir de théâtre.

La force de l'Angleterre tient à ce qu'elle possède des armes qui manquent à la Sainte-Alliance, et dont l'avantage est tel, qu'elle peut la combattre pendant long-temps, sans avoir de représailles à craindre. Ces armes sont des vaisseaux et de l'argent.

L'Angleterre peut donc garder sa neutralité, précisément parce qu'elle

est forte, et qu'elle n'est obligée d'aller au-devant d'aucun danger personnel.

Elle peut de même rompre cette neutralité à l'instant qui lui paraîtra propice, pour ramener sur le Continent l'équilibre qu'il a perdu.

C'est-à-dire qu'aucun intérêt spécial n'oblige l'Angleterre à faire aujourd'hui la guerre; elle n'y est appelée que par les intérêts généraux de sa position.

Intérêts qui l'ont déjà placée en opposition avec le système de la Sainte-Ligue.

Ainsi, l'Europe s'est partagée au Congrès de Vérone en deux masses politiques opposées l'une à l'autre, savoir, d'un côté, la péninsule et l'Angleterre; de l'autre, la Sainte-Alliance.

Partage inégal sans doute, et qui le serait bien plus encore, si la Sainte-Ligue n'avait pas à combattre, outre ses ennemis visibles, celui qu'elle ne

peut ni saisir ni détruire, parce qu'il n'est pas de la nature des personnes, mais de celle des choses. Cet ennemi, c'est l'esprit d'une réformation politique que la Sainte-Ligue a désarmé et vaincu, sans avoir pu l'anéantir. Cet esprit est partout et nulle part ; car il n'a plus d'autre existence que celle d'une puissance morale.

Mais cette puissance se montrera partout comme un auxiliaire mystérieux de ceux qui chercheront à défendre l'indépendance et la liberté des peuples contre la Ligue qui veut les asservir.

Cette Ligue, à son tour, faute de pouvoir détruire cette puissance secrète, a voulu du moins aller la désarmer dans le dernier asile où elle fut restée dominante, afin de lui ôter avec son dernier soldat sa dernière force matérielle.

La Sainte-Alliance ne pouvait rien de plus, car son empire est de ce

monde, et elle n'exerce aucun pouvoir sur les esprits ; mais en achevant de détruire tout ce qui n'est pas semblable à elle, en renfermant ainsi dans un seul cadre, et en plaçant sous ses lois la totalité du Continent, elle ne fait qu'en donner l'autorité suprême au plus puissant d'entre les Alliés.

Il est évident aujourd'hui que la Russie n'a renoncé aux grandeurs qui l'attendaient en Orient que pour exercer, dans la Sainte-Alliance, ce pouvoir à qui tout se réfère, et de qui tout dépend.

Tel est le point où devait nécessairement aboutir le système d'une Alliance, qui, après avoir absorbé tous les États du Continent, n'en laisserait par conséquent aucun de libres pour faire un contre-poids à sa propre puissance.

Les deux masses politiques que je viens de définir sont maintenant en présence sur le sommet des Pyrénées.

et sur le rivage des mers ; seuls points dont la Sainte-Alliance ne se soit pas encore emparée.

L'attaque qui se prépare doit , ou compléter le système de domination de la Sainte-Ligue , ou commencer la réaction que la force des choses doit provoquer contre sa toute-puissance. Personne ne peut savoir lequel de ces deux résultats sera celui de la prochaine guerre, et la solennité du moment tient à ce mystère. Les cris de joie que poussent les factions ne suffisent pas pour dissiper la tristesse universelle que cause l'approche du moment qui doit en décider.

Les Gouvernemens semblent le redouter, et comme s'ils croyaient encore que le Ciel peut conjurer une guerre qu'ils ont provoquée , ils en ont tellement retardé les préparatifs , qu'on ne sait pas encore d'où doivent venir les armées destinées à la faire.

Cependant le Congrès avait adressé ses notes à l'Espagne ; elle y a répondu sans circonlocutions et sans flatteries, se bornant à refuser sans autre explication les demandes ambiguës qu'on lui avait adressées. Elle a ainsi rejeté l'intervention des Saints-Alliés, et entamé le combat.

La France a reçu cette réponse la première, et l'attitude qu'elle a dû prendre ne pouvait être que guerrière. Tel a été aussi le discours que le Trône a adressé aux représentans de la nation.

Ce discours n'a fait aucune mention des alliés de la France. Elle figure ainsi seule à l'avant-scène, et il y a dans ce rôle une dignité qui, sans doute, est propre à captiver l'esprit public d'un peuple dont l'amour pour ses alliés n'est pas la première vertu.

Mais comme les notes adressées à l'Espagne sont le résultat des mesures qui avaient été arrêtées à Vérone, me-

sures pour lesquelles les Alliés avaient promis leur coopération à la France, il est évident que rien ne se passe ni ne peut même se passer sans le concert de la Sainte-Alliance.

Ce qui paraît être également évident, c'est qu'avant de se séparer les Cabinets avaient négligé de concerter entr'eux les mesures réglementaires que cette entreprise nécessitait. Négligence qui retarde le début de la campagne, et ouvre un champ aux intrigues comme aux négociations.

L'initiative qu'a pris l'Espagne a réuni de nouveau en France les fanatiques aux politiques. Ceux-ci ayant échoué dans les mesures dilatoires, dont ils avaient fait l'essai, ont été forcé de se décider en faveur de la guerre.

Elle a donc été déclarée, du moins en apparence, par l'unanimité des Royalistes. Il est heureux que la question se soit enfin tranchée, parce qu'il

ne s'agit plus aujourd'hui de faire intervenir la Sainte-Alliance dans les affaires de l'Espagne, en vertu d'un droit qu'elle ne pouvait reconnaître sans se déshonorer.

Ce qui existe maintenant entre eux c'est la guerre, et dès-lors il n'y a plus que deux choses possibles, faire cette guerre, ou de traiter de la paix.

Or, il est beaucoup plus simple de traiter de la paix, que d'intervenir à distance dans les affaires intérieures d'un peuple; car traiter de la paix, c'est agir d'égal à égal, et quelqueait été le vainqueur, le vaincu peut sans honte accorder des conditions qu'il aurait refusées, s'il n'avait dû les accepter que pour éviter la guerre.

Il était donc impossible de négocier avec l'Espagne en vertu du droit d'intervention, il est aujourd'hui possible de négocier avec elle sur les mêmes articles, en traitant de la paix, parce qu'ils auraient perdu par cette forme ce qu'ils avaient d'avilissant.

Quels que soient les liens qu'ait contracté la France avec la Sainte - Alliance, sa position géographique lui donne dans cette occasion la liberté de faire la guerre ou la paix, suivant ses propres convenances : parce que son territoire et sa coopération sont nécessaires à ses alliés pour qu'ils puissent faire la guerre à l'Espagne, C'est la France qui, dans ce cas, est appelée à leur faire la loi.

S'il lui convenait, en effet, de faire la paix avec l'Espagne, ce ne pourrait être qu'avec la médiation de l'Angleterre, parce que la neutralité qu'elle a gardée dans cette affaire n'a donné qu'à elle seule le crédit nécessaire pour en régler les conditions, et à elle seule aussi le droit de garantir aux Espagnols leur stricte exécution.

Les Alliés seraient contraints d'accéder à la paix que la France aurait conclue; car s'ils voulaient s'y opposer, ce

ne serait plus alors à l'Espagne qu'ils auraient à faire, mais aux trois Puissances qui auraient signé cette paix, c'est-à-dire à l'Angleterre, à la France et à l'Espagne.

La France a donc encore le choix de faire la guerre qui s'est déclarée entr'elle et l'Espagne, ou de traiter de la paix avec elle sous la médiation et la garantie de l'Angleterre.

Telle est dans le moment actuel la position des choses; mais elle ne peut pas rester stationnaire, et il n'appartient qu'à la France de statuer sur une question à laquelle tient la destinée de l'Europe.

Le sort veut même que, dans cette circonstance unique, les projets de la Sainte-Alliance soient soumis aux pouvoirs représentatifs de la France.

C'est au vœu qui va se manifester dans la majorité de ces conseils, que tient la décision de la grande question qui s'agite; car aucun Ministère, dans

un cas pareil, ne peut agir, contre la majorité de ces pouvoirs, parce que la guerre met les Ministères dans la dépendance de ceux qui peuvent seuls décréter les impôts dont ils ont besoin, ou donner du crédit à leurs emprunts.

Il y a, sans doute, encore dans les pouvoirs représentatifs de la France un plus grand nombre de leurs membres, aux opinions ou aux intérêts desquels la paix convient, que de ceux à qui elle déplaît; et s'ils osaient voter ensemble d'après ces opinions et ces intérêts, il est probable que la majorité déciderait la question dans ce sens.

Mais les forces du parti qui demande la guerre sont bien grandes; car il a pour lui, dans cette occasion, les jeunes militaires qui souhaitent la guerre, parce que c'est leur métier, les prêtres, parce que ce n'est pas le leur, les généraux novices qui dé-

širent avoir aussi des cicatrices à montrer, et les femmes, qui aiment la guerre et ne voient dans les conséquences des événemens que celles qui leur sont agréables. Ce parti a surtout pour lui la crainte qu'inspire son intolérance.

C'est une arme bien plus terrible dans ses mains que le glaive des Espagnols, parce qu'elle déverse l'insulte et le mépris sur la moindre dissidence qu'un Royaliste peut montrer dans ses opinions, et lui fait porter ainsi dans la société tout le poids de la déconsidération publique.

Or, il en est peu qui soient doués d'un caractère assez fort pour braver la sentence que prononce sur lui ce tribunal invisible, qu'on appelle l'opinion de la société.

Cette timidité a déjà poussé si avant le parti politique sur le chemin de la guerre, qu'il est difficile de croire qu'il veuille mettre quelque vigueur à s'y opposer. Les choses, d'ailleurs, ayant

été arrangées de manière à ce que ces pouvoirs, au lieu de voter d'après les intérêts du pays qu'ils doivent représenter, ne se décident, au contraire, que d'après les opinions et les intérêts spéciaux des partis qui les divisent ; personne, à moins d'avoir le secret de ces partis, ne peut préjuger leur décision.

Je ne puis donc, Monsieur, vous donner sur ce point qu'une conjecture, et vous en connaîtrez le résultat avant que cette lettre ne vous parvienne ; mais comme il reste encore des chances pour la paix, comme il en restera encore, même après avoir commencé la guerre, il me semble important d'en examiner les conséquences.

---

SOIXANTIÈME LETTRE.

*De la paix.*

LA péninsule pourrait résister à la Sainte-Alliance, si la défense du pays était assez nationale pour que la totalité de la population voulût y prendre part. L'histoire nous a montré trop d'exemples des succès d'une pareille défense pour ne pas la croire possible, et l'Espagne elle-même en a donné la preuve.

Mais alors aussi le concours de la nation était universel, et les armées régulières, malgré leurs victoires, n'ont pas pu vaincre une ré-

sistance qui détruisait leur ouvrage, à mesure qu'elles se flattaient de l'avoir achevé.

La même unité ne règnera pas aujourd'hui en Espagne, parce que des forces opposées luttent dans son sein. L'armée de la Foi, quelque peu respectable qu'elle se soit montrée, soit par ses faits, soit par la nature des reproches que ses chefs viennent de s'adresser publiquement à Toulouse, cette armée ne laissera pas d'occasionner de la désorganisation dans la défense du pays; car avec de l'argent, et l'espérance d'y recevoir des grades et des titres, elle pourra se recruter au moyen des lazzaronis et des chouans qui abondent dans la péninsule.

Les révolutionnaires sentiront alors, mais trop tard, la faute qu'ils ont commise en négligeant de détruire ces bandes par un grand et sévère déploiement de leurs forces, puis

qu'en les alimentant comme ils l'ont fait par la faiblesse de leurs mesures, ils ont donné au parti servile une consistance qui leur devient funeste.

Mais une puissance morale, bien plus redoutable encore pour eux, est celle que le clergé doit exercer dans cette guerre contre la défense de son propre pays; car ce clergé doit savoir que cette guerre se fait principalement dans le but de le rétablir dans la gloire et l'autorité dont il jouissait.

Le Gouvernement espagnol semble d'ailleurs avoir voulu pousser le clergé à prendre parti contre lui, par l'ineptie avec laquelle il vient de rompre avec la cour de Rome, pour une cause qui, dans un tel moment, n'était que puérile.

Il est donc probable que ces forces agiront contre la défense du pays. Je dis, Monsieur, qu'il est probable qu'elles agiront ainsi; car en fait de sentimens nationaux, on ne peut rien

préjuger d'avance ; ces sentimens sont la suite des impressions que reçoit la multitude, et personne ne peut assigner la cause qui les excite ou les flétrit. Une parole suffit pour les réveiller, une autre pour les éteindre, et nous avons vu ces mêmes Espagnols supporter paisiblement chez eux, pendant plus d'une année, la domination française, avant de commencer une résistance, qui pour avoir été tardive n'en a pas été moins terrible.

Il est toutefois probable qu'il y aura, dans cette occasion, un partage dans les sentimens des Espagnols, et par conséquent division dans leurs forces. Cette division doit faire prévoir au Gouvernement qu'il sera vaincu un peu plutôt ou un peu plus tard. Mais il doit sentir aussi qu'une défaite totale aurait pour lui le danger de le placer au point où la Sainte-Alliance se propose de le réduire, c'est-à-dire « de

« mettre le Roi dans la position  
 « de donner à ses peuples les ins-  
 « titutions qu'il croira leur être  
 « utiles. »

Telle fut aussi la position où la Sainte-Alliance avait mis le roi de Naples, et il a cru alors utile à ses peuples de ne point leur donner d'institutions.

Je conviens qu'ils ne s'étaient pas montré dignes d'en avoir; mais il n'en est pas de même des Espagnols. La noble vigueur avec laquelle ils se sont relevés de l'avilissement où leur ancien régime les avait plongés, pour défendre leur indépendance contre l'asservissement impérial, témoigne qu'il y a dans ce peuple un caractère et des sentimens nationaux, qu'on ne saurait étouffer sans exercer une dangereuse contrainte.

Il est donc dans l'intérêt général des Espagnols d'obtenir des institutions

conformés au caractère qu'ils ont développé. Mais, d'après les termes que je viens de citer, ils doivent comprendre que s'ils éprouvaient une entière défaite, il y aurait un moment à la suite de ces revers, pendant lequel il se ferait une solution de continuité entre leurs institutions actuelles et celles qu'on aurait mis le Roi à même de leur donner.

Or, ils peuvent craindre, d'après le peu de goût naturel que Ferdinand VII a montré en 1814 pour les constitutions, qu'il ne leur donne aucune institution quelconque.

Mais les Espagnols peuvent éviter ce danger, qui serait grand pour eux, en traitant de la paix, d'après les conditions qu'on leur a fait sous-entendre.

Les conditions qu'on leur demande sont qu'ils séparent le pouvoir représentatif en deux Chambres, et

qu'ils donnent au Roi l'initiative des lois, et leur *veto* absolu. Si les affaires ne vont pas beaucoup mieux en Espagne avec ces changemens, elles n'en iraient pas beaucoup plus mal, et si à ce prix les Espagnols conjuraient l'orage, ils auraient gagné toute la différence qui existe pour un peuple entre la liberté et l'asservissement.

Ils ont encore le choix entre les deux propositions qui leur ont été faites, savoir, d'éviter la guerre en se donnant à eux-mêmes de nouvelles institutions, ou de courir la chance des hostilités qui ne cesseront que lorsque le Roi aura été mis dans la position de leur donner ces institutions.

Les Espagnols, nous l'avons vu, ne pouvaient pas sans s'avilir accepter, en vertu du droit d'intervention, la première de ces propositions; mais après avoir choisi la guerre, ainsi qu'ils l'ont fait, ils peuvent offrir pour gage de la paix les conditions mêmes qu'on

voulait leur imposer. Il serait difficile au Gouvernement français de se refuser à les accepter après leur en avoir lui-même offert le choix.

L'Espagne gagnerait par cette voie l'avantage de joindre, par un traité synallagmatique, ses institutions actuelles à ses institutions futures. Ce passage immédiat est aujourd'hui la seule manière dont elle puisse s'assurer d'obtenir ces institutions futures; en ce que le traité qui en ferait la stipulation serait garanti par la signature de la France comme partie contractante, et par celle de l'Angleterre comme médiatrice.

Ce traité est donc à peu près l'unique espoir qui reste aux Espagnols de sauver leur pays de la domination de l'étranger; mais ils ne peuvent l'obtenir que par la fermeté de leur attitude; car on ne traite qu'avec les puissances armées, et l'on dédaigne celles qui ont déposé leurs armes d'avance.

La nature de leur pays permet aux Espagnols de traiter encore de la paix, lors même que leur Gouvernement se serait retiré dans l'île de Léon, parce que pour assiéger cette île, les armées étrangères seraient obligées de s'échelonner sur une ligne de 200 lieues. Ligne sur laquelle elles pourraient être partout attaquées, puisqu'elles y seraient partout faibles.

Cette position disposerait nécessairement la puissance à laquelle appartiendrait cette armée, à traiter de la paix, pour ne pas prolonger une situation qui, dans un tel pays et dans de telles circonstances, pourrait devenir à chaque instant périlleuse.

Il y a ainsi dans ce moment encore une possibilité pour les Espagnols de traiter avec la France. Cette possibilité existera même encore après l'envahissement de leur pays, grâce à sa configuration et à l'appui que lui prête l'Angleterre. Mais il faut qu'ils ne té-

meignent ni lâcheté, ni faiblesse, et que le Gouvernement puisse entraîner la majorité du peuple dans la défense nationale; car sans cela tous ses moyens sont nuls.

Cet entraînement paraît être la grande difficulté qu'il ait à vaincre, précisément parce que la révolution n'a rien fait pour le peuple. Elle ne lui a donné ni sang à répandre, ni trésors à partager; et si elle lui en avait donné, elle aurait à juste titre amassé contre elle l'indignation publique. Il faut donc que la révolution arme ce peuple malgré l'influence opposée du clergé, sans autre mobile que celui de son amour pour l'indépendance de son pays.

Ses moyens de défense étant ainsi confiés au hasard, tout doit porter le Gouvernement espagnol à profiter des offres de l'Angleterre, pour obtenir, sous la garantie de sa médiation, un traité quelconque entr'elle et la France.

Un tel traité aurait également pour celle-ci de grandes conséquences.

Je suis fondé à admettre, d'après tout ce qui s'est publié, que par ce traité, la France se contenterait de donner à l'Espagne une constitution semblable à la sienne. Il serait assez difficile d'ailleurs que, traitant en son nom, elle pût lui demander davantage ; car ce serait renier ses propres institutions.

J'admets aussi que les Alliés, trop séparés du théâtre des événemens, donneraient une adhésion tacite ou patente au traité qu'aurait conclu la France. La situation politique de ce Royaume et celle de l'Europe n'en seraient pas moins changées.

En signant cette paix, la France consoliderait un régime constitutionnel en Espagne, et par un effet inévitable, elle se rapprocherait en même temps de la péninsule et de l'Angleterre, par cela seul que ces trois Puissances auraient fait ensemble un acte dans

leurs intérêts communs ; acte opposé aux vues de la triple coalition.

Le résultat de cet acte d'indépendance serait donc d'écarter la France de cette coalition , et de la ramener par cela même à sa place naturelle ; c'est-à-dire , à celle de métropole de la masse que la communauté de nature et d'intérêts politiques doit former à l'occident de l'Europe , par la quadruple alliance d'elle avec l'Angleterre , la Hollande et la péninsule.

Cette quadruple alliance servirait de contre-poids à la triple coalition , et rétablirait sur-le-champ, en Europe, l'équilibre que les révolutions et leurs réactions y ont achevé de détruire.

Les forces de cette alliance pourraient balancer celles de la coalition ; si ce n'est par leur capacité matérielle , du moins par celle que lui donnerait la supériorité de sa civilisation.

Les quatre Puissances qui forme-

raient la masse occidentale de l'Europe possèdent seules, en effet, les leviers qui triplent la force des Etats. Seules, elles possèdent la marine, le commerce, les capitaux et les matières sur lesquelles reposent les finances et le crédit des Etats.

Avec ces leviers, la quadruple alliance pourrait balancer pendant long-temps le pouvoir de la triple coalition, et résister à ses invasions. Elle donnerait ainsi, pour garantie à l'indépendance du Continent, un équilibre, fondé sur la réalité des forces qui doivent le défendre.

Un tel résultat peut être obtenu aujourd'hui par un simple mouvement que la France ferait sur elle-même. Par ce mouvement, que les circonstances lui permettent d'opérer dans ce moment sans efforts ni dangers, elle passerait du quatrième rang qu'elle occupe dans la Sainte-Ligue au premier de la quadruple alliance.

Ce choix lui est offert et ne dépend que d'elle, l'Espagne en attend son salut, l'Angleterre sa sécurité, l'Europe son indépendance, et, pour la seconde fois, la France serait ainsi l'arbitre de son sort. Jamais choix pareil n'a été offert à une nation; mais elle n'a qu'un moment pour choisir, car les événements vont l'envelopper, et bientôt enlacée par la guerre dans la Sainte-Alliance, elle sera forcée d'en suivre la marche, et d'en subir les lois.

La place que la France occuperait dans la quadruple alliance exercerait, il faut l'avouer, une grande influence sur son régime politique. Elle serait irrévocablement dévolue, par l'effet même du choix qu'elle aurait fait, au régime constitutionnel; car ce régime y serait consolidé, non-seulement par des institutions et par des sermens, mais par la force des choses.

Ce ne serait, en effet, qu'à titre d'Etat constitutionnel que la France

aurait traité de la paix, et qu'à ce titre qu'elle aurait formé une alliance avec des Etats auxquels elle ne pourrait sans cela inspirer de confiance.

Telles sont, Monsieur, les conséquences qui suivraient un traité fait aujourd'hui par la médiation de l'Angleterre entre l'Espagne et la France. Ces conséquences s'étendent bien loin, puisqu'elles changeraient toutes les combinaisons de la politique qu'on cherche à faire dominer en Europe, et fixeraient les destinées de la France, en confondant, par un fait irrévocable, l'ancien avec le nouveau régime, et le parti royaliste dans le corps national.

Aussi la grandeur de ces conséquences est telle, qu'elles doivent effrayer ceux qui les envisagent sans s'élever au sommet du monde politique, et c'est pourquoi il ne faut pas se flatter de les voir s'accomplir. Il est donc permis d'examiner celles que doit avoir la guerre.

SOIXANTE-UNIÈME LETTRE.

*De la guerre.*

**I**L manque aujourd'hui en Europe deux grands élémens de guerre, savoir, d'un côté Buonaparte, de l'autre les trésors de l'Angleterre.

Un général, seul entre tous, avait balancé dans la précédente guerre les succès de celui qui avait eu le pouvoir d'élever et de détruire les Empires, et ce général appartient à un pays dont les armées ne sont pas appelées à combattre. La guerre qui se prépare ne sera donc conduite que par des chefs qui ne peuvent inspirer ni

confiance à leurs soldats, ni enthousiasme au public.

Ce défaut de vigueur guerrière est déjà sensible, en ce que les actes civils de la guerre ont devancé de beaucoup l'ouverture de la campagne. Il n'en était pas ainsi, naguères, et l'on peut s'apercevoir que ses rouages se sont affaiblis.

Les grandes armées de la coalition avaient été mises en mouvement par les subsides de l'Angleterre. Les sommes qu'elle y a destinées ont dû dépasser plusieurs milliards, puisqu'elle réclame auprès de l'Autriche seule 21 millions sterl. pour des prêts remboursables, et en dehors de tous les subsides qui ne l'étaient pas. Il faut joindre à ces valeurs, celles qu'elle a données à la Russie et à la Prusse, afin de pouvoir se figurer à quoi montent les dépenses de ces grandes armées, et combien il est impossible que la triple coalition fasse mouvoir les siennes sans secours étranger.

Le crédit de l'Angleterre a pu fournir à ces énormes dépenses, parce que ce crédit s'alimente par l'immensité d'un capital mobilier qui dépasse, proportion gardée, 13 fois  $\frac{1}{2}$  celui que possède la France. Or, le crédit d'un Etat ne tient ni à sa richesse territoriale, ni à celle de son industrie ou de son commerce, mais à l'étendue du capital libre qui s'y est accumulé et qui cherche à se placer, parce que ce capital fournit seul au trésor public la matière empruntable dont il a besoin.

Les Etats compris dans la triple coalition ne possèdent à peu près point de capital mobilier disponible, et leur premier emprunt épuiserait le crédit que leur a prêté depuis la paix la caisse de Rothschild; caisse sur laquelle a pivoté depuis lors tout le crédit de ces Etats.

La France possède seule un capital mobilier, et un crédit qui l'appellerait

à jouer dans cette nouvelle guerre le rôle que l'Angleterre a rempli dans la première, c'est-à-dire celui de trésorier de la Sainte-Alliance.

Mais ses moyens ne sont pas les mêmes; il s'en faut de toute la différence que j'ai citée. La France d'ailleurs a épuisé son capital libre dans les appels qu'elle a été obligée de lui faire pour remplir les emprunts qu'elle a dû contracter, soit pour solder ses dettes, soit pour acquitter celle qu'on lui avait imposée.

L'ordre public et celui des finances a permis à la France de payer les intérêts de sa dette avec ses ressources ordinaires, et sans en contracter de nouvelles. Elle n'a donc fait depuis sa libération aucun appel à ses capitaux libres, et la paix faisait présumer qu'elle ne serait pas appelée de longtemps à leur en faire aucun.

Dès-lors les prêteurs n'ont eu qu'à s'échanger entre eux un capital dont

les fonds étaient déjà faits, et la valeur s'en est élevée en raison de la confiance publique et de l'activité de ces échanges.

Mais avec une guerre dont la France supporterait les dépenses, elle serait obligée de faire des appels à de nouveaux capitaux; capitaux que la paix n'a pas eu le temps d'accumuler chez elle depuis les derniers emprunts, et qu'elle serait forcée de chercher au dehors en leur offrant un intérêt usuraire.

Il doit donc résulter du défaut des deux grands leviers qui ont agi si puissamment dans la précédente guerre, que celle-ci se fera avec plus de lenteur et de moindres ressorts; ce qu'annoncent déjà les retards qu'elle éprouve, et le peu de monde qui se met en mouvement.

Si l'on ne préparait pas d'autres forces, en effet, pour conquérir l'Espagne, que celles dont on a fait l'an-

nonce, la révolution pourrait y reprendre courage; car 100,000. hommes sont bien peu pour s'emparer de toute une population.

Il faut d'ailleurs admettre que, malgré la déclaration de neutralité qu'elle vient de faire, l'Angleterre, ainsi que l'a dit lord Liverpool, peut être appelée par les événemens à prendre part à la guerre; c'est une chance dont la probabilité s'est accrue chaque jour, et qui demanderait aux Alliés un nouveau déploiement de leurs forces.

Il faut admettre encore que la Sainte-Alliance aura contre elle, sur toute la surface de l'Europe, les opinions, et les choses qui constituent la révolution, et qu'elle sera par conséquent appelée à les contenir par un appareil de forces capable de les intimider.

La Sainte-Alliance a vaincu les armées de cette révolution; mais elle n'a pas pu faire que ce qui est né soit.

C'est en vain qu'elle a voulu la person-  
nifier, en supposant qu'elle s'était  
concentrée dans une secte, afin de  
pouvoir, en détruisant la secte, anéan-  
tir du même coup la révolution. Cette  
fiction n'atteindra pas à son but,  
parce qu'encore une fois la révolution  
n'est pas de la nature des personnes ;  
c'est une puissance d'une autre es-  
pèce, qui, après avoir passé des opinions  
dans les lois, est aujourd'hui dans les  
mœurs. Les sentimens, les habitudes,  
qui tiennent lieu de caractère à ceux  
qui n'en ont point, le mode de vivre  
enfin des peuples de l'Occident, ont  
été transformés par cette révolution,  
au point que ceux qui la haïssent en  
sont eux-mêmes imbus, et ne savent  
comment rétablir ce qu'ils regrettent,  
parce qu'ils en ont perdu jusqu'à la  
trace.

Le mouvement offensif de la Sainte-  
Alliance va faire renaître les forces  
morales de cette révolution, que son

système défensif avait abattues, en lui offrant des chances inattendues ; celle de la guerre, qu'il n'est donné à personne de calculer.

Fâcheuses pour les Alliés, ces chances réveilleraient l'espoir des amis de la révolution. Heureuses, elles les porteront à se prémunir contre l'approche d'un système de monarchie militaire, aussi contraire à leurs opinions qu'aux mœurs générales de l'Occident.

Ils se diront, et le monde entier sentira que cette guerre, si elle n'est arrêtée à son principe, doit être une guerre à mort entre la réformation politique et le système monarchique de la triple coalition ; sans quoi cette coalition n'aurait point trempé dans cette guerre, parce qu'elle n'avait rien à démêler avec l'Espagne. Cette guerre est donc la suite d'un plan d'attaque contre tout ce qui était resté de bout de la révolution. Plan qui doit absor-

ber du même coup l'indépendance du Continent , et par conséquent la liberté de ses peuples comme de ses Gouvernemens.

Une telle entreprise demande un déploiement de forces tout autre que celui qu'on nous montre ; car il faut, non-seulement aller au-devant de l'ennemi qu'on connaît , mais se prémunir encore contre ceux qui restent invisibles.

Il faut contenir tous les genres de mécontentemens que cette entreprise fera naître ; ceux des amis de la révolution , ceux des Etats secondaires dont on attaque déjà les institutions ; et ceux auxquels on va faire sentir le poids de la dépendance qu'on leur prépare.

Il faut même aller plus loin ; il ne faut pas ouvrir la campagne qu'on n'ait placé sur le Continent les forces qui doivent contenir ces divers mécontentemens. Il ne faut pas l'ouvrir

non plus avant de s'être assuré de n'éprouver aucun revers. Je n'entends pas par ce mot la perte d'une bataille, parce que les Espagnols n'ont rien de ce qu'il faut pour les gagner ; mais des échecs de détail ou des retards d'exécution ; car les moindres événemens de cette guerre retentiront dans toute l'Europe, comme dans un corps sonore, parce que toute l'Europe est intéressée à ses résultats.

Il faut donc que toutes les précautions soient prises par ceux qui la provoquent ; car s'ils ne sont pas sûrs de leurs moyens , ils verraient au moindre doute apparaître des résistances qu'ils pensent avoir détruites, et des ennemis qu'ils croient avoir anéantis, parce qu'ils sont invisibles.

Cette entreprise exige donc que beaucoup de forces se mettent en mouvement, et il faudra y employer d'autres troupes que celles de la France.

Les armées de l'Autriche ne passe-

ront pas les Pyrénées. Ce mouvement serait trop audacieux et trop excentrique pour elle , dans un moment où l'état de l'Orient l'oblige à surveiller ces régions; mais elle placera des forces de manière à les mettre à la fois à portée d'observer le théâtre de la guerre et les Etats de l'Italie. L'Autriche enverra donc une armée sur les frontières qui séparent le Piémont de la France.

Elle placera une seconde armée vers les limites du Rhin , d'où elle pourra facilement agir sur les Etats de l'Allemagne Rhénane , dont les institutions doivent être absorbées dans le système monarchique de la Sainte-Alliance. Elle partagera ce soin avec la Prusse , à qui rien n'empêche de faire avancer ses troupes sur le Bas-Rhin.

La Russie seule peut , sans compromettre sa sûreté , envoyer des forces au-delà des Pyrénées , s'il en était be-

soin , parce qu'on peut prendre à volonté des armées dans cet arsenal d'hommes , sans nuire aux intérêts de l'État , moyennant qu'on acquitte leurs dépenses.

Cet envoi est au choix de la France ; car il ne dépend que d'elle d'employer à cette guerre , suivant ses conventions , ou ses propres conscrits , ou des soldats russes , puisqu'elle devra également solder les uns ou les autres.

Sans doute qu'avec ce déploiement de forces la Sainte-Ligue peut se flatter de réussir , c'est-à-dire de mettre le roi d'Espagne en position de donner à ses peuples les institutions qu'il croira leur être utiles. Sans doute qu'avec cet appareil elle se rendra maître de tout le Continent , et pourra y établir l'unité d'un système monarchique , dont les Souverains attendent une entière sécurité et un long repos. Système dont les forces seront dans

les vastes Etats qui bordent l'Asie, et qui exerceront de cette extrémité de l'Europe une entière suprématie sur elle.

La France aura ainsi combattu à ses dépens en faveur d'un système qui n'est pas le sien, et pour établir un ordre de choses qui doit soumettre l'occident de l'Europe au régime de peuples dont le nom même y était inconnu il y a moins de deux siècles.

Il nous reste à voir quelle est la nature de ce régime, et quelles peuvent être les conséquences de l'empire qu'il doit exercer sur le Continent.

---

SOIXANTE-DEUXIÈME LETTRE.

*Du système de la Sainte-Ligue.*

**C**E n'est pas parce que les Tartares et les Kalmoucks sont barbares que l'Europe doit les craindre ; c'est, au contraire, parce qu'ils ont cessé de l'être. S'ils l'étaient encore, en effet, la supériorité de sa civilisation militaire lui donnerait, pour les vaincre, des moyens que les Romains n'ont point eu.

Mais ces peuples disposent aujourd'hui des mêmes moyens, et réunissent ainsi les forces de la civilisation à celles de la barbarie ; c'est pourquoi

ils exercent sur le Continent une influence, qui n'a pas encore été appréciée, parce qu'elle ne date que de peu d'années.

La partie orientale de l'Europe, de Trieste à Archangel, et de la Bohême à la Mer-Noire, est habitée par un peuple dont le caractère porte une empreinte asiatique. Ce peuple qui a pris le nom de Slave est divisé en deux castes, l'une de maîtres, l'autre d'esclaves attachés au sol où ils sont nés. Le trait dominant de sa race est, comme chez les Asiatiques, une fixité de mœurs et d'habitudes qui lui donne un stupide respect pour le mode d'existence qu'elle a reçu du passé.

Divisé par des circonscriptions de domaines seigneuriaux, ce peuple était soumis à deux ordres de pouvoirs, celui du seigneur de la terre où il reçoit le jour, et celui du Gouvernement que ces seigneurs reconnaissent.

Ce vaste territoire était, à son tour,

divisé entre trois Puissances, savoir, l'Autriche, la Pologne et la Russie. Elles se sont fait ainsi pendant longtemps contre-poids entr'elles ; et le voisinage de la Turquie , qui était alors formidable, les ayant obligé à porter pendant des siècles leur défense en Orient, cette grande masse n'avait eu aucune action sur l'équilibre du reste de l'Europe ; elle lui était même, à l'exception de l'Autriche, totalement étrangère.

Mais le voisinage de sa civilisation a fait découvrir, il y a maintenant un siècle, à ces Gouvernemens barbares, les ressorts qui la font mouvoir et la force qu'elle pouvait leur donner. Ils ont eu seuls ainsi le secret de cette force, et ils ont acquis, par son secours, une immense autorité sur des peuples qui n'avaient rien de ce que donne cette même civilisation pour balancer la puissance.

L'autorité des Gouvernemens s'est

fondée ainsi à la fois dans ces Etats sur le respect que l'ordre castaïre inspire aux peuples pour ceux qui les régissent, et sur la supériorité réelle que la civilisation donne sur la barbarie.

Les hommes qui en ont possédé les secrets ont formé un collège spécial d'hommes d'Etat, auxquels le Souverain a confié l'exercice de l'autorité. Ils ont en même temps créé pour leur défense une armée régulière, dont la force s'est accrue de tous les moyens qu'a découverts la civilisation militaire, en sorte que toute la force du pays s'est concentrée dans un collège d'hommes d'Etat, et dans l'armée qui exécute ses ordres, parce qu'il n'y a que ces deux corps qui sachent faire mouvoir les ressorts de la civilisation.

Leur puissance ne peut donc être balancée par nulle autre, attendu qu'il n'y a point d'opinion publique qui puisse occasionner de réaction con-

tre elle de la part du peuple ; car cette opinion est le produit de la mobilité des mœurs et d'une civilisation qui n'existe pas encore chez lui.

Cet ordre de choses a constitué des monarchies militaires dont les rouages sont si simples qu'ils tournent sans le moindre frottement.

Mais entre les trois Etats que j'ai cité, la Russie est celui qui a porté la simplicité de ce système à sa perfection. Elle a dû cet avantage à ce que la caste supérieure n'y a opposé aucune résistance ; elle a été absorbée , avant de s'en être aperçu , par la supériorité que la civilisation a donné sur elle au pouvoir souverain , et son office se borne à répondre auprès de lui de l'exécution des ordres qu'il donne à la caste inférieure.

L'Autriche n'est arrivée que par degrés à constituer une monarchie à peu près semblable ; mais les rouages en ont été plus compliqués, parce qu'ou-

tre les pays esclavons qui sont entrés dans sa domination , elle en possède dont la race et les mœurs sont européennes. Pendant long-temps aussi la caste supérieure de ses Etats barbares a lutté, pour défendre ses privilèges, contre son pouvoir monarchique, et ils en ont même conservé quelque apparence. Cependant, la réalité du pouvoir s'est concentrée depuis trente ans, dans le grand collège des hommes d'Etat et dans l'armée. Ce collège est seulement plus nombreux, et il est obligé de consulter l'opinion des grands de l'Etat, ce dont en Russie il n'a pas même besoin.

La Pologne n'avait pas suivi la même marche ; les seigneurs, jaloux de leur pouvoir, avaient voulu l'exercer entre eux sous la forme républicaine. La force publique s'étant ainsi divisée entre les grands, au lieu de se concentrer entre le Souverain, les hommes d'Etat et l'armée.

L'anarchie a dévoré ce pays, et il a été livré à la Russie dont il a augmenté la puissance d'une manière disproportionnée d'avec celle de tous les autres Etats de l'Europe.

L'immense portion du Continent que j'ai désignée plus haut n'appartient donc plus qu'à deux monarchies militaires, qui ne sont autre chose que des peuples et des régimes asiatiques perfectionnés par l'action du temps et de la civilisation.

Ces régimes ont reçu de grands développemens par l'exemple de la dictature militaire que la révolution avait instituée pour leur résister. Ces monarchies ont appris par le modèle qu'elle leur a fourni à organiser leurs armées. Elles ont fait de ces armées une puissance, qui est à la fois nationale par la gloire qu'elles ont acquises, et qui par cela même servent d'autant mieux à raffermir le pouvoir

monarchique dont elles sont l'instrument.

La nature sociale et politique de ces Etats était donc contraire en tout à l'esprit d'une révolution dont le but était précisément d'ôter le pouvoir à ceux qui l'exerçaient dans ces monarchies militaires, pour le donner aux représentans des intérêts généraux et de l'opinion publique.

Mais telle était la faiblesse du rôle que jouait encore la Russie au début de cette révolution, que la grande Catherine se borna à donner une épée à la contre-révolution, et n'osa pas lui envoyer un seul bataillon; l'Autriche en soutint seule le poids avec la Prusse et le soutint mal.

Cen'a été qu'en 1799 que l'apparition de Souvarow, en Italie, annonça l'existence politique de la Russie, et la part qu'elle allait prendre aux affaires de l'Europe.

Certes, elle a été grande cette part, puisqu'elle a conduit ses armées jus-

ques dans la capitale de l'Empire qu'elle a détruit.

Ce fut un spectacle imprévu que celui de voir le scrupule avec lequel cette puissance sauvage sut respecter, et l'ennemi qu'elle avait vaincu, et la métropole de la civilisation qu'elle avait conquis, comme pour lui rendre hommage de tout ce qu'elle en avait appris.

Placée par sa grandeur et par ses succès à la tête des Etats de l'Europe, la Russie conçut le plan de l'Alliance qu'elle nomma Sainte, et dont le but était de maintenir la paix, par le concert qu'elle devait faire régner entre ces Etats. La Sainte-Alliance a rempli, en effet, ce but pendant huit ans. Mais ce monde est avare de paix, et la même Alliance qui devait la conserver a cherché à la rompre. Elle n'a trouvé de griefs contre aucune puissance, si ce n'est contre l'Espagne, qu'elle a accusée de troubler son repos, parce qu'elle était livrée au dé-

sordre inséparable d'une révolution qui n'est point achevée.

Il aurait dépendu alors de l'Autriche d'arrêter ce mouvement. Il aurait suffi pour cela que sa politique restât unie à celle du Cabinet anglais, parce que leur influence aurait été assez forte pour contenir chaque puissance à sa place, et conserver par conséquent la paix qu'elle devait souhaiter; mais l'Europe s'est montrée sous un nouveau point de vue aux deux Cabinets de Russie et d'Autriche.

Ils ont vu qu'elle était divisée aujourd'hui par la nature des choses, comme par leurs derniers traités, en deux parts entièrement distinctes.

L'une, composée de cette vaste surface qu'habite le peuple Slave, et qui appartient à ces deux monarchies militaires; l'autre, placée à l'Occident, renferme des peuples dont le caractère et les Gouvernemens sont totalement différens.

Théâtre des révolutions, cette moi-

tié de l'Europe a menacé l'autre d'un danger que ses Gouvernemens n'ont point oublié. Théâtre des révolutions qui l'ont bouleversée, cette moitié de l'Europe est partout divisée en deux factions, dont l'une a fait, et dont l'autre a combattu ces révolutions. La première a été vaincue par les forces des monarchies militaires, et la seconde n'a dû son salut qu'aux succès de ces forces.

Réunies par la communauté de leurs intérêts, cette faction a trouvé des Alliés naturels dans ces monarchies, et ces monarchies, à leur tour, prêtent leur appui à un parti qui combat avec elles contre une révolution dont ils redoutent également le retour.

Mais s'il y a une communauté de position et d'intérêts entre le parti Royaliste de l'Occident et les monarchies militaires de l'Orient, il n'y en a point dans leur nature, leur situation et leurs espérances.

Ces monarchies reposent sur une

fixité de mœurs nationales qui ne permet le développement d'aucune opinion publique , ni par conséquent d'aucune spontanéité dans les peuples. Leur action n'emploie pour levier qu'un collège d'hommes d'Etat et une armée , leur gouvernement est donc simple , silencieux et immuable.

La faction royaliste dans l'Occident appartient, au contraire, à une nature mobile, et qui long-temps avant la révolution avait appelé l'opinion publique à diriger le pouvoir par la louange ou le blâme, qu'elle distribuait à son choix.

Louis XIV, en développant la civilisation dans l'Europe occidentale, a créé lui-même , pour jouir de ses louanges , les élémens de cette opinion , qui n'est autre chose que la part d'influence morale que chaque individu exerce dans l'Etat, en raison de ses facultés personnelles, et les affaires publiques ont été régies par

cette opinion pendant le cours du 18.<sup>m</sup> siècle.

Les écrivains, le public, les divers ordres de l'Etat étaient également appelés à former par leur concours cette influence morale à laquelle le régime social avait confié la direction des affaires. Les grands de l'Etat n'influaient point sur cette direction en vertu de l'autorité qu'ils auraient dû y exercer, mais en vertu des opinions qu'ils émettaient, jusqu'à ce que cette même influence, grossie comme un torrent, ait entraîné dans la révolution le Gouvernement, le Trône et les générations.

La coalition a rétabli le Trône et le parti Royaliste, mais avec de nouvelles institutions; et au lieu de les fonder sur l'aristocratie de fait qui pouvait se constituer avec les intérêts réels existans dans le pays, on ne leur a donné pour appui que l'opinion du parti opposé à la révolution, et favorable à la monarchie légitime.

Les Royalistes, appelés ainsi à prendre possession du pouvoir en vertu de leurs opinions, ont été par cela même constitués en faction. Ces opinions faisant leur seul droit, font aussi leur seule force. Cette force est par cela même fragile ; aussi les a-t-on vu se diviser, se rapprocher pour se diviser peut-être encore. Le pouvoir qu'ils exercent n'a donc nulle garantie ni de sa force, ni de sa durée, puisqu'un partage entr'eux ou telle autre circonstance, que chaque événement peut faire naître, suffirait pour le leur enlever. Un tel pouvoir ne peut donner par conséquent aucune garantie à des monarchies, qui, fondées sur le principe d'une immuable fixité, ne peuvent prendre confiance dans un ordre de choses qui ne repose que sur des opinions, c'est-à-dire sur ce qu'il y a de plus mobile au monde.

Mais cette fragilité n'est pas seulement le résultat des circonstances, elle est aussi celui de la nature même

des hommes et des choses qui constituent l'état des peuples occidentaux. Elle est le produit d'une civilisation, qui, je le répète, avait créé les élémens de l'opinion, et lui avait confié la direction des affaires.

Il y a donc opposition totale entre la nature du régime et des choses qui gouvernent l'Occident, et celle des monarchies Slaves qui occupent l'Orient de l'Europe. Ces deux masses se sont pourtant alliées, non-seulement pour vivre en état de paix entr'elles, ce à quoi rien ne s'oppose, mais pour se garantir mutuellement leur régime politique et leurs institutions. Ces deux natures hétérogènes ont voulu se rendre ainsi juges l'une de l'autre.

Placées dans de tels rapports, il est facile de comprendre comment les monarchies Slaves ont dû concevoir de l'ombrage, en voyant le mouvement prodigieux que le débat des opinions a excité dans l'occident de l'Europe. Ce débat ne les rassurait point, lors

même qu'il était produit par celui des partis qui était leur allié.

La fragilité du pouvoir dont était revêtu ce parti leur a inspiré une juste défiance; elles demandaient à l'ordre social de meilleures garanties de sa stabilité; elles devaient les lui demander au moment, surtout, où ces monarchies semblent avoir reconnu qu'elles avaient poussé beaucoup trop loin chez elles-mêmes la marche de la civilisation, et qu'elles tâchent de l'arrêter.

Il était donc naturel que les Gouvernemens de ces monarchies cherchassent, en vertu de l'alliance politique qu'ils ont signée, à ramener l'Occident vers un système plus fixe, et des habitudes plus propres à garantir l'ordre public, afin de retrouver eux-mêmes une sécurité et une confiance qu'ils ont perdues.

C'est ce qu'ils ont déjà fait en Italie, ils y ont détruit les foyers où s'allument les passions politiques, et fermé

lès voies par où la civilisation se propage , afin de rendre aux Gouvernemens la plénitude de l'autorité que lès opinions partageaient avec eux.

L'exécution de ce plan demandait avant tout que l'on renversât la révolution d'Espagne; car c'eût été faire une anomalie trop frappante de laisser gouverner un pays par le système qu'on voulait universellement détruire. Le mouvement qu'il fallait opérer pour attaquer la péninsule passait d'Orient en Occident, et devait rappeler par conséquent les forces et l'attention de la coalition vers cette partie de l'Europe.

Elle pourrait y agir alors dans le sens monarchique, c'est-à-dire qu'elle enlèverait les Gouvernemens à l'influence qu'exerce sur eux l'opinion du public, et des partis pour la concentrer dans les pouvoirs institués, et dans les forces régulières qui doivent les faire respecter.

J'ignore où s'arrêterait cette ten-

dance; sans doute qu'elle ne pourrait pas détruire l'ensemble des institutions qui régissent la plupart des Etats occidentaux, parce que la Puissance même qui les a données s'y opposerait; mais là où ces institutions n'ont pas de profondes racines, là où elles ne sont que faiblement défendues, comme dans les Etats de l'Allemagne Rhénane, la coalition pourrait y faire suspendre, c'est-à-dire abolir leurs petites constitutions.

Dans les Etats dont les institutions représentatives seraient défendues par la force des choses, on peut en ralentir au lieu d'en précipiter l'action. Le régime impérial avait bien su y pourvoir.

Je ne peux pas dire quel serait le régime que la coalition donnerait à l'Occident de l'Europe, après y avoir établi sa domination; je sais seulement qu'il serait de nature à dégager entièrement le pouvoir des entraves de l'opinion et de l'influence du public.

Tel doit donc être le résultat général d'une entreprise, dont la guerre d'Espagne est le premier acte ; ce résultat donnerait ainsi toute l'influence politique du Continent à la coalition, puisqu'elle y aurait fait dominer ses vues et son système, elle y exercerait donc une prépondérance totale.

Cette prépondérance n'aurait pas un caractère hostile, puisqu'elle serait acquise à la coalition par un consentement mutuel, et par la suite des traités et des circonstances mêmes, dans lesquelles on se serait volontairement placé. La prépondérance de la coalition fondrait ainsi en une seule masse politique les deux moitiés si distinctes du Continent. Cette fusion contre nature n'aurait lieu, sans doute, que dans le seul but de maintenir le repos et le bon ordre chez des peuples amis ; mais ces peuples n'en éprouveraient pas moins la contrainte que leur imprime une domination morale étrangère à leur nature ; car rien n'offense

et ne froisse plus péniblement les nations , que d'être régies par une civilisation inférieure à la leur , par la raison que la supériorité morale souffre d'être soumise à la supériorité physique; l'Italie en offre aujourd'hui le plus triste exemple.

Cette espèce de souffrance serait sentie par les Royalistes , comme par les Libéraux , parce qu'ils se sont accoutumés , depuis plus d'un siècle , à faire une puissance politique de leurs opinions , et ils ne conçoivent aujourd'hui la monarchie que comme étant le règne de cette puissance ; c'est ainsi , du moins , que l'ont exprimé leurs écrits , et c'est ainsi qu'ils réalisent , en effet , le pouvoir qu'ils ont reconquis.

On s'est servi de leurs passions pour les porter à attaquer la révolution d'Espagne , comme on s'était servi jadis des Cortès de cette même Espagne pour la pousser contre la

**France (1).** Mais au lieu de retirer de cette entreprise le fruit qu'elle semblait leur promettre , elle aurait pour conséquence de les placer sous l'influence d'une coalition qui préfère , sans doute, leurs opinions à celles des Libéraux ; mais qui ne veut d'opinions d'aucune espèce , parce que les opinions sont les élémens dont se composent les factions , et les factions , quelles qu'elles soient , détruisent le pouvoir monarchique qu'elle voudrait rétablir.

La conséquence de cette entreprise sera donc d'absorber la puissance morale qu'exercent les Royalistes, avec le régime politique de l'Occident, et par conséquent avec l'indépendance de ses Etats.

L'Angleterre a jugé cette marche, et en a connu le but, malgré la prudence avec laquelle les Coalisés ont

---

(1) Journal des Débats ; remarques sur la lettre du général O'Donnell.

pris leurs mesures , et proportionné graduellement l'étendue de leurs projets à celles de leurs forces.

C'est lorsque ces projets sont près d'atteindre à leur terme, qu'elle s'oppose à leur exécution , et se prépare à combattre de nouveau pour la liberté publique.

Certes, il faut que ces projets soient bien réels, et leurs conséquences bien évidentes, pour que le Cabinet anglais se soit résolu à s'opposer à ces mêmes Puissances, à la tête desquelles elle a renversé la révolution. Il faut que ces projets soient bien réels pour que l'unanimité du Parlement ait sanctionné cette opposition , le monde n'a pas besoin d'autres preuves.

Il n'est pas trop tard, et l'Angleterre a été avertie à temps, puisqu'il dépend encore de la France d'accepter la paix qu'elle lui propose , pour assurer avec sa propre indépendance celle de toute l'Europe.

Encore une fois, Monsieur, la France

a le choix ; elle peut suivre la bannière de la coalition, et sera bientôt alors appelée à combattre contre l'Angleterre. Seule d'entre les Alliés, elle supporterait les hasards et les pertes de cette guerre ; parce qu'elle est la seule qui possède encore ce que l'Angleterre peut détruire.

En s'alliant avec elle, au contraire, leurs forces réunies sont trop redoutables aujourd'hui, pour que la coalition ne puisse ni ne veuille les attaquer, et c'est précisément du respect que s'inspirent mutuellement des forces égales que résultent l'équilibre et l'indépendance des nations.

C'est à ce point que la question me semble être arrivée ; elle n'est plus dans le domaine des factions, et ce n'est plus de révolutions qu'il s'agit aujourd'hui. L'Angleterre l'a placée plus haut ; elle en a fait une question d'Etat ; car c'est de la liberté ou de l'asservissement du monde qu'il s'agit,

et devant de telles questions, les petites passions politiques s'effacent pour ne voir que ce qu'il faut décider avant tout, savoir, l'indépendance des peuples.

Arrivée à ce terme, la France n'a plus à consulter l'intérêt des partis qui la divisent, mais les grands intérêts qui doivent décider de son sort à venir. Eux seuls, dans une circonstance aussi sérieuse, doivent lui apprendre s'il lui convient mieux de rompre avec l'Angleterre, pour suivre la carrière qui lui sera tracée par la triple coalition, ou d'arrêter les projets de cette coalition, en formant la quadruple alliance, qui peut seule, après tant de révolutions, rétablir un équilibre propre à garantir la paix et la liberté de l'Europe.

Si la France se refuse à donner à l'Angleterre le point d'appui qu'elle lui demande sur le Continent, elle sera forcée de le chercher ailleurs.

Son Cabinet trouvera ce point d'appui dans les mécontentemens qui existent, et dans ceux que la guerre fera naître. L'Angleterre est trop riche pour ne pas trouver d'Alliés, il ne lui en a jamais manqué, et par cette alliance, quelle qu'elle puisse être, elle causerait une diversion qui rendrait la guerre générale en Europe, jusqu'à ce qu'elle finisse par y rétablir l'équilibre, qu'un seul acte de la France peut lui donner aujourd'hui.

FIN.



# TABLE DES MATIÈRES

*De la quatrième partie des Lettres de  
St.-James.*

---

49.° LETTRE. Situation de l'Europe après le Congrès de Laybach, ... page	5
50.° LETTRE. De la Sainte-Alliance avant le Congrès de Vérone, .....	15
51.° LETTRE. De la France avant le Congrès de Vérone, .....	23
52.° LETTRE. De l'Espagne et des Roya- listes, .....	38
53.° LETTRE. Du droit d'intervention,	55
54.° LETTRE. Du Congrès de Vérone,	67
55.° LETTRE. Des difficultés qui se sont opposées à la guerre, .....	81
56.° LETTRE. De secours étrangers qu'a trouvé l'Espagne, .....	95
57.° LETTRE. De la direction politique de l'Angleterre, .....	106
58.° LETTRE. Politique de l'Angleterre à l'égard de l'Espagne, .....	122
59.° LETTRE. Situation de l'Europe le 28 Janvier 1823, .....	129

*Table.*

60. <sup>e</sup> LETTRE. De la paix,.....	143
61. <sup>e</sup> LETTRE. De la guerre,.....	158
62. <sup>e</sup> LETTRE. Du système de la Sainte- Ligue, .....	169

**FIN DE LA TABLE.**

# LIVRES NOUVEAUX ET AUTRES

Chez J. J. PASCHOD, Imprimeur-Libraire à Genève.

NB. Les ouvrages de la présente notice se trouvent A MA LIBRAIRIE A PARIS, RUE DE SEINE, N.º 48, avec une légère augmentation de prix pour les droits d'entrée.

- F**ORTIFICATION permanente, (de la) par G. H. Dufour, Lieutenant-Colonel du Génie; membre de la Légion d'Honneur, 1 vol. in-4.º; avec 35 planches, reliées en forme d'atlas. 20 fr.
- SERMONS de Pierre Picot, Pasteur et Prof. dans l'Eglise et l'Académie de Genève, in-8. 4 fr. 50 c.
- INTRODUCTION au Nouveau Testament par J. David Michaëlis 4.º éd. traduite sur la 3.º éd. de Herbert Marsh, Evêque de Peterborough, faite à Londres en 1819, avec une partie des notes de S. G. et des notes nouvelles. Par J. J. Chênevière Pasteur et Professeur en Théologie à Genève, 4 vol. in-8.º 20 fr.
- Calvin et l'Eglise de Genève par M. Bretschneider de Gotha, trad. de l'allemand, par G. de Félice, in-8. 1 fr. 80 c.
- Mélanges de philosophie, de morale et de littérature, par J. H. Meister, 2 vol. in-8. 7 fr. 50 c.
- Essai sur la raison, considérée principalement sous le rapport de son indépendance de toute autorité étrangère par Henri Ferd. de Larsche in-8. 4 fr.
- Fermier (le) aveugle et sa famille; tr. de l'angl. in-12. 1 fr. 50 c.
- Lettres de St.-James, 3.º partie, in-8., avec cette épigraphe :  
*« Les prestiges des monarchies sont évanouis, nous en sommes au positif de ces monarchies. »* 3 fr.
- Exposé du Droit public de l'Allemagne par C. H. de S. in-8. 6 fr.
- Lettres de Basle, 2 parties, in-8. 1 fr. 20 c.
- Un mot sur les lettres de Basle et sur la réponse d'un Gènevois par le Ch. Wieland, Lieutenant-Colonel, in-8. 25 c.
- Encore un mot sur Genève et sur le système défensif de la Suisse, par le même, in-8. 25 c.
- Commerce (du) des Suisses avec la France, par Fr. Lullin de Chateaufieux, in-8. 25 c.
- Première Épître d'un Suisse à ses compatriotes; in-8. 25 c.
- VOYAGE en Ecosse et aux îles Hébrides, par le Prof. L. A. Necker-De Saussure, 3 vol. 8.º avec fig. 20 fr.
- PSAUMES de David et Cantiques, corrigés dans les paroles et dans le chant, par Charles Bourrit, Pasteur. 12.º 3 fr.
- LETTRES diverses, recueillies en Suisse; par le Comte Fédor Golowkin, accompagnées de notes et d'éclaircissemens. 8.º 5 fr.
- Un Gènevois à l'auteur des Lettres de Basle, 60 c.
- MANUEL DES MÈRES, par Pestalozzi, 12.º 2 fr.
- FONTENELLE et la Marquise de G.\*\*\* dans les mondes, par H. Favre, 12.º 2 fr. 50 c.
- De Choro Græcorum tragico, dissertatio critica, quam scripsit auctor J. L. Vaucher.* in-8. 1 fr. 50 c.

- RELATION de deux tentatives recentes pour monter sur le Mont-Blanc**, par Mr. le Docteur Hamel. 8.<sup>o</sup> 60 c.
- ANTHOLOGIE arabe**, ou choix de poésies arabes inédites, traduites en français avec le texte en regard, et accompagnées d'une version latine littérale; par Jean Humbert, Professeur. 8.<sup>o</sup> 10 fr.
- MOYENS** (des) de perfectionner les études littéraires à Genève; par Jean Humbert, Professeur. 8.<sup>o</sup> deux parties 2 fr. 50 c.
- MÉMOIRE** sur les moyens d'améliorer l'éducation des jeunes gens destinés aux professions étrangères aux lettres; présenté au Conseil d'Etat par la Société pour l'avancement des arts. 8.<sup>o</sup> 50 c.
- INSTITUTS** (des) d'Hofwyl, considérés plus particulièrement sous les rapports qui doivent occuper la pensée des hommes d'état par le Comte L. de V. 8.<sup>o</sup> 2 fr. 50 c.
- LECTURES élémentaires** pour les enfans, traduites de l'italien, par M. A. P. 12.<sup>o</sup> 75 c.
- Second Rapport** sur la fondation et l'état du Jardin botanique de Genève, par le Prof. De Candolle, 8.<sup>o</sup> 75 c.
- ASTRONOMIE DE L'AMATEUR**, ou considérations philosophiques et populaires sur l'univers, suivies d'une méthode nouvelle et facile de connoître les Étoiles; par G. HIRZEL, in-8.<sup>o</sup>, fig. 7 fr. 50 c.
- RAPPORT** fait à la Société pour l'avancement de l'instruction religieuse de la Jeunesse, sur les deux Écoles Lancastriennes établies à Genève; 8.<sup>o</sup> 75 c.
- PRODROMES** d'une Monographie de la famille des Hypéricinées, par J. D. Choisy; in-4.<sup>o</sup>, fig. 5 fr.
- NOTICE** sur la vie et les écrits de Bénédicte Prevost, Professeur de philosophie à la Faculté de Théologie de Montauban, etc., par P.<sup>re</sup> Prevost; 8.<sup>o</sup> 1 fr. 80 c.
- MÉMORIAL POUR LES TRAVAUX DE GUERRE**, par DUFOUR, Lieutenant-Colonel in-8.<sup>o</sup>, fig. 6 fr.
- PRIÈRES ET MÉDITATIONS** pour les solennités chrétiennes, à l'usage du culte public et particulier, par feu, G. J. Zollikoffer, Pasteur, de l'Eglise réformée de Leipsick, traduit de l'allemand, par Dumas; pour servir de suite aux Exercices de piété du même auteur; in-8.<sup>o</sup> 3 fr.
- NOUVELLES**, par M.<sup>me</sup> Car. Pichler, trad. de l'all., 4 v. in-12. 9 fr.
- Sur la Troupe soldée** dite Garnison du Canton de Genève et sur les dépenses militaires de ce Cant., par Fazy-Pasteur, 8.<sup>o</sup> 1 fr. 80 c.
- LETTRES** écrites d'Italie en 1812 et 1813; par Fr. Lullin de Châteauneuf, 2.<sup>de</sup> édit. augmentée, in-8. 5 fr.
- De l'Économie publique et rurale des Arabes et des Juifs**, par L.<sup>re</sup> Reynier 8.<sup>o</sup> 7 fr.
- Lettres de S. James**, 2.<sup>de</sup> partie concernant l'état présent de l'Europe, 8.<sup>o</sup> avec cette épigraphe, *ora pro nobis*. 2 fr. 50 c.
- Procès-verbal** de la Société de Genève pour l'avancement des Arts; fr. 4.
- Le Conservateur Suisse**, ou Étiennes Helvétiques 1822 1 fr. 25 c.
- Lettres à une Mère Chrétienne**, par le Past. Moulinié, 2.<sup>e</sup> édit. cor. et augm. 4 fr. 50 c.
- Guide du Teinturier**, ouvrage rédigé d'après les meilleurs

- auteurs, et mis à la portée des personnes qui s'occupent de cet art, in-12. 2 fr.
- Études de l'homme, ou Recherches sur les facultés de sentir et de penser, par Charles-Victor de Bonstetten; 2 vol. in-8.<sup>o</sup> 9 fr.
- ÉCONOMIE DE L'AGRICULTURE; par le B.<sup>n</sup> E. V. B. Crud; 1 vol. in-4. avec tableaux et planches, 12 fr.
- Cet ouvrage qui, tout entier, est tiré des faits d'une expérience très-étendue, est destiné à éclairer les cultivateurs sur leurs intérêts dans les diverses branches de l'économie rurale, et à les préserver des nombreuses fautes, des inombrables mécomptes auxquels ils sont exposés dans l'exercice de cet art. On y trouve une instruction de comptabilité agricole, qui présente la plus grande précision.
- Il peut aussi être considéré comme faisant suite aux *Principes raisonnés d'Agriculture de Thaër*, trad. en franç. par le même auteur, CULTIVATEUR (le) du Canton de Genève, par C. M. Lullin, in-8. 4 fr.
- HISTOIRE DES QUAKERS; traduit de l'angl. de Clarkson, in-8. 3 fr.
- DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE RURALE DES PERSES ET DES PHÉNICIENS; par L. Reynier, 1 vol. in-8. 7 fr.
- MÉMOIRE SUR LES FONGUS MÉDULAIRE ET HÉMATODE, par J. P. Maunoir, de Genève, Professeur, etc. in-8. 2 fr. 50 c.
- FLORA VENETA seu enumeratio Plantarum circa Venetiam nascentium, secundum methodum Linneaneam disposita, auctore STEPHANO MORICAND cive Genèveuse., 1 vol. in-8. 6 fr.
- HISTOIRE DES MONOCLES, qui se trouvent aux environs de Genève; par L. JURINÉ, Ex-chirurgien en chef de l'Hôpital-général de Genève, et chirurgien consultant dudit Hôpital; Professeur en anatomie, chirurgie, en accouchemens; en zoologie, Membre de plusieurs Sociétés savantes; 1 vol. in-4., fig. coloriées, papier velin, 36 fr.
- LETTRES DE SAINT-JAMES, avec cette épigraphe : *Connois-toi, toi-même*, in-8. 1 fr. 80 c.
- CATALOGUE des arbres fruitiers et des vignes du jardin botanique, de Genève; par le Prof. De Candolle, 1 fr. 25 c.
- CAUSES qui retardent, chez les Réformés, les progrès de la théologie, par M. Chenevière, Past. et Prof en théologie dans l'Académie de Genève, in-8. 2.<sup>me</sup> édition, 75 c.
- COUP-D'ŒIL sur l'état actuel du Ministère public dans le Canton de Vaud, par A. M. F. Nicolle, docteur en droit, et avocat au Tribunal d'appel du Canton de Vaud, in-8. 60 c.
- ÉTRENNES helvétiques, pour 1820, 1821. in-12. 2 fr. 50 c.
- EMPLOI (de l') des pommes de terre à la nourriture des bestiaux; par Charles Pictet, 75 c.
- SOUVENIR des fabulistes, avec des notes, in-18. 2 fr. 50 c.
- PRINCIPES philosophiques, politiques et moraux, par le Colonel de Weiss; 2 vol. in-8., 8.<sup>e</sup> édit. 9 fr.
- Principaux faits de l'Histoire-Sainte et de l'histoire de l'Eglise chrétienne, par M.<sup>r</sup> Chenevière, Pasteur et professeur à Genève, avec cette épigraphe : *L'opinion est une lime sourde qui use le fer que l'on frotte contre elle*, in-12. 1 fr. 25 c.

**STATISTIQUE de la Suisse, ou État de ce pays et des vingt-deux Cantons dont il se compose, sous le rapport de leur situation de leur étendue, de leur climat, de leur population, de la nature de leur sol, de leurs montagnes, de leurs lacs et rivières, de leurs eaux minérales, de leurs produits, de leur histoire, de leurs antiquités, des mœurs et du langage des habitans, de leurs constitutions politiques, de leurs impôts, de leurs revenus, de leur industrie et de leur commerce, de leurs monnoies, poids et mesures, du culte et de l'instruction, de leurs établissemens publics et particuliers, de leurs hommes célèbres, des ouvrages qui les concernent, etc., par J. Picot, de Genève; in-12. Genève, 1819, 6 fr.**

**Annuaire de la République et Canton de Genève pour 1822, contenant le tableau du gouvernement et celui des officiers de la milice Gènevoise, 1 fr. 50 c.**

**Coup-d'œil sur les Confessions de foi, par J.<sup>e</sup> Heyer, Pasteur à Genève, in-8. 50 c.**

**Discours prononcé au Consistoire de l'Eglise de Genève, le 14 Janvier 1819, par M.<sup>r</sup> De Fernex, pasteur, in-8. 50 c.**

**Le legs de la bonne mère. Par Mad. Hannah More, traduit de l'anglais, in-12. 30 c.**

**Avantages (les merveilleux) de mettre à la loterie, suivi de l'histoire de Mary Wood, ou le danger des fausses excuses, par Mad. Hannah More, in-12. 50 c.**

**Abrégé de Géologie, par M. Struve, Professeur de chimie et de minéralogie, destiné aux leçons qu'il donne dans cette science, 2.<sup>de</sup> édit. in-12. avec pl. 1 fr. 50 c.**

**Coup-d'œil sur l'hypothèse de M. de Charpentier, directeur des mines de Bex, relativement au gisement du gypse salifère du district d'Aigle; par M. Struve, Inspecteur général des mines, in-12 fig. 1 fr. 50 c.**

**Découverte d'un nouveau trajet pour monter sur le Mont-Blanc; par le Pavillon de Belle-Vue, soit par St.-Gervais, in-8. 1819. 25 c.**

**Romans (petits) et contes choisis, d'Auguste Lafontaine, trad. de l'allemand, 4 vol. in 12. 8 fr.**

**Poésies de Lord Byron et de Walter Scott; trad. de l'anglais, par l'un des Rédacteurs de la Bibliothèque universelle. 2 vol. in-8. 5 fr.**

On sait quelle réputation ont acquise en Angleterre les deux poètes que la Bibliothèque universelle a fait connoître au Continent, par des traductions partielles et des extraits forts étendus. *La Dame du Lac*, l'un des plus charmans ouvrages de Scott, a eu douze éditions. et les poésies de Byron en comptent au moins un pareil nombre. Les talens de ces deux hommes célèbres très-différens l'un de l'autre, se font valoir mutuellement par le contraste: c'est donc une heureuse idée de réunir leurs ouvrages dans l'édition française.

L'accueil que ces imitations ont éprouvé des lecteurs de la Bibliothèque universelle montre que le traducteur a réussi dans la tâche difficile de ne pas trop affaiblir l'effet poétique, en faisant

passer dans la prose française ces belles productions des génies du Nord.

Le quatrième chant du Pèlerin, sur l'Italie, y est en entier, c'est celui qui a excité tout récemment en Angleterre le plus grand enthousiasme.

Conversation sur la philosophie naturelle, dans lesquelles les éléments de cette science sont exposés d'une manière familière, et mis à la portée des jeunes personnes; avec figures, par l'auteur des Conversations sur la Chimie, et des Conversations sur l'économie politique. Traduite de l'anglais. in-8. 7 fr.

Quelques idées sur la liberté de la presse à Genève, à l'occasion d'un projet de Journal politique; par J. L. Manget, ancien professeur à l'école normale, in-8., 75 c.

Deux lettres sur une accusation d'hérésie faite au clergé de Genève, écrites par un habitant du Mont-Jura, in-8., 25 c.

Considération sur la tonte des gros animaux domestiques, et examen de l'opinion du médecin vétérinaire Noyez. Par J C. Favre-d'Evires, in-8., 1 fr. 20 c.

Notice sur quelques monuments anciens, situés dans les environs de Genève. Par Eusèbe Salverte, in-8., 75 c.

Notice sur la vallée de Bagne en Valais, in-8. 50 c.

Coup d'œil sur les poètes élégiaques français, depuis le 16.<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours, par Jean Humbert, in-8., 1 fr. 80 c.

Rapport sur la fondation du jardin de botanique de Genève; par Mr. De Candolle, Professeur de botanique, Directeur du jardin botanique, in-8. 75 c.

Cours d'Etudes de la Religion chrétienne, composé en forme de Discours, prononcés pour la plupart en chaire; par Isaac Salomon Anspach, pasteur à Genève, et principal du collège académique de la même ville. 7 vol. 8.<sup>e</sup> Genève, 1819, 25 fr.

Quelques Mots sur des Questions intéressantes pour la Suisse et Genève; par Charles Pictet; in-8.<sup>e</sup> Genève, 1818, 50 c.

Château (le) de Bothwell ou l'Héritier; par l'auteur du Manoir de Warwick, des Orphelines de Flower-Garden, des Lettres de Clémence et Hypolite, et d'Emma ou l'Éducation de l'amitié, etc. 3 vol. in-12; 1819, 6 fr.

Prairies artificielles (des) d'été et d'hiver, de la nourriture des brebis et de l'amélioration d'une ferme dans les environs de Genève; par Ch. J. M. Lullin. 2.<sup>e</sup> édit. revue et considérablement augmentée. in-8.<sup>e</sup>; 1819, 5 fr.

ESQUISSES EUROPÉENNES; commencées en 1798, et finies en 1815, pour servir de suite à la correspondance du baron de Grimm et de Diderot, in-8.<sup>e</sup> 6 fr.

Cordonniers (les deux), par Mad. Hannah More, auteur de Cœlebs; traduit de l'anglais; in-12, 1 fr.

Histoire du passage des Alpes par Annibal, dans laquelle on détermine d'une manière précise la route de ce général depuis Carthagène jusqu'au Tésin, d'après la narration de Polybe, comparée aux recherches faites sur les lieux; suivie d'un examen critique

- ( de l'opinion de Tite-Live et de celle de quelques auteurs modernes, par J. A. Deluc, in-8, avec carte, 4 f. 50 c.
- Deux Traités de physique mécanique, publiés par P. Prevost, in 8, fig, 4 fr. 50 c.
- Des Bains de Saint-Gervais, et de leurs vertus médicinales dans les maladies chroniques, par M. le docteur Mathey, in-8, fig. 3 fr.
- Manuel d'herborisation en Suisse et en Valais, rédigé selon le système de Linné; avec l'indication d'un nouveau système dérivé également des principes de ce grand maître, par l'auteur de l'Entomologie helvétique, in-8, 6 fr.
- DISCOURS FAMILIERS d'un Pasteur de campagne, par J. I. S. Cellérier, in-8, 2<sup>e</sup> édit. 4 fr. 50 c.
- Economie publique et rurale des Celtes, des Germains et des autres peuples du nord et du centre de l'Europe, par L. Reynier, in-8, d'environ 550 pag., 7 fr. 50 c.
- Etat actuel de l'Eglise, trad. de l'allemand, in-8, 75 c.
- Guillaume Tell, tragédie de Schiller, trad. par M. Merle d'Aubigné; in-8, 3 fr.
- Lettre brûlée (la), ou le château de Melworth, trad. de l'anglais par Mademoiselle M. de M., 3 vol. in-12, 6 fr.
- THÉOLOGIE NATURELLE, ou preuves de l'existence et des attributs de la Divinité, tirées des apparences de la Nature; traduction libre de l'angl. d'après William PALEY, par CH. PICTET de Genève, 2. édit., revue et exact. corrigée, in-8 de 400 p., 4 fr. 50 c.
- GRAND COMMENTAIRE sur un petit article, par un vivant remarquable sans le savoir; ou réflexions et notices générales et particulières, à propos d'un article qui le concerne dans la Biographie des vivans, par M. L.<sup>s</sup> Arborio de Brême fils, in-8, 4 fr.
- RAPPORT PRÉSENTÉ à S. M. l'Empereur Alexandre par S. Ex. le Comte de Capo-d'Istria, sur les établissemens de M. de Fellenberg à Hofwyl en Octobre 1814, par CH. PICTET, de Genève, 2.<sup>e</sup> édit., rev. et corr. in-8, 1 fr. 50 c.
- Lettres (1.<sup>ère</sup> et 2.<sup>de</sup>) à un ami sur l'état actuel de l'Eglise de Genève et sur quelques-unes des accusations intentées contre ses Pasteurs, in-8, 1 fr. 25. c
- Lettres d'un ami de la Religion sur les discussions théologiques du moment, in-8, 75 c.
- Sermons sur les devoirs et la doctrine du Christianisme, traduits de l'angl. sur la 29.<sup>e</sup> édit., in-12, 2 fr.
- Journal d'un Séjour fait aux Indes orientales en 1809, 1810 et 1811; trad. de l'angl. de Mad. Maria GRAHAM, in-8, 4 fr.
- Mémoire sur les avantages réciproques de l'introduction de l'horlogerie de Genève en France, suivant le tarif arrêté par Grenus, avocat, ci-devant membre des États du Pays de Gex, in-8, 75 c.
- Conversations sur l'économie politique dans lesquelles on expose d'une manière familière les élémens de cette science, par l'auteur des Conversations sur la physique, trad. de l'angl. 1 vol. in-8 de 534 pages. 6 fr.

- Appel aux Membres de sa Congrégation**, par le Rév. George Rooke, Chapelain des Anglais à Genève; in-8. 75 c.
- Manuel d'Art Vétérinaire**, à l'usage des officiers de cavalerie, des agriculteurs et des artistes vétérinaires, par M. Ad. de Gasparin, ancien officier de cavalerie, membre de plusieurs Sociétés savantes, 1 vol. grand in-8, de 586 pages, 6 fr.
- Notice sur l'établissement de Soupes existant à Genève*, par J. J. de Roches, D. Méd. in-8, fig., 75 c.
- De l'Education dans ses rapports avec le gouvernement**, par le Comte Fedor Golowkin, in-8, 2 fr. 50 c.
- Notice de la vie et des écrits de Louis Odier*, docteur et professeur de médecine, par P. Prevost; in-8, 75 c.
- Coup-d'œil sur l'ensemble des moyens de l'éducation**, par Herm. Krüsi, élève de Pestalozzi, in-8, 75 c.
- Coup-d'œil sur la manière la moins préjudiciable et la moins coûteuse de fournir aux besoins de l'état**; in-8, 60 c.
- Il GIURRO, Frammento di novella Turca, scritto da LORD BYRON e recato dall' inglese in versi italiani da PELLEGRINO ROSSI*; in-12, 2 fr.
- Rapport à la Société des arts de Genève**, sur l'emploi des pommes de terre considérées comme moyen de soutenir leur culture, par M. DE CANDOLLE, professeur de botanique; in-8, 50 c.
- Réflexions sur les conséquences de l'usage qui s'introduit dans les académies et les universités, de faire l'étude des sciences dans la langue maternelle**, par Isaac-Salomon Anspach, pasteur et principal du collège de Genève; in-8, 50 c.
- Annuaire de la République et Canton de Genève pour 1822**, contenant le tableau général du Gouvernement, in-12, 1 fr. 50 c.
- Crédit (du) et de la Force en France selon la monarchie et la charte**, par J. D., ancien citoyen de Genève, au service de France depuis 1782; Maréchal des camps et armées pendant 24 ans; Baron, Commandeur de l'ordre royal de la Légion d'honneur, in-8, 1 fr.
- Essais philosophiques, ou nouveaux mélanges de littérature et de philosophie**, par Fréd. Ancillon, de l'Académie royale des sciences de Berlin, 2 vol. in-8, 9 fr.
- Examen de quelques questions d'économie politique sur les blés, la population, le crédit public et les impositions**, par M. de Candolle Boissier, in-8, 4 fr.
- Exposé de la conduite politique de M. lieutenant-général Carnot depuis le 1.<sup>er</sup> juillet 1814**, in-8, 1 fr. 25 c.
- Fabrication de la farine de pomme de terre et de son emploi dans la panification**, par André Beaumont; in-8, 25 c.
- Grammaire Angloise**, contenant l'explication des huit parties du discours, les principales règles de la prononciation, celles de la prosodie et de la versification, par le prof. Odier, in-12, 1 fr. 25 c.
- Histoire Universelle divisée en XXIV livres**; ouvrage posthume de Jean de Muller, trad. de l'allemand par J. G. Hess, 4 vol. in-8, 24 fr.

- Leçons de la nature, ou l'histoire naturelle, la physique et la chimie appliqués à l'esprit et au cœur, par M. Cousin Despréaux ; anc. correspondant de l'Acad. des inscriptions et belles-lettres, 4 gros vol. in-12, nouvelle édit. corrigée, et en plus gros caractères que celles qui ont paru jusqu'à ce jour, 10 fr.**
- Lépreux (le) de la Cité d'Aoste, par l'auteur du Voyage autour de ma chambre, in-12, 75 c.**
- Lettre du Duc d'Otrante au Duc de Wellington, in-8, 1 fr. 25 c.**
- Lettres à un amie sur le moyen de trouver le bonheur, in-12, 2.<sup>e</sup> édit. 1 fr. 50 c.**
- Marie Stuart, tragédie de Schiller, trad. de l'allemand, par M. Hess, auteur de la *Vie de Zwingli*, et de la traduction de l'*Histoire Universelle* de Muller, in-8, 3 fr. 60 c.**
- Mémoire sur l'Hydrencéphale ou céphalite interne hydrencéphalique, par J.-F. Coindet, Docteur Médecin en chef des hospices civil et militaire de Genève, in-8, 4 fr.**
- Morceaux choisis de différens auteurs, recueil destiné aux jeunes gens qui s'exercent à traduire de françois en latin, in-12, de 452 pages, 2 f. 50 c.**
- Monarchie (de la) selon la charte, par M. le Vicomte de Chateaubriand, in-8, 3 fr.**
- Notice sur les établissemens agricoles d'Hofwyl, par M. Crud, trad. des Principes raisonnés d'Agriculture de Thaër, in-8, 50 c.**
- Principes (les) de la révolution françoise sont incompatibles avec l'ordre social : aussi long-temps que les François ne seront pas soumis à leur souverain légitime, il ne peut y avoir ni bonheur pour la France, ni sureté pour l'Europe, in-8, 2 fr. 50 c.**
- Recherches (nouvelles) sur les maladies de l'esprit, précédées de considérations sur les difficultés de l'art de guérir, par M. Matthéy D.<sup>r</sup> médecin de Genève, in-8, 5 fr.**
- Rapport du Duc d'Otrante adressé au Roi sur la situation de la France, in-8, 1 fr. 20 c.**
- Récit historique sur la restauration de la Royauté en France le 31 mars 1814, par M. de Pradt, auteur du Congrès de Vienne et autres ouvrages, in-8, 1 fr. 50 c.**
- Saint Louis (la) ou songe d'un royaliste, in-8, 75 c.**
- Tactique des assemblées législatives, suivie d'un traité des Sophismes politiques; ouvr. extrait des manuscrits de M. Jérémie Bentham, jurisconsulte Anglois, par Et. Dumont de Genève, 2 v. in-8, 13 fr.**
- Voyage en Italie dans l'année 1815, par George Mallet auteur des Lettres sur la route du Simplon à Milan et de l'ouvrage intitulé Genève et les Genevois, 1 vol. in-8, 4 fr.**

## AUTRES LIVRES DE FONDS.

- A** DÈLE DE SENANGE, ou Lettres de Lord Sidenham, par M.<sup>me</sup> Flahaut,  
2 vol. in-12, 4 fr.
- Adresse à l'Empereur, par Joseph Rey, de Grenoble, in-8, 25 c.
- Agenda général, ou mémorial portatif universel, livret pratique  
d'emploi du temps, composé de tablettes utiles et commodes,  
d'un usage journalier, par M. A. Julien, in-12, rel., 5 fr.
- Agenda du Voyageur Géologue, par le prof. Desaussure, in-8,  
1 fr. 50 c.
- Agrostologia helvetica definitionem descriptionemque graminum et  
plantarum eis affinium in Helvetia sponte nascentium complectens,*  
auctore J. Gaudin, 2 vol. in-8, beau papier, 12 fr.
- Allemagne (de l'), par M.<sup>me</sup> la Baronne de Staël-Holstein, 3 vol.  
in-12, 3.<sup>e</sup> édition, 7 fr. 50 c.
- Ami (l') des Parens, contes trad. de l'angl., de Maria Edgeworth,  
2 vol in-12, 3 fr.
- Annuaire du département du Léman pour l'an 1811, in-12, 1 fr.
- Idem*, pour l'an 1814, 1 fr 50 c.
- Argus, ou correspondance de famille, traduit de l'anglois, 4 vol.  
in-12, 8 fr.
- Art (l') de faire le pain, et observations théoriques et pratiques sur  
l'analyse et la synthèse du froment, et sur la manière la plus  
avantageuse de préparer un pain léger, précédées de quelques  
recherches sur l'origine et les maladies du blé, par M. Edlin,  
trad. de l'angl. par M. Peschier, doct. méd., de plusieurs sociétés  
savantes, in-8, 2 fr 50 c.
- Associations (des) rurales pour la fabrication du lait, connues en  
Suisse sous le nom de *fruitières*, par Ch. Lullin de Genève,  
in-12, fig., 2 fr.
- Caliste, ou Lettres écrites de Lausanne, par M.<sup>me</sup> de Charrière,  
nouvelle édition, 2 vol. in-12, 2 fr. 50 c.
- Calorique [du] rayonnant, par P. Prevost, prof. de physiq. à l'Acad.  
de Genève, corresp. de l'Institut nation., etc., in-8, fig., 5 fr.
- Catéchisme (le grand) ou instructions sur la Religion Chrétienne,  
in-12, 1 fr.
- Abrégé du dit, 60 c.
- Le petit à l'usage des commençans, in-16, 50 c.
- Causes secrètes du mouvement de l'Europe en 1815, in-8, 25 c.
- Charte constitutionnelle des François, précédée des discours du  
Roi et du Chancelier, et suivie de l'ordonnance relative aux  
étrangers et à leur naturalisation, in-18, papier fin, 60 c.
- Coup-d'œil sur l'influence à espérer des établissemens d'Hofwyl  
quant au perfectionnement de l'industrie et des mœurs, par  
M. Gauteron, in-8, 60 c.
- Cours d'agriculture Angloise, avec les développemens utiles aux  
agriculteurs du continent, par Ch. Pictet de Genève, 10 vol. in-8,  
avec fig., 5

- Cours de géographie historique, ancienne et moderne, et de sphère, d'après M. Ostervald, retouché par M. Béranger : revu, corrigé et augm. d'après l'état actuel de l'Europe, 2 vol. in-12, 4 fr. 50 c.
- Cours de géographie élémentaire à l'usage de la jeunesse, par M. Béranger de Genève, nouv. édit. retouchée, comprenant tous les changemens arrivés dans les divers états de l'Europe jusqu'à présent, in-12, 1 fr.
- Cours de littérature dramatique, par A. W. Schlegel, trad. de l'allemand, 3 vol. in-8, 16 fr.
- Il y a quelques exemplaires en papier vélin.*
- Cours de morale Religieuse, par M. Necker, 3 vol. in-8, 10 fr.
- Cours de Thèmes, rédigé d'après le Rudiment de Lhomont, avec quelques augmentations et explications, à l'usage des écoles publiques et particulières, par P. Dantal, 2 vol. in-12, 5 fr.
- Cultivateur (le) du Léman, par C. L. M. Iullin, in-8, 1.<sup>re</sup> et 2.<sup>de</sup> année. 2 fr. 50 c.
- Delphine, par M.<sup>me</sup> de Staël de Holstein, 6 vol. in-12, 12 fr.
- De la Constitution Française de l'an 1814, par M. Grégoire, in-8, 50 c.
- Disette (de la), par Benjamin Bell, de la Soc. royale d'Edimbourg. trad. de l'angl. par Pierre Prevost, 2 fr. 50 c.
- De la Saignée et de son usage dans la plupart des maladies, par G. Vieusseux, Doct. médecin, 1 vol. in-8, 5 fr.
- De l'intérêt de la France à l'égard de la Traite des Nègres, par J. C. L. Sismonde de Sismondi, 3.<sup>e</sup> édit. contenant de nouvelles réflexions sur la Traite des Nègres, in-8, 2 fr.
- De la Vie et des écrits de P. H. Mallet, auteur de l'Histoire de Danemarck, de celles des Suisses et de plusieurs autres ouvrages, par M. Sismonde de Sismondi, in-8, 1 fr.
- Dernières vues de politique et de finances offertes à la nat. française, par M. Necker, in-8, 3 fr. 60 c.
- Description des Alpes Grecques et Cottiennes, ou Tableau historique et statistique de la Savoie, sous les rapports de son ancienneté, de son étendue, de sa population, de ses antiquités et de ses productions minéralogiques, suivie d'un précis des événemens militaires et politiques qui ont eu lieu dans cette province depuis sa réunion à la France en 1792, jusqu'à la paix d'Amiens, en 1802, par J. F. Alb. Beaumont, Memb. honoraire des Soc. des arts et des sciences de Londres, 2 vol. in-4, avec atlas, grand in-fol., de 24 planches, 60 fr.
- Description de l'île de Sainte-Hélène à trois différentes époques, in-12, 1 fr. 25 c.
- Description d'une suite d'expériences qui montrent comment la compression peut modifier l'action de la chaleur, par Sir James Hall, baronet, trad. de l'angl., par M. A. Pictet, corresp. de l'Inst. Nation., de la S. R. de Londres, avec les figures originales, représentant tous les appareils et quelques-uns des principaux résultats, in-8, 4 fr.
- Détails (quelques) sur la consommation de la luzerne en vert., et tableau d'un assolement de douze ans, par M. Ch. Pictet, faisant

- suite à son *Traité des assolemens, ou l'art d'établir les rotation de récoltes*, in-8, 1 fr. 25 c.  
 Et franc de port par la poste, 1 fr. 50 c.
- Devoirs des Sous-Officiers et serres-files dans diverses manœuvres*, in-12, 50 c.
- Dévotions à l'usage des familles*, par Jean-Ami Martin, Pasteur de l'Eglise de Genève, président de son Consistoire, et bibliothécaire, 2 vol. in-8, 7 fr. 50 c.
- Discours prononcé dans le temple de St.-Pierre à Genève*, par le jeune Orateur des classes du collège, le 20 juin 1814, imprimé au profit de l'établissement des orphelins, in-8, 50 c.
- Douze Nouvelles ou recueil de contes*, par M.<sup>me</sup> de Montolieu, 4 vol. in-12, 8 fr.
- Dix Nouvelles faisant suite*, par le même auteur, 3 v. in-12, 7 fr. 50 c.
- Education pratique*, trad. libre de l'anglois, de Maria Edgeworth, par Ch. Pictet de Genève, 2.<sup>e</sup> édit. corr. et augm., 2 v. in-8, 6 fr.
- Eglise (l') renouvelant ses promesses. Sermon sur Josué XXIV*, 15 et suiv., par M. J. J. S. Cellérier, Pasteur de Genève, in-8, 60 c.
- Elémens d'analyse géométrique et d'analyse algébrique, appliqués à la recherche des lieux géométriques*, par Sim. Lhuillier, prof. de mathématiques à l'Acad. de Genève, in-4, fig., 15 fr.
- Elémens raisonnés d'Algèbre*, publiés à l'usage des étudiants en philosophie, par Simon Lhuillier, prof. de mathémat. de Genève, et Membr. de plusieurs Soc. savantes, 2 vol. in-8, 12 fr.
- Elémens de Géométrie*, à l'usage des étudiants de l'Académie de Genève, par Louis Bertrand, in-4, fig., 12 fr.
- Elémens de la philosophie de l'esprit humain*, par M. Dugald Stewart, prof. de phil. morale à l'Univ. d'Edimbourg, trad. de l'angl., par P. Prevost, prof. de physique à Genève, 2 v. in-8, 9 fr.
- Eloge historique de M. Jean Senebier*, Past. bibliothécaire de la républ. de Genève, Membr. assoc. de l'Inst. nat. de France, lu à la Soc. de Genève le 17 décembre 1809, par M. Maunoir aîné, doct. et prof. en chirurgie à Genève, memb. de diverses Sociétés savantes, in-8, 1 fr. 50 c.
- Esprit de la méthode d'éducation de Pestalozzi*, suivie et pratiquée dans l'Institut d'éducation d'Yverdon en Suisse, par M. Julien, auteur de l'Essai sur l'emploi des temps, 2 vol. in-8, 10 fr.
- Le même papier fort, 15 fr.
- Essai sur l'art d'observer et de faire des expériences*, par J. Senebier, bibliothécaire de Genève, Memb. de diverses Acad. et Soc. sav., corres. de l'Inst. national, 3 vol. in-8, 10 fr.
- Essai sur l'émulation dans l'ordre social et son application à l'éducation*, par le prof. Raymond, in-8, 3 fr.
- Essai sur la législation contre l'usure*, par l'avoc. Grenu, in-8, 1 fr. 50 c.
- Essai sur les montres à répétition*, dans lequel on traite toutes les parties qui ont rapport à cet art, en forme de dialogue, à l'usage

- des horlogers, par Fr. Crespe, de Genève, approuvé par la Soc. pour l'avancement des arts de Genève, in-8, 3 fr.
- Essai d'une monographie des saules de la Suisse, par N. C. Seringe, in-8, figures, 3 fr.
- Essais de philosophie ou étude de l'esprit humain. 1.<sup>er</sup> Essai, analyse des facultés de l'esprit humain. 2.<sup>me</sup> Essai, Logique, par Pierre Prevost, corres. de l'Inst. nat., prof. de phy. à l'Acad. de Genève, de l'Acad. de Berlin, de la Soc. roy. d'Edimbourg et de quelques autres Sociétés savantes, suivi de quelques opuscules de G. L. Le Sage, corres. de l'Acad. de sciences et de l'Institut. nat., etc., 2 vol. in-8, 7 fr. 50 c.
- Essai sur le principe de population, ou Exposé des effets passés et présens à l'action de ce principe sur le bonheur de l'espèce humaine dans les temps anciens et modernes, suivi de l'examen des moyens propres à adoucir les maux dont ce même principe est la cause, et du tableau des espérances que l'on peut concevoir à ce sujet, par T. R. Malthus, prof. d'hist et d'écon. polit., trad. de l'angl. par P. Prevost, prof. de phy. à Genève, corres. de l'Inst. nat., des Soc. royales de Londres et d'Edimbourg, etc., 3 vol. in-8, 15 fr.
- Excerpta ex Tito Livio, ad usum scholarum,* 1 fr. 50 c.
- Exercices de piété et de prières pour l'édification particulière des Chrétiens éclairés et vertueux, par M. le Past. Zollikoffer, trad. de l'Allem. par M. le Past. Dumas, nouv. édit. revue et corr., 2 vol. in-8, 4 fr.
- Exposé de l'Exposé de la situation de l'empire Français et des comptes des Finances de France, par Sir François d'Ivernois, in-8, 3 fr. 60 c.
- Exposé de la méthode élémentaire de H. Pestalozzi, suivi d'une notice sur les travaux de cet homme célèbre, son Institut et ses principaux collabor., par Dan.-Alex. Chavaunes, in-8, fig., 3 fr.
- Exposition de la foi Chrétienne, par G. Mallet, Ministre du Saint-Evangile, 5 vol. in-8. 7 fr. 50 c.
- Félicie et Florestine, par l'auteur des Mémoires d'une famille émigrée, 3 vol. in-12, 6 fr.
- Faits et observations sur la race des mérinos d'Espagne à laine super-fine et les croisemens, par Ch. Pictet, in-8, fig., 1 fr. 80 c.
- Genève et les Gênois, par G. Mallet, in-12, 2 fr. 50 c.
- Géralwood, ou le voleur et l'enfant trouvé, roman trad. de l'angl. 4 vol. in-12, 7 fr. 50 c.
- Germaine, nouvelle, par l'auteur des orphelins de Flowen-Garden, in-12, 1 fr. 50 c.
- Grammaire et art d'écrire, par Condillac, nouvelle édition revue et corrigée, 2 vol. in-12. 4 fr. 50 c.
- Grammaire Française de Lhomont, vol. in-12. 75 c.
- Grammaire Italienne pratique de Vénéroni, par Seb. Esu, 3.<sup>e</sup> édit.,

- contenant une méthode rendue plus claire et plus à la portée de tous que les précédentes, etc., in-8, 4 fr.
- Grammaire (nouvelle) Latine à l'usage de la sixième classe du Collège de Genève et Vocabulaire latin dans lequel les mots sont divisés en trois classes d'après leurs degrés de difficulté, et rangés en général suivant l'analogie des terminaisons / par un professeur de l'Académie de Genève, 2 vol. in-8, 2 fr. 50 c.
- Histoire des coquilles terrestres et fluviatiles qui vivent aux environs de Paris, par Brard, in-12, papier vélin, fig. coloriées, 8 fr.
- Histoire des conferves d'eau douce, contenant leurs différens modes de reproduction, et la description de leurs espèces, avec des observations nouvelles sur la multiplication des tremelles et des ulves, par J. P. Vaucher, prof. de l'Acad. de Genève, in-4, 17 planch., 15 fr.
- Histoire des Gaulois depuis leur origine jusqu'à leur mélange avec les Francs, et jusqu'au commencement de la monarchie Française, par Jean Picot de Genève, prof. d'hist. et de statistique dans l'Acad. de cette ville, 3 vol. in-8, 12 fr.
- Histoire de Gustave III, roi de Suède, trad. de l'allemand d'Ernest-Louis Posselt, sur l'édition originale, par J. L. Manget, in-8, de 450 pages, 4 fr. 50 c.
- Histoire Universelle divisée en XXIV Livres; ouvrage posthume de Jean de Muller, trad. de l'allemand par J. G. Hess, 4 v. in-8, 24 fr.
- Jardins (les), poème, par Jaq. Delille; in-18, fig., 75 c.
- Il primo navigatore di Gesner, tradotto dal Francese in Italiano in versi sciolti*, vol. in-12, 1 fr. 50 c.
- Institutions pratiques de Grammaire Allemande, avec un Vocabulaire suivi de dialogues contenant les phrases et façons de parler les plus usitées dans la conversation, par M. Gaudin, 2.<sup>e</sup> édition augmentée, in-8, 2 vol., 5 fr.
- Instruction Chrétienne, par le prof. Vernet de Genève, 4.<sup>e</sup> édition faite sur la dern. édition, revue et augmentée par l'auteur, précédée d'une notice de sa vie et de ses écrits, par un de ses disciples, 5 vol. in-12, 7 fr. 50 c.
- Instruction à l'usage des sages-femmes, in-12, 50 c.
- Instructions pour traiter sans attelles les fractures des extrémités, principalement celles qui sont compliquées, et celles du col du fémur, d'après la méthode inventée par M. Sauter, avec la description de nouveaux instrumens pour la ligature des polypes, trad. de l'allemand, par le doc. Mayor, in-8, fig., 3 fr. 50 c.
- Instruction sur les moyens de purifier l'air et d'arrêter les progrès de la contagion, à l'aide des fumigations de gaz nitrique, par L. Odier, doct. et prof. en médecine, in-8, 50 c.
- Instruction pratique sur la carie ou pourri des blés, et sur les moyens de combattre ce fléau, extraite de l'ouvrage de M. Bénédicte Prevost, par Ch. Lullin, in-8, 60 c.
- Instructions pour tracer une méridienne et un cadran solaire, et pour suivre la marche d'une montre, par M. le prof. Pictet, 8.<sup>e</sup>, 50 c.
- Itinéraire de Genève, des glaciers de Chamouni, du Valais et du

- Canton de Vaud, par M. T. Bourrit, pensionnaire de S. M.,**  
chantre de la cathédrale de Genève et Membre de l'Institut de  
Boulogne-sur-Mer, in-12, 2 fr. 50 c.
- Lettres à une mère chrétienne, contenant des instructions propres**  
à affermir ses enfans dans la foi, et des méditations pour le culte  
domestique, par M. Moulinié, past. de Genève, in-8, 4 fr. 50 c.
- Lettre à M. de Chateaubriand sur deux Chapitres du Génie du**  
Christianisme; in-8, 1 fr. 20 c.
- Lettres et pensées du Prince de Ligne, publiées par M.<sup>me</sup> la Baronne**  
de Staël de Holstein, et précédées d'une préface de l'éditeur,  
4.<sup>e</sup> édition, revue et augmentée, in-8, 4 fr. 50 c.
- Lettre de M. C. Pictet à ses collaborateurs de la Bibliothèque Britan-**  
nique, sur les établissemens de M. Fellenberg, et spécialement  
sur l'école des pauvres à Hofwyl, in-8, 75 c.
- Lettres sur la route de Genève à Milan, par le Simplon, écrites**  
en 1809, vol. in-12, 2.<sup>e</sup> édit. revue et augmentée, 2 fr.
- Liturgie (la nouvelle) à l'usage des Églises réformées de France,**  
vol. in-4, papier ordinaire, 2 fr. 50 c.
- La même sur fort papier, 4 fr.
- La même grand in-4, fort papier, 5 fr.
- Lothaire et Malher, in-12, 2 fr.**
- Manuel de médecine pratique ou sommaire d'un cours gratuit**  
donné en 1800, 1801 et 1804 aux Officiers de santé du départ.  
du Léman, avec une petite pharmacopée à leur usage, par L.  
Odier, prof. de l'Acad. de Genève, corres. de l'Inst. et membre  
de plusieurs Soc. savantes, vol. in-8, 3.<sup>e</sup> édit. aug., 5 fr.
- Manuel du notaire, ou instruction par demandes et réponses, sur**  
les contrats, donations, testamens, etc. avec des modèles d'actes  
d'un style bref, clair et précis, terminés par la perception raison-  
née des droits d'enregistrement, et remplissant le vœu de la loi  
du 25 ventose an 11, et les formalités requises tant par le code  
civil, que par ceux de commerce et de procédure civile,  
3.<sup>e</sup> édition considérablement augmentée et suivie d'une table de  
calcul progressif sur les onze droits proportionnels d'enregis-  
trement depuis 20 jusqu'à 300,000 fr., par A. Goux, notaire  
à Agen, in-8, 6 fr.
- Manuscrits de M. Necker, publiés par sa fille M.<sup>me</sup> de Staël, in-8, 5 fr.**
- Mémoire sur l'Angine de Poitrine, qui a remporté le prix au concours**  
ouvert sur ce sujet par la Soc. de médecine de Paris, le 31 oct.  
1809, et qui fut adjugé le 2 fév. 1813, par L. Jurine, in-8, 5 fr.
- Mémoire sur la composition des fluides animaux, par J. Berzelius,**  
prof. de chimie de Stokholm, trad. par De la Rive, prof. à l'Acad.  
de Genève, in-8, 2 fr.
- Mémoire sur le Croup, ou angine trachéale, qui a obtenu la pre-**  
mière mention honorable au concours ouvert sur cette maladie,  
par G. Vieusseux, doct. méd. à Genève, in-8, 4 fr.
- Mémoire historique sur la vie et les écrits de Hor.-Bénédict. Desaussure,**  
par Senebier, in-8, 2 fr. 50 c.
- Mémoires sur l'influence de l'air et des diverses substances gazeuses**

- dans la germination de différentes graines , par MM. Huber et Senebier , in-8 , 2 fr. 50 c.
- Mémoires physiologiques et pratiques sur l'Anévrisme et la ligature des Artères , par J. P. Maunoir , in-8 , fig. , 1 fr. 80 c.
- Mémoires sur l'organisation de l'Iris et l'opération de la Pupille artificielle , par J. P. Maunoir , in-8. , fig. , 1 fr. 80 c.
- Mémoires sur la respiration , par Lazare Spallanzani , trad. en français par J. Senebier , in-8 , 3 fr. 60 c.
- Mémorial horaire ou thermomètre d'emploi du temps , servant à indiquer le nombre d'heures données par jour à chacune des divisions et subdivisions , 1.<sup>o</sup> de la vie intérieure et individuelle , considérée sous les rapports physique , moral et intellectuel ; 2.<sup>o</sup> de la vie extérieure et sociale ou tablettes destinées à procurer le moyen de recueillir en une minute et sur une même ligne , pour chaque intervalle de 24 heures , tous les divers emplois et principaux résultats de la vie pendant le même temps , par M. Julien , auteur de l'Essai sur l'emploi du temps , in-8 , 2 fr.
- Métaphysique des études , ou Recherches sur l'état actuel des méthodes dans l'étude des lettres et des sciences , et sur leur influence relativement à la solidité de l'érudition , par G. M. R. , vol. in-8 , 2 fr. 50 c.
- Météorologie pratique , à l'usage de tous les hommes , et surtout des cultivateurs , par J. Senebier , memb. de diverses Acad. , correspondant de l'Inst. nat. , vol. in-16 , papier fin , 2 fr. 50 c.
- Napoléon Administrateur et Financier , pour faire suite au tableau historique et politique des pertes que la révolution et la guerre ont causées au peuple François , dans sa population , son agriculture , ses colonies , ses manufactures et son commerce , par Sir François d'Ivernois , 2.<sup>o</sup> édit. rev. et corrigée , in-8 , 4 fr. 50 c.
- Notice sur les Charmettes , vallon des environs de Chambéry , à l'usage des voyageurs qui visitent la retraite de J. J. Rousseau , in-8 , 1 fr. 50 c.
- Notice sur la vie et les écrits de George Louis Le Sage de Genève , membr. de diverses Acad. , de la Soc. royale de Londres , ci-dev. de celles de Montpellier , corres. de l'Acad. royale des sciences de Paris , et depuis corresp. de l'Institut nation. de France , rédigée d'après ses notes par P. Prevost , suivie d'un opuscule de Le Sage , sur les *Causes finales* , du *Lucrèce Newtonien* , d'extraits de sa correspondance avec divers savans et personnes illustres , telles que le Duc de la Rochefoucaud , M.<sup>me</sup> la Duchesse d'Enville , M.<sup>me</sup> Necker , d'Alembert , Bailly , Clairaut , La Condamine , Stanhope , Euler , Lambert , Ch. Bonnet , Boscowick , et d'un extrait de la correspondance de Bachet de Méziriac avec Nathan d'Aubigné , trisaïeul de Le Sage , vol. in-8 de 600 pages , 6 fr.
- Nourriture de l'ame , ou Recueil de prières pour tous les jours de la semaine , pour les principales fêtes de l'année et sur différens sujets intéressans. On y trouve aussi une harmonie de la Passion , qui renferme des lectures convenables pour chacun des jours de la semaine Sainte , le tout précédé d'un Traité de la Prière , par

- Nouveau Robinson (le)**, pour servir à l'instruction et à l'amusement de la jeunesse, trad. de l'allemand de Campe, nouv. édit. revue et corrigée, 2 vol. in-12, fig., 3 fr.
- Nouvelles (les trois)**, par l'auteur d'Agnès Lilien, trad. de l'allemand, 2 vol. in-12, 4 fr.
- Observations sur les bêtes à laine dans les environs de Genève pendant 20 ans**, par C. L. M. Lullin, vol. in-8, 2 fr. 50 c.
- Observations sur la Fièvre des prisons, sur les moyens de la prévenir en arrêtant les progrès de la contagion, à l'aide des fumigations de gaz nitrique, et sur l'utilité de ces fumigations pour la destruction des odeurs et des miasmes contagieux, etc.**, trad. de l'angl., du doct. James Carmichael-Smith, suivies d'un extrait des observations du doct. James Curie de Liverpool, sur les bons effets des aspersions d'eau froide dans les fièvres, et terminées par des observations additionnelles sur les fumigations de gaz nitrique, en réponse aux objections faites contre ces fumigations, par M. Guyton-Morveau, dans son Traité des moyens de désinfecter l'air; avec une instruction sur les moyens de désinfecter l'air, par L. Odier, doct. et prof. en méd., in-8, 2 fr. 50 c.
- Observations nouvelles sur les abeilles**, par F. Huber, nouv. édit., revue, corrigée et considérablement augmentée, 2 v. in-8, avec fig., reliées en forme d'atlas, 12 fr.
- Pacte fédéral (du) et de la Neutralité de la Suisse**, par Ch. - Vict. de Bonstetten, in-8, 50 c.
- Peinture (de la) considérée dans ses effets sur les hommes en général, et de son influence sur les mœurs et le gouvernement des peuples**, par G. M. Reymond, vol. in-8, 3 fr. 60 c.
- Pensées sur divers objets de bien public**, par Charles-Victor de Bonstetten, 1 vol. in-8, 3 fr.
- Physiologie végétale, contenant une description anatomique des organes des plantes**, par J. Senebier, bibliothécaire de Genève, membr. de div. Académ. et Soc. savantes, corresp. de l'Institut, 5 vol. in-8, faisant 2,150 pages, beau papier, 21 fr.
- Polygonométrie, ou de la nature des figures rectilignes, et abrégé d'Isopérimétrie élémentaire ou de la dépendance mutuelle des grandeurs et des limites des fig.**, par Sim. Lhuillier, 1 v. in-4, 6 fr.
- Portefeuille (nouveau) des enfans**, vol. in-12, 2 fr. 50 c.
- Prairies (des) artificielles d'été et d'hiver; de la nourriture des brebis, et de l'amélioration d'une ferme dans les environs de Genève**, par C. L. M. Lullin, 1 vol. in-8, 5 fr.
- Prédication du Christianisme, ou vérités de la religion chrétienne exposées dans une suite de sermons et de prières**, par P. De Joux, pasteur de l'Eglise de Genève, 4 vol. in-8, 12 fr.
- Prières d'actions de grâces, pour le service extraordinaire qui s'est fait à Genève dans tous les temples, le mardi 19 avril 1814**, 2.<sup>e</sup> édit., in-8, 30 c.
- Principes d'Hygiène, extraits du Code de Santé et de longue vie**, Sir John Sinclair, par L. Odier, prof. de l'Acad. de Genève

- corresp. de l'Inst. nat. de France , et memb. de plusieurs Soc. savantes, vol. in-8 , 2.<sup>e</sup> édit. augmentée , 7 fr. 50. c.
- Principes de la langue françoise , avec des remarques et des observations sur la grammaire ; en général , sur toutes les parties du discours , par Jacot , in-8 , 75 c.
- Principes philosophiques , politiques et moraux , par le Colonel Weiss , ancien Baillif de Moudon , et memb. de div. Académies , 8.<sup>e</sup> édit. revue , corrigée et aug. par l'auteur , 2 vol. in-8 , 9 fr.
- Principes raisonnés d'Agriculture , trad. de l'alle. , d'A. Thaer , par E. V. B. Crud , 4 vol. in-4 , avec fig. 48 fr.
- Promenades champêtres (les) , dialogues à l'usage des jeunes personnes , trad. de l'angl. de Ch. Smith , 3 vol. 12 , fig. , 5 fr.
- Rapport de l'air avec les êtres organisés , ou Traité de l'action du poumon , et de la peau des animaux sur l'air , comme aussi de celles des plantes sur ce fluide , tirés des Journaux d'Observations de Spallanzani , avec quelques Mémoires de l'éditeur sur ces matières , par J. Senebier memb. de div. Acad. , et corresp. de l'Inst. nat. , 3 vol. in-8 , 12 fr.
- Rapport à son Ex. le Landamman , et à la Diète des dix-neuf Cantons de la Suisse sur les établissemens de M. de Fellenberg , à Hofwyl , par MM. Heer , Landamman ; Crud , de Genthod , du Canton de Vaud ; Meyer , curé à Wangen , Canton de Lucerne , Tobler de l'Au , du Canton de Zurich ; Hunkler , juge au Tribunal d'appel , du Canton de Lucerne , in-8 , fig. , 2 fr.
- Rapport de M. D. A. Chavannes à ses commettans sur l'institut d'éducation des pauvres à Hofwyl , suivi de l'acte pour la création d'une Commission perpétuelle chargée de surveiller cet institut , et des observations de M. Ch. Pictet , sur les moyens que l'agriculture fournit à l'éducation , in-8 , 75 c.
- Rapport présenté à S. M. l'Empereur Alexandre , par S. Ex. M. le Comte de Capo d'Istria , sur les établissemens de M. de Fellenberg , à Hofwyl , en octobre 1814 , in-8 , 2.<sup>e</sup> édit. 1 fr. 50 c.
- Rapport sur l'Institut d'éducation des pauvres d'Hofwyl , rédigé par M. A. Rengger , ci-devant Ministre de l'Intérieur de la république Helvétique , au nom de la Commission établie pour l'inspection de l'établissement , in-8 , 1 fr. 50 c.
- Recherches sur les mœurs des fourmis indigènes , par P. Huber , membre des Soc. d'hist. nat. et de physique de Genève , vol. in-8 , fig. coloriées , 5 fr.
- Recherches sur la nature et les effets du crédit du papier dans la Grande-Bretagne , par H. Thornton , trad. de l'angl. par Ch. Pictet , in-8 , 3 fr.
- Recherches sur la nature et les lois de l'Imagination , par M. de Bonstetten 2 vol. in-8 , 5 fr.
- Recueil de Contes , par M<sup>me</sup> Isab. de Montolieu , auteur de Caroline de Lichtfield , traduc. des Tableaux de famille , in-12 , 3 v. fig. 6 fr.
- Recueil de Mémoires sur les Salines et leur exploitation , par M. de H. Siruve , in-12 , fig. , 2 fr.
- Recueil de mots , extraits du Vocabulaire de la langue françoise ,

- à l'usage des jeunes gens qui apprennent l'orthographe , in-8 ,  
de 80 pages, 60 c.
- Recueil de prières, de psaumes et d'instructions, tirées de l'Écriture-Sainte , pour servir au culte domestique et à l'éducation religieuse des familles, avec l'indication des chapitres qui forment la suite de l'Histoire-Sainte du vieux et du nouveau Testament , par J. Ami Martin, pasteur de l'Église de Genève, président de son Consistoire et bibliothécaire, in-8, 4.<sup>e</sup> édit., 1 fr. 50 c.
- Réflexions de M. Bergasse , sur l'acte constitutionnel du Sénat , in-8 ,  
30 c.
- Réflexions politiques sur quelques écrits du jour et sur les intérêts de tous les François, par de Chateaubriand , in-8 , 1 fr. 80 c.
- Réflexions sur les mœurs républicaines , et de l'établissement d'un théâtre à Genève, par A. Duvillard , in-8 , 50 c.
- Règlement concernant l'exercice et les manœuvres de l'infanterie, du 1.<sup>er</sup> août 1791, in-18, fig. (Ecole du soldat et du peloton),  
1 fr. 50 c.
- Remèdes curatifs et préservatifs pour les maladies du bétail, vol. in-12, 2.<sup>me</sup> édit., 1 fr. 50 c.
- Renouvellemens périodiques des continens terrestres, par L. Berirand, prof. émérite de l'Acad. de Genève et memb. de celle des Scien. et belles-lettres de Berlin, 2.<sup>e</sup> édit. corrigée et considérablement augmentée, 1 gros vol. in-8, fig., 5 fr.
- Réponse à l'ouvrage de M. de Chateaubriand intitulé de Buonaparte, des Bourbons, et des Alliés, par Lesbroussart-Dewaële, in-8, 75 c.
- Richesse (de la) commerciale ou principes d'économie politique, appliqués à la législation du commerce, par Sismondi, du cons. de com., arts et agricul. de Genève, de l'Acad. royale de Georgifiles de Florence et de la Soc. d'agricul. de Genève, 2 vol. in-8 , 9 fr.
- Scuola equestre di Friderigo Mazzuchelli elementi di Cavalerizza lezioni equestri: il cavallo animalata catechismo*, 2 vol in-4 ,  
fig., 25 fr.
- Sermon d'action de grâces pour le samedi 31 décembre 1814, jour anniversaire de la restauration de la ville et république de Genève, prononcé dans la cathédrale de St.-Pierre, par P. Picot, in-8, 50 c.
- Sermons de M. le pasteur Juventin, vol. in-8 , 3 fr.
- Sermon sur le danger de la lecture des mauvais livres, par le past. Cellerier, in-8, 1 fr.
- Sermons pour les enfans, par une Dame, trad. de l'angl., 2.<sup>e</sup> édit., in-16 , 50 c.
- Sir Walter Finch et son fils William, par M.<sup>me</sup> Charrière, auteur des Lettres Lausanoises et de plusieurs autres ouvrages, vol. in-12 ,  
1 fr. 50 c.
- Soirées de l'hermitage, contes trad. de l'anglois, pour la jeunesse, 2 vol. in-12, 3 fr.
- Sur le système continental, et sur ses rapports avec la Suède, par M. Schlegel, in-8 , 1 fr. 50 c.
- Tableau de l'Agriculture Toscane, par Sismondi, v. in-8, fig., 3 fr.

- Tableau historique de l'Institut pour les pauvres de Hambourg**, rédigé d'après des rapports donnés par M. le Baron de Voght, trad. de l'allemand, in-8, 1 fr. 50 c.
- Tableaux (nouveaux) de famille, ou la vie d'un pauvre Ministre de village allemand et de ses enfans**, trad. de l'Allem., d'Aug. La Fontaine, par M.<sup>me</sup> de Montolieu, 2.<sup>e</sup> édition, rev. corrigée par l'auteur, 5 vol. in-12, 10 fr.
- Tableau des preuves évidentes du Christianisme**, par W. Paley, trad. de l'angl., par le P. Levade, 2 vol. in-8, 7 fr. 50 c.
- Tenue (la) des livres, théorique et pratique, ou nouvelle méthode d'enseignement, appliqué aux opérations de commerce relatives aux marchandises, à la banque et aux armemens**, par J. Rodrigues, in-8, 4 fr. 50 c.
- Théologie naturelle (la) ou preuve de l'existence et des attributs de la Divinité, tirées des apparences de la nature, traduction libre de l'angl., d'après W. Paley**, par Ch. Pictet. in-8, 4 fr. 50 c.
- Traité des Assolemens, ou de l'art d'établir les rotations de récoltes**, par Ch. Pictet de Genève, in-8, avec le supplément, 4 fr.
- Traité des Engrais**, tiré de différens rapports faits au Département d'Agriculture d'Angleterre, avec des notes, suivi de la traduction du Mémoire de Kirwan sur les Engrais, et de l'exposition des principaux termes chimiques employés dans cet ouvrage, par M. Maurice, Maire de la ville de Genève, Secr. de la Soc. des Arts de la même ville, associé et corres. de div. Soc. 1.<sup>er</sup> vol. in-8, de 500 pages environ, 2.<sup>e</sup> édit. rev., corr. et augmentée, 5 fr.
- Traité des principales et des plus fréquentes maladies externes et internes à l'usage des jeunes docteurs, en médecine, des chirurgiens-médecins et des praticiens qui suppléent au défaut des médecins gradués, ainsi qu'à celui des personnes éclairées, qui, par des motifs de bienfaisance exercent la médecine dans les campagnes, ou qui, peu à portée des secours de l'art, sont obligés d'être leur propre médecin et de médicamenter ceux qui les environnent**, ouvrage qui contient non-seulement les directions nécessaires pour apprendre à bien distinguer les maladies, et à les traiter à l'aide du régime et des ordonnances usitées pour l'apothicaire, mais encore au moyen des remèdes domestiques, ou rédigés en petite pharmacie portative, peu dispendieuse, par Jean Frédéric de Herrenschand, vol. in-4, 10 fr.
- Traité de paix du 30 Mai 1814, entre S. M. Louis XVIII, l'Empereur d'Autriche, l'Empereur de Russie et le Roi de la Grande-Bretagne**, in-8, 50 c.
- Traité pratique de la maladie vénérienne ou syphilitique, avec des remarques et observations**, par J. P. Ferras, doct. en chirurgie, vol. in-8 de 576 pages, 6 fr. 50 c.
- Traité des vents qui règnent dans toute la zone torride**, par le Sr. Dampier, in-8, 2 fr. 50 c.
- Veuve Anglaise (la), ou la retraite de Lesley Wood**, par l'auteur des Mémoires d'une famille émigrée, et de Félicie et Florestine, 2 vol. in-12, 4 fr. 50 c.

- Vie d'Ulrich Zwingle**, réformateur de la Suisse, par M. J. G. Hess, vol. in-8 d'environ 400 pages, 4 fr. 50 c.
- Village (le) de Lobenstein**, ou le nouvel enfant trouvé, trad. de l'Allem., d'Aug. La Fontaine, par M.<sup>me</sup> de Montolieu, 5 vol. in-12, 12 fr.
- Voix (la) de la religion au 19.<sup>me</sup> siècle**, ou Examen des écrits religieux qui ont paru de nos jours, 3 vol. in-12, 3 fr. 50 c.
- Voyage en Abyssinie**, par M. Sakt, trad. de l'angl. et extrait des voyages de Lord Valentia, 2 vol. in-8, orn. de fig. 9 fr.
- Voyage de Dublin à Londres dans un bâtiment à vapeur**, par M. Isaac Weld, in-8, 1 fr.
- Voyage dans mes poches**, avec cette épigraphe : *Da placidam fesso, lector amice, manum*, vol. in-12, 1 fr. 20 c.
- Voyage sur la scène des six derniers Livres de l'Enéide**, suivi de quelques observations sur l'état présent du Latium, par M. de Bonstetten, in-8, carte, 4 fr. 50 c.
- Voyageur (le) sentimental en France sous Robespierre**, par Vernes de Genève, auteur du Voyage sentimental à Yverdon, etc, 2 v. in-12, avec fig., 4 fr.
- Vues agrestes et pittoresques du Mont-Blanc et de ses environs**, en cahier de six vues, accompagné d'une notice explicative; le tout dessiné d'après nature et gravé à l'eau-forte, par M. J. Philippe Linch le jeune, peintre de paysage, in-4, fig. noires, 6 fr.
- Le même en bistre, 10 fr.
- Vues relatives à l'agriculture de la Suisse et aux moyens de la perfectionner**, par Em. Fellenberg, trad. de l'Allem. et enrichi de notes, par M. Ch. Pictet, in-8, 1 fr. 80 c.
- Wallstein**, tragédie en 5 actes et en vers, précédée de quelques réflexions sur le théâtre allemand, et suivie de notes historiques sur la guerre de 30 ans, par Benjamin Constant de Rebecque, in-8, 3 fr.

le  
o c  
de  
vol  
fr  
eli  
o c  
des  
fr.  
ar  
fr.  
y,  
c  
de  
le  
c  
m  
r.  
r.  
a  
t  
e  
'  
.  
-  
i  
.  
i  
.



A BOULENAZ  
et fils

